



Les temps du Moyen-Orient

2015-2023

Mohammad-Mahmoud
Ould Mohamedou

Ce document compile tous les articles rédigés par Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, professeur d'histoire et de politique internationales au Geneva Graduate Institute, publiés à l'origine sur les blogs de *Le Temps* et portant plus particulièrement sur des sujets relatifs au Moyen-Orient.

TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : septembre 2015



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/27/capharnaum-libyen/>)

Capharnaüm libyen (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/27/capharnaum-libyen/>)

 27 septembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/27/capharnaum-libyen/>)

Que reste-il de la Libye ? Quatre ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi le 23 août 2011 et le lynchage public de ce dernier, le 20 octobre suivant, le pays poursuit inlassablement une spectaculaire chute libre qui est un cas d'école du mauvais départ des transitions politiques, voire de l'échec des révolutions. Sporadiquement à la une des médias, depuis lors, à l'occasion de quelque attaque terroriste, naufrage de migrants ou blocage de négociations diplomatiques, le pays est devenu synonyme de troubles à la fois pour lui-même, son voisinage et au-delà.

Observant cette *normalisation de la faillite*, acceptée de façon par trop fataliste par les «partenaires» régionaux et internationaux du pays, l'on serait tenté de principalement chercher les causes de cette banqueroute multiforme et d'assigner les responsabilités (elles

^

sont multiples) là où, désormais, la question qui pose réellement le plus de difficultés – mais qui est également un projet porteur – est celle du revirement : comment ce pays peut-il à ce stade inverser la tendance et entamer un processus viable de reconstruction ?

Faux-départs

Si la réponse à cette interrogation est, aujourd’hui, particulièrement difficile, c’est que rarement une séquence politique aura été si linéairement négative. Reconstituant le déroulement des événements au lendemain de la révolution entamée le 17 février 2011, il est frappant de voir qu’à chaque étape, tout ce qui pouvait mal se passer... s’est précisément mal passé.

Le dérapage initial vient à la fois du refus de réforme de Kadhafi (qui, en janvier, déclare aux Tunisiens qu’ils « regretteront » d’avoir fait tomber le président Ben Ali...), la trop rapide militarisation de la révolte (là où l’insurrection syrienne attendra trois mois – de mars à juin – face à la répression de Bachar al Assad) et le déplacement de la révolution vers un pilotage externe avec l’intervention de l’OTAN le 21 mars.

Par la suite, vient une succession enchevêtrée de crises : l’intrigue de l’assassinat, le 29 juillet, du chef militaire de la révolte, Abdelfattah Younis ; la barbarie de la mise à mort de Kadhafi et l’exposition de son corps dans un congélateur ouvert au public ; l’apparition des milices et leur prise de pouvoir ; le débordement sur le Sahel menant en grande partie à la crise malienne ; la multiplication d’attaques et l’assassinat de l’Ambassadeur des Etats-Unis le 11 Septembre 2012 ; l’échec du Conseil National de Transition (CNT) ; la tentation du retour à l’homme fort avec le général Khalifa Haftar depuis février 2014 ; la violence factionnelle et tribale ; la division du pays en deux parlements et deux gouvernements, l’un à Tobrouk, l’autre à Tripoli ; et, enfin, l’allégeance de groupes extrémistes à l’État islamique.

L’acuité d’une telle atomisation sociétale – qui se retrouve également dans des processus de négociations diplomatiques parallèles, tour à tour à Genève ou à Rabat... – pose donc le problème d’un nécessaire nouveau départ tôt ou tard pour rebâtir un État intégré en Cyrénaïque, en Tripolitaine et dans le Fezzan, et ceci est avant tout la responsabilité historique des Libyens.

Photo: Reuters

^





(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/20/meanwhile-in-mosul/>)

Meanwhile in Mosul (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/20/meanwhile-in-mosul/>)

 20 septembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/20/meanwhile-in-mosul/>)

Management of military success is arguably as hard for a legitimate political authority as it is for a non-state actor.

That being as it may, the current lull in ISIS' push is arresting. Almost two years ago, in the winter of 2014, the Islamic State embarked on an ambitious project which has possibly exceeded – at least in swiftness – its own calculations. Within months, the armed group formerly linked to Al Qaeda had shed that skin (making Osama Bin Laden's once almighty organization look obsolete overnight), crushed insurgent competition in Syria, and moved to capture the north of Iraq – remaining within threatening distance from Baghdad.

The fall of Mosul on June 11, 2014 came to embody the success of that consequential strategic plan.

In the year that followed, starting with the public appearance a few weeks later of its leader Abu Bakr al-Baghdadi – now able to dub himself Caliph Ibrahim and decree the reestablishment of the Islamic Caliphate defunct since 1924 – the group not so much 'managed' that sudden victory as it perpetuated that military momentum in the virtual world through a communication blitzkrieg. ^

The ultra-sophisticated videos, now familiar to many across the world, were prepared and widely disseminated through an efficiently-coordinated campaign whereby different facets of the group's project were visibilized and staged, in different languages and on all media platforms. The world was introduced to 'ISIS' and the policy-expert-blogger-scholar-TV wonk debate began raging generating all conceivable angles on the story: ISIS has won, ISIS is finished, ISIS does not exist, ISIS is everywhere, ISIS is basking in millions, ISIS is broke, ISIS is building up in Syria, no it is doing so in Iraq or in the West...

At Tactical Crossroads

For all the hurried commentary's search for vindication, if not meaning, the story was, however, all the time modulated and controlled by the group itself. By mid-June 2015, ISIS released a 29-minute video entitled 'A Year upon the Conquest' in which it chronicled the rise of the group in the Anbar province and the road to the capture of Mosul. That release highlighted how important in the eyes of the group *that* event was and reminded observers of the normalization of ISIS control of Iraqi and Syrian territory. Subsequent statements and videos over this past summer confirmed the message, with notably scenes of families celebrating the end of Ramadan on roller-coasters in the territories held.

None of this shrewd communication, however, solves the real-life tactical equation the group has now to address in the next phase. Where to forward? Should it, and indeed can it realistically, focus its energy and resources on the management of the cities (notably Mosul and Ramadi in Iraq, Raqqa and Palmyra in Syria) where populations will grow weary? Should it, rather, merely 'hold' these lightly and continue to spread itself across wider territory at the price of suffering defeats at the 'limes' of its Caliphate (e.g., Kobane)? Where does regional expansion (Libya, Tunisia, Yemen, and Saudi Arabia were attacked in the spring) fit in?

The next phase of the Islamic State's saga is particularly important as it will feature choices and non-choices that will help understand further the nature of this entity-in-the-making and the strategic impact of its battle-plan.

Photo: AFP

(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/19/desespoir-et-irresponsabilite/>)



Désespoir et irresponsabilité (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/19/desespoir-et-irresponsabilite/>)

19 septembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/09/19/desespoir-et-irresponsabilite/>)

Le débat ambiant sur la crise des réfugiés est traversé de nombreuses contradictions. Parmi celles-ci, les interrogations sur l'origine de ce « regain » de migration interpellent. Quelles sont les raisons de cette « soudaine » vague d'immigrants, se demandent de nombreux analystes. Pourquoi une telle acuité en quelques semaines cet été, renchérissent-ils. À quoi ceci est-il dû, se questionnent d'autres plus en avant. Étrange cécité, en réalité, qui, une fois de plus, se donne le change trop aisément en refusant de faire le lien entre causes évidentes de l'irresponsabilité étatique et conséquences prévisibles du désespoir humain.

C'est désormais un aspect attendu de chaque crise de ce début de vingt-et-unième siècle – dernière attaque terroriste, crise politique, épidémie ou crash financier – que l'on entonne, derechef, le refrain du « Comment n'a-t-on pas vu venir ceci ? » et s'ouvre le bal de la quête des causalités.

Déficit de leadership

Le mouvement massif de migrants du sud de la Méditerranée vers l'Europe au cours des derniers mois est indéniablement un exode complexe rassemblant diverses populations provenant d'horizons variés, brassant une variété de classes sociales et mettant en scène des motivations économiques et politiques multiples. Pour autant, c'est bien un développement commun qui se retrouve visiblement à l'origine du départ d'un large pan de ces Afghans, Irakiens, Libyens et Syriens de chez eux, à savoir l'intervention militaire et le chaos qui, invariablement, s'en suit. Afghanistan 2001, Irak 2003, Libye 2011 et la récente crise syrienne.

Aussi, on ne peut faire l'économie de ces raccourcis militaires et ce déficit de leadership étatique qui, au Sud comme au Nord, ont générés le chaos actuel. Sur un flanc,



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2015/09/mi.jpg>)

Gilets de sauvetage abandonnés sur l'île grecque de Lesbos. (Reuters)

l'autoritarisme et l'impéritie sans cesse renouvelée de régimes corrompus a mené irrémédiablement à des rebellions sociétales en quête de lendemains meilleurs. Sur l'autre, des gouvernements, pour beaucoup héritiers de logiques coloniales, qui n'ont eu de réponses aux rendez-vous de l'histoire que l'impatience, le rapport de force et l'obsession sécuritaire. Celle-là même que les transitions avortées ont hybridement instrumentalisées ; mi-fiction de changement, mi-entêtement dictatorial.

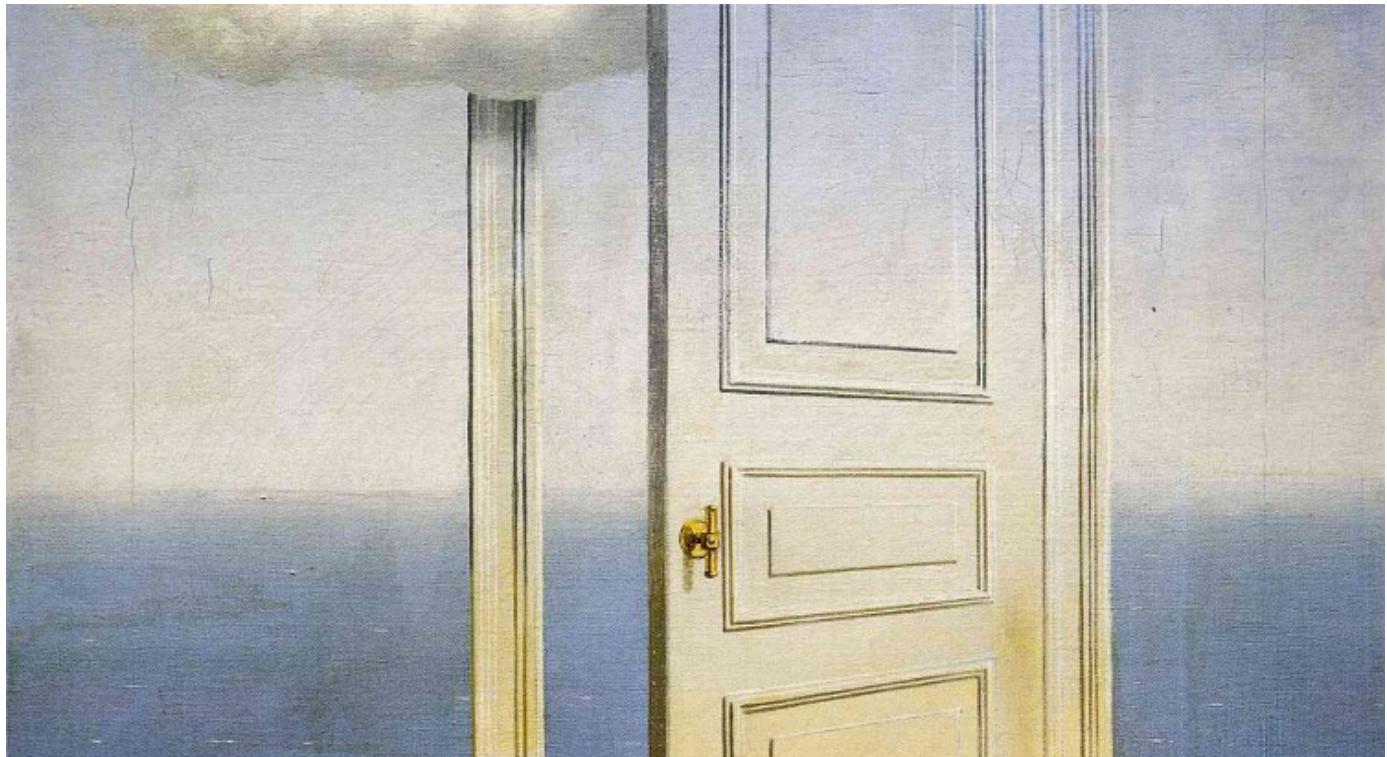
Décrédibilisés de part et d'autre, ces « Deux États » assistent désormais à la liquéfaction de leurs espaces autrefois souverains. Ici, des groupes armés transnationaux s'en emparent et y bâtissent des « États ». Là, des familles à pied brisent les murs de la Forteresse mettant à nu sa fragilité. L'histoire nous apprend que tous les conflits ne mènent pas nécessairement à l'exode. Ceux qui naissent de la nonchalance étatique contemporaine semblent, pour leur part, voués à offrir aux populations qui en sont victimes ni patrie ni refuge.

A PROPOS DE CE BLOG



TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://www.letemps.ch/blogs))

Mois : octobre 2015



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/25/exceptionalizing-tunisia/>)

Exceptionalizing Tunisia (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/25/exceptionalizing-tunisia/>)

 25 octobre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/25/exceptionalizing-tunisia/>)

The canonization of Tunisia as the standard-bearer of the Arab spring does a disservice to the ongoing democratization processes in the Middle East and North Africa. Tunisia, as a country, and Tunisians, as a people, have most undoubtedly taken important steps in the transition to democracy process they initiated in the winter of 2011 following the revolution they engineered to bring down the authoritarian rule of former president, Zine al Abidine Ben Ali.

Against uncertain and unlikely odds, the country has, over the past four and a half years, began credibly laying the foundations of a representative system anchored in accountability and rights. In particular, **Tunisians prioritized importantly a substantial constitutional process**, thus anchoring the changes in a viable and tangible institutionalization track. Tunisia was also, we should recall, – for all the subsequent large-

scale events in Cairo's Tahrir Square – the first country to start the Arab revolutions. Change came from the Maghreb not the Mashreq. Nevertheless, the route has barely been embarked on and difficulties abound.

'Good' Tunisia, 'Bad' Neighbors

Beyond the difficulties inherent in the Tunisian political liberalization process itself, congratulatory headlines are equally revealing of reductionist readings of the post-Arab spring phase. Setting the positive Tunisian developments – too easily – against, notably, the chaos in neighboring Libya, neo-authoritarianism in Egypt, and civil war in Yemen presents an outlook which at once minimizes the real challenges the Tunisian process has begun facing and fatalistically accept only bleak prospects for the other countries in the region transitioning with great difficulty since 2011.

There is, too, a certain amount of self-serving righteousness bordering on indecency on the part of those who did not readily walk the impediment-filled path with Tunisia in the early days in 2011 – when the uncertainties of 'Arab democracy' were the order of the day – coming around to now rally behind those winning the Nobel Prize. Beyond the satisfaction of a well-earned recognition, Tunisians should heed the fact that victory, or a sense of it, is mostly perceptual. It is cemented only through our reading and management of that often subjective feeling, what awaits us, and what we take into that journey.

Transitions to democracy are extraordinarily complex matters that cannot and should not be examined in an impatient logic of hasty assessments of 'success' and 'failure'. A sign of the times, such outlook partakes of the current 'top-tenization' of everything, which, in this case, has at its core simplistic readings of competitive societal transformation. Analyses of the Arab Spring continue to be minimally historical and lacking a comparative dimension. Understanding democratization means taking the long view; unpacking multifaceted causes, non-linear pathways, and contingent outcomes. Identifying patterns and factoring-in the notions that transitions go back and forth, can fail, and when seemingly established can falter.

Tunisia will forge ahead even more if we do not sensationalize its arduous and generation-lasting transition process.

Illustration: "La Victoire", Magritte, 1939



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/11/remettre-en-selle-la-diplomatie-en-syrie/>)

Remettre en selle la diplomatie en Syrie

(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/11/remettre-en-selle-la-diplomatie-en-syrie/>)

 11 octobre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/11/remettre-en-selle-la-diplomatie-en-syrie/>)

Au-delà de la confirmation de la détérioration du dossier syrien, l'entrée en guerre de la Russie contre l'État islamique, ce 30 septembre, souligne avant tout la chute libre de la diplomatie dans les relations internationales contemporaines. De manière sans cesse renouvelée, nous assistons au recours – toujours plus systématique, plus large et plus accéléré – à la force comme réponse réflexive aux diverses crises que connaît le monde, et notamment le Moyen-Orient.

Le cas de la Syrie est révélateur, avec ce dernier épisode, d'un nouveau moment-vérité dans le processus d'affaiblissement de la diplomatie où la compétition stratégico-politique entre différents camps internationaux et régionaux ne s'embarrasse désormais plus des formes – soulignant, avant tout, l'éclatement des processus consensuels et des dynamiques multilatérales émasculées à souhait par ces tiraillements.

Exemplarité négative

Deux traits émergents sont à souligner. **D'une part, la théâtralité d'une diplomatie vidée de son sens et fatidiquement condamnée à l'échec, et, d'autre part, l'atomisation des structures formelles de décision** illustrée par la multiplication de réunions internationales *ad hoc* s'arrogeant la légitimité du processus de prise de décision

multilatéral et vidant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations-Unies de leur autorité politique. L'épisode de « recherche d'une solution diplomatique » devient ainsi un simple passage obligé, avec, par exemple, la multiplication des envoyés spéciaux qui jouent un rôle préalable au fait militaire. Kofi Annan et Lakhdar Brahimi ont, de la sorte, tous deux jeté l'éponge de leurs médiations respectives à Damas, le premier ne manquant pas de souligner la « *compétition destructive* » entre grandes puissances.

Le jeu ainsi recomposé, on peut, à cet égard, presque s'étonner que la Russie ne soit pas intervenue plus tôt, comme la Turquie n'a pu à terme éviter de le faire ou de la même façon que le Hezbollah libanais ait naturellement rejoint l'exercice. Une exemplarité négative s'en suit et des interventions sud-sud (au Yémen par exemple) se multiplient, toujours au nom de « la sécurité », de « l'ordre » et de « la stabilité ».

Il demeure que **l'évitement de la diplomatie n'est, en réalité suivi que de peu de résultats tangibles**. Dans ce cas précis, l'opération américaine contre l'État islamique a été rapidement suivie d'annonces de succès l'an dernier, avant que l'organisation d'Abou Bakr al Baghdadi ne prenne Palmyre en Syrie et Ramadi en Irak, sans perdre Mossoul. De même, les positions de l'État Islamique auraient été « détruites de 40% » par l'action russe, avant que le groupe ne prenne contrôle dans ce même temps contrôle de la région autour d'Alep.

Au vrai, **les dynamiques de néo-guerre froide enfantent logiquement des nouvelles guerres par procuration** ou chaque puissance (autrefois « superpuissances »), mais l'emphase est désormais réservée aux super-groupes non-étatiques) projette unilatéralement *sa* force à *sa* convenance et sur *ses* cibles, et ce sans contrôle international. Étrange, par ailleurs, et signe des temps, que cette diplomatie soit peu réclamée par les sociétés, au Nord comme au Sud, qui souvent approuvent – sondages à l'appui – la solution militaire, un peu comme si la diplomatie n'était même pas considérée comme une option viable.

S'impose donc le retour à la diplomatie, en Syrie et au-delà.

Tout à sa complexité – et elle est réelle – **le dossier syrien ne peut réellement être réglé que par la diplomatie**. Alternativement, une solution de force mènerait vers l'impunité (pour Bachar al Assad), l'illégalité (pour les groupes armés) ou l'échec programmé (pour l'interventionnisme étranger).

Photo : Nations-Unies



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/04/beyond-orientalism/>)

Beyond Orientalism (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/04/beyond-orientalism/>)

 4 octobre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/10/04/beyond-orientalism/>)

Just as Orson Welles essentially invented cinematic language in one go in 1939 with *Citizen Kane* (completing that exercise the next year in *The Magnificent Ambersons*), **Edward Said largely defined the contours of discourse critique of the Arabo-Islamic world in 1978 with his Orientalism** – an exercise he, too, further refined later on in 1993 with *Culture and Imperialism*. A peculiar gift to Arab and Islamic studies Said's was – not least coming not from a historian or a political scientist but from the literary theorist the Columbia professor of comparative literature was. For in the past forty or so years, no other overarching paradigm has come to equal such influence in this field.

To be certain, Said's theoretical construct (also fleshed out in *Covering Islam* in 1981) is not without limits. Yet from Bernard Lewis immediately to Daniel Varisco recently, by way of Martin Kramer, many have attempted unsuccessfully to find fissures in Said's scholarship. Said's work transcended 'MENA' or 'Muslim' studies and came to constitute a pillar of post-colonial studies influencing many a rich production in Africa, Asia, and Eastern Europe with, notably, the likes of Achille Mbembe, Gyan Prakash, and Milica Bakić-Hayden finding inspiration in it.

'Post-Orientalisms', 'neo-Orientalisms', and 'nesting Orientalisms' have nonetheless inevitably kept us in the orbit of that 1978 founding text.

Enters Hamid Dabashi.

Impossible Reciprocity

Also teaching comparative literature at Columbia University..., Dabashi has already produced several key works (*Authority in Islam; Brown Skin, White Masks; The End of Postcolonialism*) that engage richly with the discussion opened by Said. His latest book opens, however, a dimension of this debate that takes it beyond the identification of the tenets, drivers, and mechanisms of Orientalism.

Can Non-Europeans Think? is a long-awaited new layer clinically tackling the question of bias and the absence of self-examination in knowledge production. If Orientalist (mis)representation of the (alleged) ways of the Orient served political purposes, which could and were replayed (colonialism, imperialism), it is because ownership of the standards was never questioned and by its bearers primarily.

Orientalism *registered* because of the impossible reciprocity underwriting it.

And it is precisely here that Dabashi digs, **looking not so much for the structure of discourse but for the production of knowledge**. Both are related to power but one has an immediate tactical purpose whereas the other functions on the strategic level. And indeed Dabashi turns the tables around next asking rather logically in the book's introduction: "Can Europeans Read?". In other words, genuine universality cannot emanate from provincialism, however powerful and self-sustaining. Rather, it comes from opening with humility to alternative intellectual traditions, not merely to assimilate them into that which we already know.

There is indeed life after Orientalism.

Photo: Lawrence of Arabia (1962)

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



Mois : novembre 2015



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/21/gwot-redux/>)

GWOT REDUX (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/21/gwot-redux/>)

 21 novembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/21/gwot-redux/>)

The world has embarked on a replay of the post-9/11 period. Doing so not so much by way of an overnight breakthrough but rather as newfound momentum in a sequence of never-interrupted-dystrophies, the hubris and dumbing down we have come to experience since the autumn of 2001 and the fall of the Twin Towers are conspicuously back in the wake of the Friday 13 attacks in Paris. After the January 2015 operations in the same city, the local and international reactions had already shown tangible signs of learning no lessons of the societal missteps, strategic blunders, and policy failures that accompanied the Global War on Terror (GWOT), which George W. Bush had decreed and pursued globally, to little result. Today, the half-worn gloves are off and the matrix is fully reactivated.

To be certain, none of the bankruptcies introduced by W and the Neo-Cons had been exhausted or remedied throughout the 2000s and in the early 2010s. As different ‘terror’ episodes kept dominating the news – now in the Sahel with Al Qaeda in the Islamic Maghreb, now in West Africa with Boko Haram; ever featuring radical extremist non-state

actors round the global south – rehashing of **hysteria, self-centeredness, and militarized punishment** were always the dominant themes of response to the complex conflicts playing out. *The Intercept's* October 15 "Drone Papers" by Jeremy Scahill give us a timely indication of the impunity, invisibility, and unregulated proliferation of these militarized responses, with the following assertion chillingly registering: "According to the documents, nearly 90 percent of the people killed in airstrikes were not the intended targets. In Yemen and Somalia... the equivalent ratios may well be much worse." At no discernible point over the past fifteen years – and for all the global fora, international projects, and manifold initiatives – was there a consequential reexamination of the securitization drift the world has been experiencing.

The Third Worldization of France

And so, **the intelligent discussion on terrorism is once again elusive after Paris.**

Indeed, it seems almost impossible. For how is it that the very same catalogue of problematic reactions is invariably brought back every time as if the previous phase had no lessons to offer? By both compulsion and choice, President François Hollande has with alarming speed pushed the door fully open into a GWOT redux, hardly seeing that that which the mighty United States could not achieve over a decade, in two wars, and ever-expanding fronts ("the United States probably has more foreign military bases than any other people, nation, or empire in history" wrote David Vine in *The Nation* in September 2015, adding "and it's doing us more harm than good) will certainly not be secured by a divided, confused, economically-underperforming, and far less endowed France.

Crackdowns unceasingly visiting real and symbolic violence on neighborhoods where (French) citizens of (alleged) Muslim faith reside, growing Islamophobia echoed by politicians (ignorant of Islam) across the spectrum, and rising bigotry amongst intolerant intellectuals invariably professing liberal ideals have played out as **a Wagnerian theme music to the Third Worldization of France** over the past few years. If the Valkyries will now ride in the sunset with upgraded gear, they will, however, do so bumpily as things have changed since Osama Bin Laden dispatched the Hamburg cell. To make things more complicated, France is now facing at least three new difficulties, namely its own social crisis, the global chaotic environment, and the emergence of an Islamic State more lethal than Al Qaeda.

Whereas GWOT 1.0 was unilateral – the empire striking back – GWOT 2.0 is playing out more open-endedly with ISIS' rise leveling the field in unexpected ways for Washington, Paris, and London. The hybridity being born is arresting. We spoke variously in recent years of the Lebanonization of Syria, the Iraqization of Libya, and the Pakistanization of Egypt. In the wake of the recent attacks in France, we can now similarly identify **the Beirutization of Paris**. As Adam Shatz writes in the December 2015 issue of *The London Review of Books*, "Paris looks more and more like the Beirut of Western Europe, a city of incendiary ethnic tension, hostage-taking, and suicide bombs."

Stuck in the GWOT

These are then the elements at hand in this déjà vu-cum-worsened second act of the GWOT Tragedy: “we will eradicate terrorism” unrealistic populist pronouncements, dusted-off alienating talk of clash of civilizations, European elected officials wanting “only Christian” refugees and US presidential candidates planning a “database” for Muslims, Hollande upping Bush one up by seeking not merely special Patriot Act legislation but full-fledged constitutional amendments, and continuously failed and disruptive military interventions. As for the media, award-winning investigative journalist Glenn Greenwald sums their current state writing on November 20 that “the post-Paris climate is indescribably repressive” in terms of what can be said.

With personal tributes to individual casualties contrasting with the unnamed dead in the south perpetuating time and again the indecency of human lives double standard, the knee-jerk repetition of erring media coverage is bewildering with newscasters often seeking only those ‘Muslim’ views that will tell them what they want to hear or allow themselves sheepishly to be stigmatized, and Arab bloggers – intellectuals no more – trampling upon themselves to analytically be in the politically correct good graces of editors and producers. None of this constitutive of an intelligent discussion of how and why **we have remained stuck in the GWOT**, merely upgrading the software.

From 9/11 to 13/11, the fall continued. Unrealistic goals, explicit or indirect racism, self-serving policy pronouncements, and a refusal to question policy choices all constitutive of a path we once went down during that “Decade from Hell” as *Time* called it in December 2009. No stranger blindness indeed than the one of democracies fuelled by a devotion to policy dogmas that know no satiety and that cancel all reasoned thinking.

Photo: Star Wars Episode VII — The Force Awakens, © Disney, 2015



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/10/lephemere-moyen-orient-americain/>)

L'éphémère Moyen-Orient américain

(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/10/lephemere-moyen-orient-americain/>)

 10 novembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/11/10/lephemere-moyen-orient-americain/>)

Le « Moyen-Orient américain » a vécu. Si tant est qu'il ait réellement existé. Le 6 novembre 1956, le président américain Dwight D. Eisenhower – plus inquiété par la menace d'escalade nucléaire que vient de proférer l'Union Soviétique à l'endroit de la Grande Bretagne si cette dernière ne cessait son intervention en Égypte, suite à la nationalisation du Canal de Suez par le président Gamal Abdel Nasser – intime à Londres de mettre fin à ses opérations militaires. Le 29 septembre 2015, le président Barack H. Obama apprend qu'au lendemain de leur tête-à-tête à New York, le président russe Vladimir Poutine a décidé l'entrée en guerre de son pays en Syrie, un pied de nez qui révèle l'impuissance chronique de Washington dans cette région du monde.

Ainsi bordée, de façon révélatrice, de part et d'autre par le compétiteur russe, l'implication américaine au Moyen-Orient aura, en effet, été, au cours de ces soixante années, et ce de façon consistante, **réactive et indécise**. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que cette maigre moisson stratégique soit pourtant presque systématiquement abordée dans le sens contraire, notamment par des acteurs arabes qui invariablement voient la main de « la conspiration américaine » dans tout événement, et des partenaires européens presque systématiquement suiveurs.

Il est communément admis aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient que l'emprise des États-Unis sur le Moyen-Orient est en train de se desserrer et que les événements s'y jouant depuis 2011 échappent de plus en plus aux administrations américaines successives. Pour autant, **l'idée d'une véritable mainmise américaine sur la région ne résiste pas à l'examen historique des faits.** N'assiste-t-on pas plus, en fait, aujourd'hui simplement à la mise à nu d'une esbroufe de contrôle qui s'est jouée entre les deux « moments-vérité » à Suez en 1956 et à Tartous en 2015 ? Ceci ne donne-t-il pas la mesure, qu'il faudrait, certes, savoir prendre, des limites historiques d'une géostratégie qui, sous des apparts de grand dessein, n'aura jamais été réellement autonome et donc effective ?

Cécité et illisibilité

C'est donc bien la question inverse qu'il faut poser. **À quel moment les États-Unis ont-ils, au Moyen-Orient, définis les enjeux souverainement et avec le résultat hégémonique escompté ?** Si, en effet, il y a contrôle, ces dimensions stratégiques sont légitimement attendues en amont et en aval. Rembassinons le film. Présents de façon limitée en Arabie à partir des années 1930 et 1940 dans le cadre d'un deal bilatéral avec le roi Saoud et en Afrique du Nord à la suite de campagnes dérivées de la Seconde Guerre Mondiale, les États-Unis entrent donc en scène à Suez à la faveur de l'obsolescence régionale d'une Grande-Bretagne et d'une France frustrées par la perte de leurs empires coloniaux. Nulle direction palpable n'émerge, pour autant, dans ce soi-disant leadership passage de bâton, et, à la fois, les guerres arabo-israéliennes de juin 1967 et d'octobre 1973 et la chute du Shah d'Iran en janvier 1979 ont lieu dans un contexte d'années 1970 où les États-Unis sont principalement préoccupés par la guerre du Vietnam, le malaise que ce conflit suscite en retour au sein de la société américaine, le pari chinois de Richard Nixon et d'Henry Kissinger et une Guerre Froide en interlude.

L'entame de la guerre entre l'Iran et l'Irak en septembre 1980 prend Washington au dépourvu tout comme, dix ans plus tard, l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein en août 1990. Et de fait, l'administration George H. Bush – rivée sur le début de l'après-guerre Froide et le conflit en Géorgie – s'en va-t-en guerre contre Bagdad autant pour formuler une demi-réponse notionnelle au vide créé par le (temporaire) retrait russe que par le besoin de protéger l'Arabie Saoudite et Israël. La suite s'enchaîne dans une séquence qui jette les bases du chaos actuel au Levant tout en confirmant cette cécité des États-Unis à l'égard de ce Moyen-Orient des plus complexes : le mauvais feuilleton de l'embargo contre l'Irak empoisonne de façon irresponsable les années 1990 faisant le lit d'une haine contre l'Amérique qu'elle aura été la seule à ne pas voir poindre et qui nourrira à la fois les attentats du 11 Septembre 2001 et, par la suite, la violence de la génération État Islamique. Enfin, déboussolée, comme tant d'autres, face au Printemps arabe en 2011, et après avoir annoncé l'avènement d'un éphémère « Grand Moyen-Orient », Washington peine à nouveau à choisir une orientation lisible face aux révolutions et aux transitions qui suivent.

Au vrai, l'Amérique a toujours été éminemment réactive au Moyen-Orient, courant encore et toujours derrière des développements que ses analystes prétendent prévoir et maîtriser mais face auxquels ils finissent par démontrer inlassablement une extraordinaire capacité à s'emmêler les pieds, s'engager sur différents fronts, mener peu d'actions à terme et, au bout du compte, se retirer avec une nonchalance tout aussi étonnante. Devenus un acteur parmi d'autres, les États-Unis ne sont factuellement plus aujourd'hui en mesure d'aspirer à être une puissance décisive au Moyen-Orient. Si cette normalité n'est pas une mauvaise chose en soi, elle révèle surtout le vernis craquelé d'une certitude – celle de l'Amérique impériale dans le monde arabe – qui aura peut-être été un leurre des plus persistants.

Photo : « Pendule au Serment des Horaces », © O.Taris.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://www.letemps.ch/blogs))

Mois : décembre 2015



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/12/27/abecedaire-du-non-debat-sur-le-terrorisme/>)

Abécédaire du (non-)débat sur le terrorisme [\(https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/12/27/abecedaire-du-non-debat-sur-le-terrorisme/\)](https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/12/27/abecedaire-du-non-debat-sur-le-terrorisme/)

 27 décembre 2015 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2015/12/27/abecedaire-du-non-debat-sur-le-terrorisme/>)

Abou Bakr al Bagdadi

Dirigeant de l'État Islamique. Auto-proclamé « Calife Ibrahim ». Une apparition vidéo et deux messages audio en dix-huit mois (juillet 2014-décembre 2015). Gère groupe et image en tirant les leçons tactiques de la saga Al Qaida. Figure influente peu connue et dont la stratégie à long terme est peu élucidée.

Al Qaida

Groupe armé formé en Afghanistan en 1989 par Oussama Ben Laden. Matrice du terrorisme transnational contemporain. Souffre son remplacement par l'État Islamique, ainsi que l'amnésie analytique contemporaine qui minimise l'impact de l'organisation sur l'histoire du terrorisme.

Démocratie

Système politique trop aisément considéré comme cible des terroristes, dont les motivations sont plus politiquement et socialement circonscrites dans le cadre de conflits ou au-delà. Permet de se donner le change en examinant vaguement et superficiellement les causes profondes du terrorisme.

État Islamique

Groupe terroriste mondialisé le plus important depuis Al Qaida.

Guerre

Conflit armé se manifestant toujours plus en avant sous diverses formes dans les sociétés contemporaines, au Nord et au Sud – en la présence ou l'absence du terrorisme. *Voir militarisation des relations internationales.*

Guerre contre le terrorisme

Campagne militaire lancée par le président américain George W. Bush en septembre 2001 au lendemain des attaques contre les États-Unis. Ne s'est pas préoccupée du terrorisme autre celui de nature islamiste. A paradoxalement généré plus de terrorisme suite à l'invasion de l'Irak en 2003. Formulation abandonnée par l'administration Bush elle-même depuis 2006.

Irak

Dictature sous Saddam Hussein, sans terrorisme. Atomisation actuelle après la « libération » par les États-Unis en 2003, avec les plus hauts taux historiques de terrorisme.

Iran

Empire renaissant. Capital : Bagdad.

Islam

Religion monothéiste abrahamique de près de 2 milliards d'individus dans le monde (estimations entre 1.7 et 2.2 milliards) prêchant tolérance et non-contrainte. Régulièrement associée (consciemment et/ou inconsciemment) avec le terrorisme depuis les attaques du 11 Septembre 2001. Ses adeptes seraient interdits d'entrée sur le territoire des États-Unis par le candidat actuellement en tête de la course aux élections présidentielles de ce pays. Fait l'objet d'une obsession nationale allant crescendo en France depuis la fin des années 1980.

Islamisme

Mouvance idéologique articulant un islam politique dont la version extrémiste domine le terrorisme contemporain.

Leadership

Qualité nécessaire pour résoudre les conflits associés au terrorisme. Denrée rare.

Libye

Dictature sous Mouammar Kadhafi, sans terrorisme. Désétatisation actuelle, avec terrorisme.

Migrants

Victimes du terrorisme et du débat sur le terrorisme.

Munich

« 9/11 » du terrorisme des années 1970. Steven Spielberg a fait le lien en 2006.

Politique étrangère

Souvent une cause de terrorisme. Rarement mentionnée.

Syrie

Dictature sous Assad, père et fils. Dictature actuelle doublée de guerre civile où le terrorisme est pratiqué par acteurs étatiques et non-étatiques. Casse-tête géopolitique pour dirigeants occidentaux, orientaux et slaves empêtrés dans les contradictions et échecs de leurs calculs depuis 2011.

Terrorisme

Notion élastique souffrant un déficit conceptuel. Les terroristes n'y font que peu de références, se considérant invariablement des « combattants de la liberté ». Les dirigeants politiques abusent du terme impunément. Les populations sont en majorité l'objet de cette « violence politique ». Outil sémantique pour les dictatures l'érigent contre leurs oppositions. Question mondiale dominante du début du vingt-et-unième siècle.

Photo : Wally Badarou, Words of a Mountain, 1988.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

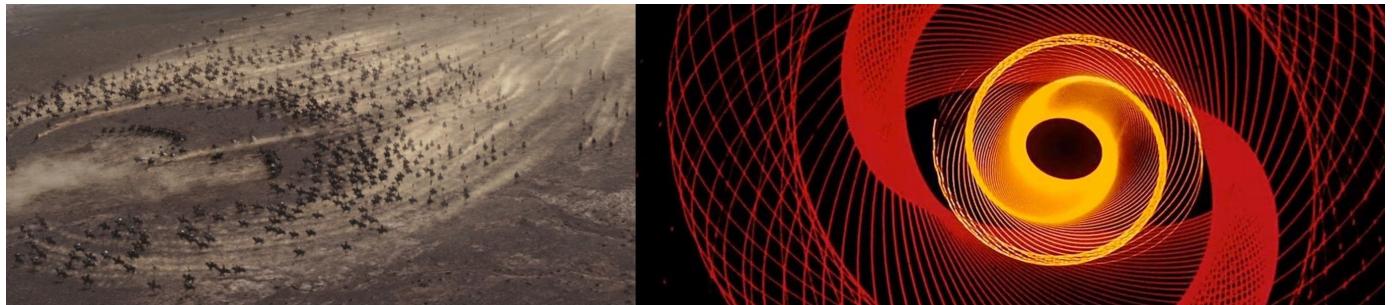
Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://blogs.letemps.ch/blogs)

Mois : janvier 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/01/23/the-syrianization-of-yemen/>)

The Syrianization of Yemen (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/01/23/the-syrianization-of-yemen/>)

 23 janvier 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/01/23/the-syrianization-of-yemen/>)

What does it say of the unpredictability of the current Arab political and security scene when what is taking place in Yemen is factually more reminiscent of five-year old Levantine configurations than local ones from earlier decades?

It is a foregone conclusion that the winter of 2011 was a turning point in Middle Eastern and North African affairs. It was so in two key respects. On the one hand, the failed state-building and authoritarian settings had at long last reached saturation in most countries of the region, and societies began imploding all too naturally — albeit in a surprisingly swift sequence. Regardless of the eventual outcome of those rebellions, revolts, revolutions, *hiraks qawmas*, or *intifadas* this ongoing period set in motion a phase of profound flux in Arab sociopolitical theaters. Specifically, the dynamic has been essentially one whereby **Arab countries set foot in what can arguably be described as 'political novelty'**. The rupture with the old system (symbolic or real, temporary or lasting) pushed these countries into heretofore unknown polities shifting **away from the postcolonial linearity and stasis**. Overnight weakened states, fearful regimes, empowered citizens, melting militaries, and divided civil societies have since been experiencing transformation. Soon enough, this was impatiently looked upon by some as 'failed revolutions' and by others as 'chaotic uprisings'.

Tales of the New Old Orient

But the novelty was also endowed with a paradoxical memory of its own. As Libya, Egypt, Syria, and other countries pushed forward into unexpected change, they interestingly started displaying features some of their regional neighbors had at some point previously

experienced. This gave the analogy-inclined observer a chance to take note notably of the **'asabyiazation of Iraqi politics** (back to *fitna* after nationalism), the **Iraqization of Libya** (out of insecurity and anomie just as seen in Mesopotamia in the 2000s), the **Lebanonization of Syria** (intrigue and geopolitics shifting, most ironically, from Beirut to Damascus), the **Pakistanization of Egypt** (army, religion, deep state, and international clientelism), and the **Ottomanization of Turkey** (dynastic dreams blinding political acumen). As we await a likely 2016 **Algerianization of Algeria** (no Arab spring exception, back to reality) – what is happening in Saudi Arabia escapes a straightforward analogy – and as these dynamics beget internationalized versions such as the **Beirutisation of Paris** (communal divisions and urban terrorism), the evolution of the Yemeni crisis over the past few months allows us to add yet another of these analogies, namely a Yemen increasingly resembling Syria...but then again Syria since 2011 – that is, 'Lebanonized' Syria.

Long endowed with its own dystrophies and internal lines of division since 1934 (some 18 conflicts since), post-2011 **Yemen has come to resemble civil war-stricken Syria** in the following five ways. First, the **confessional divide** has moved to a new level of urgency with increasingly little room for power-sharing (though that is exactly what is being negotiated in Geneva) as each side sees the situation as an existential struggle. Secondly, **armed groups** have proliferated in all sectors of society to the point of making the state itself merely a player among others (here too, with a regime on externally-sponsored life support). One of these groups, the Houthis is walking in the footsteps of Hezbollah ever with ambitions to institutionalize its war effort into a state-like machinery. Thirdly, the political movements that had led the momentum of the **initial political revolt** in 2011 are all but **sidelined**. Fourthly, regional and international players are involved in **military interventionism** ('*asifat al hazm* and *i'adat al amal* Saudi-led operations, 'decisive storm' and 'restore hope' on the US-Gulf War matrix), ever unchecked proxy wars, and inconsequential diplomacy. Finally, Yemen's **humanitarian crisis** is among the worst the world is currently experiencing and the Yemeni population is directly bearing the brunt of the conflict. To the close to 6,000 dead, 21 million people are deprived of basic services and life-sustaining commodities and 16 million of those are in need of humanitarian assistance.

Photo: Ridley Scott, Kingdom of Heaven, 2005 / Saul Bass, credits for Alfred Hitchcock, Vertigo, 1958.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

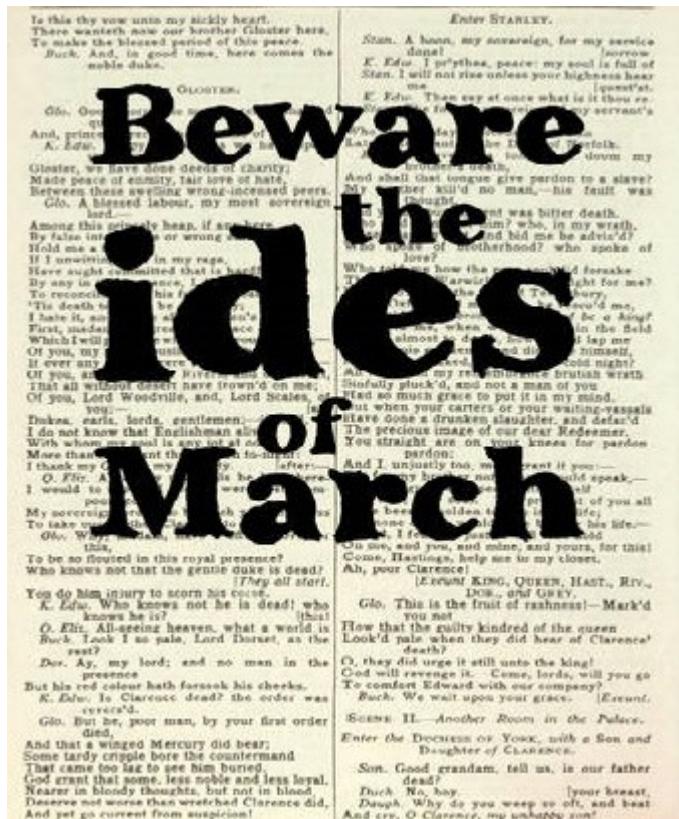
ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



Mois : mars 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/03/06/les-ides-du-mars-levantin/>)

Les Ides du mars levantin (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/03/06/les-ides-du-mars-levantin/>)

6 mars 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/03/06/les-ides-du-mars-levantin/>)

Lorsqu'en octobre 1970, le général Hafez al Assad prend le pouvoir en Syrie à la faveur d'un coup de force, culminant une séquence de crises internes (conflit avec l'autre homme fort du parti Baas, Abdelkarim al Joundi ; purges au sein de l'armée) et régionales (défaite de 1967, crise de Septembre Noir), la Syrie scelle un « moment-histoire » qui établit une jonction conséquente entre l'instabilité de décennies précédentes marquées par une interminable succession de crises et un avenir sous le sceau d'un autoritarisme qui ira toujours grandissant jusqu'au printemps arabe de 2011. **Un siècle durant, le *bilad al chaam* a été en quête d'une normalité politique qui demeure, aujourd'hui encore, évanescente.** C'est à l'aune de cette frustration sociétale, composée par les aléas d'une histoire complexe où le local et l'externe s'enchevêtrent en permanence et rejouée à chaque nouvelle possibilité de changement, qu'il faut dire et lire le vernis craquelé de la question syrienne contemporaine.

Matrice de la convoitise

L'échec des réformes du Sultan Abdülhamid II, l'expérience avortée des Jeunes Turcs, l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne et la révolte arabe en Arabie accélèrent une chute de la Sublime Porte qui aurait dû profiter avant tout aux provinces syriennes voisines de l'empire. Or, derechef, les Vilayet de Damas, Alep et Tripoli sont plongées dans la géopolitique d'une vallée de l'Euphrate convoitée par les puissances britanniques et françaises – les ministres des affaires étrangères français et britannique, François Georges-Picot et Mark Sykes, en présence de leur homologue russe, Sergei Dmitrievich Sazonov, installent secrètement la matrice de ceci en mai 1916, préfigurant les dynamiques de « Plan B » et autres scénarios de partitions débattues cent ans plus tard – et **ce premier Levant moderne tombe ainsi sous le coup d'un mandat qui n'est, réellement, que le passage de bâton d'un empire l'autre.** La lutte pour la Syrie (*the struggle for Syria*), comme l'a nommée Patrick Seale, suivra jusqu'au milieu du vingtième siècle dominée en apparence par les enjeux externes mais en réalité déterminée toujours plus fondamentalement par les ressentiments sourds des communautés et des confessionnalismes montées et se montant les unes contre les autres jusqu'au paroxysme des années 2010.

La revanche des Alaouites – par le biais d'une armée-ascenseur social de pouvoir que le mandataire français leur ouvre dans une logique *divide et impera* – sur leur servitude précédente dominera cette séquence comme elle constituera le socle du pouvoir de Hafez al Assad. **Les trente ans de règne d'Assad seront les glorieuses de l'autoritarisme dans sa superbe** : narratif patriotique, élimination des rivaux, parti-état, état-moukhabarat, armée au service du régime, culte de la personnalité, népotisme et clientélisme, instrumentalisation des conflits régionaux, massacre d'opposants (vingt mille islamistes à Hama en février 1982) et stérilité d'un acumen politique au service de la pérennité du régime et non de la construction de l'État. À sa mort, son fils, Bachar, remplaçant au pied levé l'ainé tué dans un accident, hérite un système politique sclérosé niant tout questionnement sociétal. L'über-sécuritaire international de l'après-11 Septembre permet au dauphin – complaisamment présenté par les médias occidentaux comme un jeune modernisateur – un inespéré redéploiement du néo-autoritarisme, dix ans durant.

État contre société, realpolitik contre éthique

Ce même autoritarisme qui, au-delà du Levant, se jouait aussi en Afrique du Nord fit alors face à son impasse à l'hiver 2011. Le tsunami des révoltes en Tunisie, en Égypte et en Libye arriva en Syrie, il y a cinq ans, aux ides d'un mois mars qui ouvrit le cycle des divisions actuelles. **Mars 2011-mars 2016 : 470.000 syriens morts, 4.8 millions de réfugiés, 6.6 millions de déplacés internes, chute de l'espérance de vie de 70 ans à 56 ans, 255 milliards de dollars de coût de guerre, un millier de groupes armés** différents pour un total de quelque 200.000 combattants, trois envoyés spéciaux successifs des Nations-Unies et 7 initiatives internationales différentes (Ligue Arabe, Kofi Annan, Geneva I-III, Vienne et

les quatre Commissions). Cette demi-décennie dont la Syrie ne se relèvera pas aisément, si tant est qu'elle demeurera « Syrie », aura vu la succession de trois phases chacune tout aussi importante.

Premier acte : entre mars et juin 2011, suite aux exactions des milices *shabiha* (fantômes) du régime, le soulèvement national pacifique se militarise et une « Armée libre syrienne » (ALS) est formée, composée de déserteurs et de soldats de fortune. Après avoir mis le gouvernement sur la défensive – le régime essuie des attaques de par le pays et perd une partie des faubourgs de la capitale Damas – l'opposition initiale, doublée d'une diaspora organisée politiquement et désorganisée dans un congrès général, perd le momentum au profit des radicaux islamistes armés ; divers groupes mêlant l'antenne syrienne d'Al Qaida, Jabhat al Nosra, aux ex-opposants islamistes et jusqu'au groupe irakien, l'État islamique en Irak qui ajoute un « et en Syrie » à son nom et son ambition. Deuxième acte : à la faveur de l'entrée en scène à ses côtés du groupe armé libanais, Hezbollah, notamment lors de la bataille d'Al Qusayr en mai 2013, le régime d'Assad reprend progressivement la main pour établir un équilibre des forces qui perdurera dans un statu-quo militaire en 2014-2015.

Troisième acte : en septembre 2015, une Russie autant motivée par sa compétition retrouvée avec les États-Unis que par son soutien à Assad, prend le pari risqué (il lui en coûtera 224 morts le mois suivant dans un attentat au Sinaï contre un avion civil) d'entrer dans le combat aux côtés de ce dernier lui permettant de croire à la victoire contre les rebelles, si hâtivement qu'il convoque, dans ce chaos ambiant, des élections pour le 13 avril prochain.

Au terme de ces cinq ans d'intense conflit, **la Syrie demeure dans l'incertitude la plus totale** quant à son avenir. Plusieurs scénarios se dessinent : **une victoire militaire du régime, une solution politique résultante des négociations à Genève ou l'entame d'une nouvelle phase de « sale guerre »** dans laquelle l'irrésolution risque de se doubler d'une constante expansion attirant dans son vortex toujours plus de parties.

Illustration : Beware the Ides of March, pic.finomej.top, 2014.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



Mois : avril 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/04/03/the-meaning-of-stopislam/>)

The meaning of #stopislam (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/04/03/the-meaning-of-stopislam/>)

 3 avril 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/04/03/the-meaning-of-stopislam/>)

"To sin by silence, when we should protest, makes cowards of men" wrote Ella Wheeler Wilcox in her poem 'Protest' (not US President Abraham Lincoln as President Dwight Eisenhower credited him erroneously in a speech in 1950). Moral cowardice is back in our midst – did it ever go away? – and once again it is enabling societal drift into institutional racism, and in this case deeper society-wide cultural tensions between the West and Islam. Close to fifteen years after that epoch-defining 9/11 moment, there has objectively been little progress in addressing the issues that led to that situation. Introspection painted as excuse and kept at bay, every step of the way we have witnessed a descent into ever more intolerant, radical, and violent responses to... intolerance, radicalism, and violence. Every new situation – from the invasion of Iraq in March 2003 to the attacks in Brussels in March 2016 – fed the next step in a spiraling ladder of hate and ignorance.

The complex political underpinnings of the consequences of Western military interventionism in Muslim countries interwoven with the rise of a new generation of armed groups in those lands bent on attacking the West on its soil and the conflictuality born out of such historical interface have been cast aside. Instead, **responses focused on identity have been privileged**, and the link (il)logically made to the larger populations on both sides. As a result, the goalpost of the unacceptable vis-à-vis the other, now guilty by association, has been regularly pushed back.

Déjà vu

The cartoons crisis in 2006 and the 2013 one following the online release of an anti-Islamic film were harbingers of this evolution, at the end of which a milestone of sorts was reached when a lead presidential candidate in the United States announced in December 2015 his plans to ban the 1.6 billion Muslims from entering his country should he be elected, and had, the next month, a Muslim woman silently protesting ejected from a political rally – under thunderous applause and cheer, a quickly forgotten scene reminiscent of Orwellian imagery. Surely, “it can’t happen here” surmised Sinclair Lewis in his 1935 novel whose cautionary tale on authoritarianism may well come to pass as a self-fulfilling prophecy. Similarly, in June 2013, a *New York Times* editorial entitled “Déjà vu” discussed the political void in France (read Europe now) being familiarly filled by anger and frustration, as it did seventy years ago, noting that “darker forces are also stirring”.

The unexamined mainstay of such latter-day dystrophy is fundamentally that **the democratization of the current hatred against Islam is the by-product of leaderships that have flirted with racism pronouncements and intellectuals that have rationalized their bias**. In providing the politico-cultural framework to the unsayable and the undoable, fearmongering politicians (separating Christian migrants from Muslim ones, as did a Hungarian mayor), intellectuals (inviting people to not be afraid to be considered Islamophobe, as did a French historian), and journalists (excusing the barring of Muslim family bound to Disneyland from boarding a plane in the UK, as did a CNN financial news anchor) have demonstrably helped fuel this **normalization of discrimination** which continues to worsen palpably.

Skyrocketing of Islamophobia

A veiled Muslim woman pushed in front of an incoming train at Piccadilly Circus in November 2015; another one beaten up by a man at a crossroads at Willbroek, Belgium in March 2016, who was then joined by three other men who stepped out of their cars not to stop him but to further attack the woman while one of them made the Nazi salute; a Muslim family kicked off a flight in Chicago for asking for an extra seatbelt for their infant; the plethora of increasing racial and religious profiling episodes against Arabs and Muslims has been playing out revealingly. A 582-page report released on March 24, 2016 by the Foundation for Political, Economic, and Social Research (SETA) documents the spectacular surge of Islamophobic activities in 25 European Union countries.

It is then no wonder that hours after the March 2016 Brussels terrorist attacks, a #stopislam hashtag started trending. **Vigilantism** à la Pegida (Patriotic Europeans against the Islamization of Europe) **invariably dresses itself as self-justifying, we-have-had-it reaction when in fact it provokes the very trouble it seeks to remove** by establishing false associations. That we have by now reached the level of the materialization of a movement calling for the ending of a religion (e.g., #stopchristianity, #stopjudaism) should give us pause as a sign of the intolerance and irrationality of our times.

The skyrocketing of Islamophobia is not, however, merely scapegoating in the face of the 2008 financial crisis, the ill-advised incessant military adventurism abroad and its boomerang effects, or the fears of migration phenomena. There is something else playing out here, both old and new. **The contemporary patsyfication of the Muslim speaks to a deeper phenomenon**, one that is at once directly echoing Europe's totalitarian episodes of the 1930s and the newfound contradictory pronouncements against parts of its by-now-mixed population reduced to their identity. In her 1919 poem, Wilcox decried "the lawlessness of wealth-protecting laws" that enable the perpetuation of injustice, ignorance, and lust. The tolerance of intolerance is precisely a lawlessness that invariably proceeds against the background of societal acceptance of it – and here ignorance is hardly bliss.

Photo: The Great Dictator, United Artists, 1940

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



ARTICLES RÉCENTS

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

COMMENTAIRES RÉCENTS

Mois : mai 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/05/16/de-sykes-picot-1916-a-kerry-lavrov-2016/>)

De Sykes-Picot 1916 à Kerry-Lavrov 2016

(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/05/16/de-sykes-picot-1916-a-kerry-lavrov-2016/>)

 16 mai 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/05/16/de-sykes-picot-1916-a-kerry-lavrov-2016/>)

Il y a exactement cent ans, le mardi 16 mai 1916, les ministres des affaires étrangères de la Grande-Bretagne et de la France, Mark Sykes et François-George Picot, signaient un accord secret par lequel ils se partageaient, au nom de leurs pays, des zones d'influence respectives dans la grande aire Levantine du Moyen-Orient, de la Palestine à l'Irak en passant par la Syrie et la Transjordanie. Un siècle plus tard, les ministres des affaires étrangères des États-Unis et de la Russie, John Kerry et Sergey Lavrov, sont en négociations, semi-privées, semi-publiques, afin de s'entendre sur l'avenir d'une partie de cette même zone moyen-orientale. Que s'est-il – ou ne s'est-il pas – passé durant cet intervalle ? Comment expliquer une telle continuité dans la présence de ce tropisme d'interférence externe si conséquent dans le devenir du Moyen-Orient et dans les relations entre celui-ci et les acteurs internationaux ?

Lorsque la crise syrienne en cours commence à dégénérer en guerre civile aux répercussions de plus en plus régionalisées, à partir de l'automne 2011, les analyses se multiplient pointant du doigt la nature bancale de l'architecture mise en place au début du vingtième siècle au Moyen-Orient et un débat est engagé sur « **la fin de Sykes-Picot** ».

Certains voient celle-ci comme consommée, d'autres croient en la pérennité de cette construction. Au-delà des différentes lectures, le débat en soi est révélateur du substrat de l'accord Sykes-Picot, à savoir que la perception ambiante (souvent partagée au sein des élites moyen-orientales elles-mêmes) veut que cette question serait un indicateur de l'échec de la région et l'incapacité de celle-ci à bâtir une structure étatique viable. En d'autres termes, si « Sykes-Picot » s'essouffle ou montre ses limites, c'est que les états de la région n'ont pas su l'utiliser comme tremplin de *state-building*. Et si, au contraire, il résiste aux assauts des crises actuelles, c'est que finalement, sa vision était justifiée. Dans les deux cas, la capacité du local à s'auto-définir est secondaire et l'essentiel – le dessein externe – est rationalisé.

Miroir temporel

Nul besoin de s'appesantir sur les échecs de l'État arabe postcolonial. Ils ne sont que trop connus. La réalité, ici, est ailleurs et concerne – sans réelle surprise – **les producteurs de cette architecture qui en sont toujours prisonniers**. La frappante symétrie entre l'activité diplomatio-militaro-géostratégique des puissances internationales de l'époque (la Grande-Bretagne et la France) et celles d'aujourd'hui (les États-Unis et la Russie) est un vecteur sur lequel on ne saurait se tromper. Aussi, les leçons de « Sykes-Picot », et elles sont légion, sont à chercher au-delà de cette familière impuissance des états de la région. **Tant décriée, la continuité de ce Moyen-Orient « immuable » et « réfractaire au changement » ne serait-elle, en effet, pas tout autant, si ce n'est plus, celle de ses « partenaires » extérieurs invariablement déclamant le besoin de changement dans la région mais œuvrant activement à sa paralysie ?** Seule une continuité du regard orientaliste sur un « proche- » ou « moyen-» Orient qui évacuerait trop facilement les conséquences structurelles de l'action fondatrice de 1916 et l'acuité de cette matrice pourrait faire croire à son obsolescence en 2016.

Au moins **trois raisons révèlent la présence d'un miroir temporel peu déformant**.

Premièrement, en 1916 comme en 2016, des puissances externes s'insèrent militairement dans la région afin de décider de sa configuration. Cette immixtion est faite nominalement en vertu de principes (l'encadrement en vue de l'indépendance hier, la stabilité et la sécurité aujourd'hui), mais en pratique elle procède de **l'auto-attribution de zones d'intérêts** et cette esbroufe corrompt la mise en place d'un véritable processus de définition locale de la compétition légitime autour de l'État. Deuxièmement, aux deux extrémités, l'on retrouve **la complicité entre élites régionales s'accaparant encore et toujours un pouvoir qu'elles ne sauraient partager et chancelleries occidentales** évaluant et réévaluant les mathématiques de telle alliance face aux bienfaits de telle autre.

Le Prince Faysal d'Arabie (qui mourra à Berne), souverain à Damas ou à Bagdad ? La Syrie avec ou sans Bachar al Assad ? Enfin, **invariablement, les décideurs externes s'avèrent des apprentis sorciers** qui, les yeux rivés sur les questions politiciennes de la métropole, lisent toujours mal et vite les dynamiques en place dans les périphéries, multiplient nonchalamment les promesses contradictoires (en amont de l'accord de 1916, il y avait en octobre 1914 la correspondance entre le Chérif Hussein et le Haut-Commissaire Mac Mahon, et en aval la déclaration Balfour en novembre 2017) et les professions de foi vœux pieux (la ligne rouge du président Obama en août 2012), perdant rapidement pied face à la mutante complexité de ce qui se joue sur le terrain.

Certes, on ne saurait surestimer le legs de l'accord scellé entre la Grande-Bretagne et la France il y a cent ans. Le monde a changé. Le contexte colonial formel a disparu. Les Nations-Unies sont entrées en jeu (la Société des Nations fera néanmoins écho à l'accord de 1916 dans son système des Mandats instauré dès juin 1919) et des puissances régionales sont apparues. Mais on peut également croire que ce ne sont là, fondamentalement, que des volets, registres et canons supplémentaires qui ne changent que peu de choses à cette répétitive partition et à sa monotone langueur.

Photo : The Strange Case of Mr. Pelham, CBS, 1955

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



ARTICLES RÉCENTS

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

COMMENTAIRES RÉCENTS

Mois : juin 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/06/05/st-germainising-isis/>)

St.Germainising ISIS (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/06/05/st-germainising-isis/>)

 5 juin 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/06/05/st-germainising-isis/>)

In France, where you can no longer totally be 'a free man' (the country is under open-ended state of emergency since November 2015), contrary to what Joni Mitchell nonchalantly sang long ago –although you can still (nervously) 'kiss on main street', as the late folk poetess had also vocalized – **the contemporary transnationalization of political violence is, according to local media, summed-up in the straightforward opposition between two local intellectual schools of thought.** That will conveniently do it. In this corner, an argument about 'the Islamization of radicalism', and, on the other side, an alternative view on 'the radicalization of Islam'. Pick your favorite (or disliked), fit the facts (or rationalize them), draft a policy (ever so quickly), and move on to relate any new development (however dissonant) to it.

Leave it indeed to Parisians and their time-honored tradition in that regard to turn a distant, complex, and international set of questions, with all manners of ramifications, into a **Balzacsque affair** featuring posture. Faced with an increase of attacks on their soil in 2015, French state and society have thus massively invested the question of the current transnational violence pursued in recent years by both armed groups such as Al Qaeda or the Islamic State and individual operators such as Anders Breivik or the Tsarnaev brothers. Having dutifully ticked the twin, self-serving and eminently misleading boxes of ‘they attack us because of who we are’ and ‘we will not cave in in the face of totalitarian ideologies’, the discussion moved on to try to identify an explanation that could be built into some sort of consensus. **In post-9/11 United States, that was ruthlessly dealt with immediately by moving everything and everyone into ‘Global War on Terror’ territory. Such efficiency is not Gallic**, and debate and strikes must here necessarily ensue.

Dichotomization, simplicity, and staging

Beyond its media-fueled theatrics, the current Islamization of radicalism vs. the radicalization of Islam fracas is revealing three key dystrophies of our era: the dichotomization of all things, the search for a single response in the face of complexity, and the constant and sterile staging of thought. From CNN’s 1990s *Crossfire* to RT’s *Crosstalk* in the 2010s, by way of Al Jazeera’s *Al Itijah al Mu’akiss* in the 2000s, reductionism of current affairs to essentialized viewpoints has become a most problematic trademark of our times. As a result of such socialization-in-the-making, both **policy-makers and students increasingly approach international affairs with an impatience for history** and multilayered sequences. Instead, they readily search ‘quick fixes’, ‘overarching concepts’, ‘lead factors’, ‘so-what’s-the-answers’, and ‘bottom lines’.

Shortcuts of this type can hardly provide helpful – much less valid – responses to the arresting mutation of violence in the late twentieth/early twenty-first century. **Islamization of radicalism or radicalization of Islam? Would that it were so.** What is engulfing France is much more complex and in fact underwritten by at least the following: the unsettled colonial history of France catching up with it, the evolving nature of post-colonialism itself, the legacy of Al Qaeda’s global martiality, the post-modernity of ISIS, the nascent hybridity of ‘AQISIS’ patterns, France’s military interventionism, its economic crisis, and its poor political leadership. Religion into violence or violence into religion? Really? To understand 9/11, the fall of Mosul, or the Kouachi Brothers? Not so much, nothing new, and at best providing only partial answers.

More importantly, the construction of this false debate is also characterized by **the active disappearance of the global south intellectual on a set of issues that are eminently arresting for him or her**. An astute New Yorker-Londoner observer of the Middle East recently asked me whether the thinkers associated with these different schools had, in that regard, a responsibility in bringing the debate to this cusp and closing the space in such a way. Certainly, the interrogation is valid and intellectual hegemony (as opposed to

gamesmanship) too often finds its way in this scene. Ultimately, however, it is not the individuals themselves but the representation of their ideas by lazy media and political actors that is problematic.

Finally, truth be told, **self-centeredness is not exclusive to the French**. A recent *Frontline* documentary rehearsed extensively the familiar ‘we created ISIS’ line – used in the United States by academia, media, and policy-making to circumvent proper analysis of the self-sustaining agency behind the groups (see earlier, ‘we created Al Qaeda’). And similarly, the countries of the Middle East bask, for their part, in the bliss of ignoring the deeper drivers of the mess in their midst. A chaos they so complacently accompanied fatalistically and whose magical conceptualizing they can now also import, at their intellectual peril.

Illustration: The Prestige, 2006 © Deviant Art, WillaTree 7.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

Mois : juillet 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/07/29/pax-trumpica/>)

Pax Trumpica (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/07/29/pax-trumpica/>)

29 juillet 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/07/29/pax-trumpica/>)

Lorsque Donald Trump sera élu à la présidence des États-Unis, tard dans la nuit du 8 au 9 novembre 2016, l'Amérique entrera dans une phase inédite de son histoire mais également de sa politique étrangère à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Au-delà du repositionnement post-printemps arabe toujours en cours et du « retrait » stratégique poursuivi à l'égard de la région par l'administration Obama au cours de ses deux mandats, **la conception même du rôle de l'hégémonie américaine** sur cette aire – un contrôle grandissant depuis les années 1960 – **va être reformulée et passera par des chemins peu empruntés pour l'heure**, notamment le suivisme (de la Russie), la diminution du soutien aux monarchies du Golfe (dans la lignée de l'anti-islam) et l'acceptation sans équivoque de l'autoritarisme (au nom de la sécurité du *homeland*).

Au-delà des questions du Moyen-Orient, l'arrivée de M. Trump à la tête de la première puissance mondiale sera elle-même **un moment-vérité** à maints égards. Facilitée par la mauvaise candidature de Hillary Clinton, cette victoire, désormais annoncée au lendemain du séisme Brexit et de l'été du terrorisme, consacrera, pêle-mêle, la déchéance du débat

politique et du système politique aux États-Unis, **la puissance de l'infotainment** (l'information spectacle), la fin du Parti républicain tel qu'il a existé historiquement, la profonde désunion du Parti des démocrates, l'appel sans fin du populisme, l'inconséquence des faits face à l'illusion du *storytelling*, **la réalité de la télé-réalité**, l'avènement des USA *Orange Mécanique*, le retour des tensions raciales circa 1966-1974 et les illusions auto-produites des « majorités silencieuses » Nixonniennes se cherchant, encore et toujours, des solutions scindant d'autres pans de leur société.

Pour rappel, le candidat Trump – qui a reçu le soutien de Kim Jong-Un, de Vladimir Putin et du leader du Ku Klux Klan, mais pas celui de la sœur d'Anne Frank qui considère, pour sa part, qu'il « *agit comme un autre Hitler* » – a, notamment, déclaré qu'il voudrait corriger physiquement certains membres du parti démocrate, qu'il était prêt à payer les frais d'avocats de ceux de ses soutiens qui en feraient de même à l'égard de ses critiques, qu'il aimait l'idée de la méthode de torture dite water-boarding, que les Conventions de Genève était un problème et devraient être changées, qu'il **envahirait certains pays du Moyen-Orient pour s'emparer de leur pétrole**, que les injections lors de la peine de mort étaient trop confortables, qu'il aurait peut-être soutenu les camps d'internements des japonais-américains lors de la Seconde Guerre Mondiale, que les immigrants mexicains sont des violeurs et des criminels et que **les Musulmans devraient être interdits de séjour aux États-Unis** (une proposition soutenue par 75% de l'électorat républicain selon un sondage CBS News).

L'historien de l'empire américain (et cousin de Jacqueline Kennedy), Gore Vidal, avait pour habitude de dire que les États-Unis n'étaient pas « *un pays sérieux* ». Les conséquences mondiales de leurs actes, notamment à l'occasion de cette campagne électorale présidentielle de 2016, ne permettent désormais plus de balayer si aisément une telle irresponsabilité. De même, le chroniqueur de la démocratie américaine, Alexis de Tocqueville, a écrit que le grand privilège des Américains était de pouvoir « *faire des fautes réparables* ». La jeunesse relative du pays permet encore de le croire, mais l'élection de Donald Trump le sera difficilement. C'est donc chez l'acuité de l'écrivain Norman Mailer, peintre des bas-fonds du malaise sociétal américain, que l'on trouvera, dans un discours devant le Los Angeles Institute for the Humanities en 2003, la bande-annonce de ce qui se dessine aujourd'hui : **les États-Unis sont en passe de devenir une « méga-république bananière** » dans laquelle l'armée et la police prennent de plus en plus de place, annonçant une montée du proto-fascisme, prophétisait-il. Six ans plus tard, Chris Hedges souligna dans son ouvrage *Empire of Illusion – The End of Literacy and the Triumph of Spectacle* (Prix Pulitzer) que dans ce pays qui a « *de moins en moins de cohésion, gagner c'est tout ce qui compte et la moralité est inconséquente. Nos dieux sont les célébrités* ».

Ultimement, le principal impact de la présidence Trump – célébrité parmi les célébrités et dont le maître-mot est « *gagner !* » – sera donc assurément sur le type de société qui en émergera aux États-Unis. Pour autant, l'autoritarisme grandissant dans ce pays fera florès,

et il fera en particulier au Moyen-Orient. Que peut-on, dès lors, escompter de la *Pax Trumpica* à venir dans cette région ? Principalement deux choses sur le court terme : **un règlement de la question syrienne au profit du président Bachar al Assad et le soutien à l'autoritarisme au nom de la lutte contre la démocratie** (à Bagdad, au Caire, à Ankara et ailleurs). Au-delà, les répercussions de ceci viendront, aux États-Unis comme au Moyen-Orient, tester le management du nouveau président américain.

Photo : Michael Anderson, 1984 © Columbia Pictures, 1956

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

Mois : septembre 2016

PRICE \$3.99

THE

SEPT. 11, 2006

NEW YORKER



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/09/11/the-ubiquitous-absence-of-911/>)

The Ubiquitous Absence of 9/11 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/09/11/the-ubiquitous-absence-of-911/>)

 11 septembre 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/09/11/the-ubiquitous-absence-of-911/>)

What is left of September 11? Nothing and everything. Fifteen years ago, literally overnight, the world entered a new era. In one of those rare moments in history where the observer can subsequently clearly see a ‘before’ and an ‘after’, the global context of all things – social, political, cultural, and geostrategic – was profoundly altered. Few aspects of our lives, if any at all, as well as the way we relate to each other, remained unaffected by the attacks on the United States and their multifaceted aftermath. **The inception of unceasing global wars, the reinvigoration of armed groups of all hues, the launching of all-encompassing international security policies, the overhaul of entire bureaucracies now expanding their tentacles into all societal fields, and increased antipathy between cultural and religious communities** – all of this, and much more, came to pass in rapid succession objectively defining the parameters of the new reality of the early twenty-first century.

Is there, we could nonetheless ask, overemphasis of the so-called ‘impact of 9/11’ talk? Have we not exaggerated the importance of a single terrorist incident (whatever its magnitude) when such attacks had long taken place earlier everywhere and have continued since with widespread lethality and tragedy? In fairness, no. However easy overstatement is these days and particularly so as it relates to terrorism, **there is objectively no overstating the indelible imprint that the events of the autumn of 2001 left on the world.** Quantitatively, the mightiest country in the world (at a time, too, when that nation was at the height of its post-Cold War unipolar moment) was attacked at the heart of its economic and defense infrastructure, by what was then the strongest armed group and in what represented the largest mass casualty terrorist operation in contemporary history. Qualitatively, 9/11 led to a series of changes that impacted not merely the United States but the larger world. Other events changed the life of a nation. Earlier, series of events within a larger tract of time (colonialism, industrialization, world wars...) transformed regions gradually. Seldom, however, did a single, (two-hour) event lead so rapidly to visible changes in the furthest recesses of the world.

And yet, today, fifteen years later, ‘9/11’ seems most paradoxically a fainted memory, and reference to it, except during its anniversary, has markedly decreased in politics, social debate, education, and across the arts. A new generation – the ‘9/11 generation’ we could term it, as it were – is growing up with but a *notional* understanding of what the events were about, what reality preceded them, and what environment came after. The event maintains maximal gravitas, even sacralization, but one that is nonetheless couched in a measure of vagueness. The distinct feeling that ‘the world is changed’ vividly felt in that Lord-of-the-Rings-ominous-opening-lines mode spoken by Galadriel has dissipated; **9/11 is absent and yet so present in that most uneasy of ways.** The shell-shocked, weary-eyed numbed-out New Yorker – “Was it the fire downtown?” sang Steely Dan later on in their poetic post-9/11 inquiry as to what happened to the insouciant Mona they knew and who was now shutting herself down hovering above Manhattan in her high-rise apartment – have processed this and moved on. **The routinization of 9/11 partakes, however, of a wider experience than purely the American one.**

If 9/11 seems absent, it is in reality because it is so centrally present in the new world we inhabit and which it has come to define with such authority. **Its ubiquity is systemic and thus invisible.** We see it in everything around us but three dimensions dominate. Firstly, once merely a feature of international security, terrorism now occupies a central place in global affairs. The issue itself comes readily and naturally to most citizens around the world as amongst the key issues they are occupied and preoccupied with. As such, however, **the discussion on terrorism has lost something essential by virtue of being boxed in contours that demarcate it solely on the basis of political considerations,** security concerns, and intellectual taboos. Secondly, as a result of such elevation, international affairs have been increasingly accommodating **a de facto militarization** that has importantly sidelined diplomacy. Reference to the ‘Global War on Terror’ might have

diminished but that disposition remains in full swing, from Washington to Islamabad by way of Brussels and Ankara – a phasing out that betrays a redundancy and an acceptance of that ‘war’ more than anything else. Finally, the ghost of 9/11 is present daily as the changes it introduced are carried forward by way of **a redefined relationship between citizen and state**. Invocation of the ‘T’ word, identification of the threat of radical Islamism, and declamatory statements on the urgency of any related measure suffice nowadays to demand compliance from a citizenry (driving Humvees and playing with private drones), that gradually forgets that it is the ultimate seat of such decisions. The irony of **mythologized memory**, however, is that neither the forgetting nor its sacralization necessarily settle the original issues.

Illustration: “Soaring Spirit” by John Mavroudis and Owen Smith © The New Yorker Magazine, September 11, 2006.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : octobre 2016



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/10/23/les-cinq-lecons-de-mossoul/>)

Les Cinq Leçons de Mossoul (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/10/23/les-cinq-lecons-de-mossoul/>)

 23 octobre 2016 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2016/10/23/les-cinq-lecons-de-mossoul/>)

Après deux ans et demi d'occupation et quatre annonces officielles de tentative de reprise (en août, octobre et décembre 2014 ainsi qu'en décembre 2015), la seconde plus grande ville d'Irak, Mossoul, fait l'objet, depuis le 17 octobre (le premier ministre Haidar al Abadi a annoncé le déclenchement de l'offensive dans un tweet à 6h01), d'une opération de large envergure menée par l'armée irakienne et une coalition internationale afin de déloger l'État Islamique de cette ville et ses alentours. Analystes, politiques et médias se relayent localement, régionalement et internationalement pour donner voix et chorus à un récit désormais trop familier (de Tora Bora à Mossoul en passant par Fallouja, Syrte, Palmyre et Ramadi), selon lequel cette victoire à venir mettra fin au groupe terroriste et la question de sa violence sera réglée. Loin s'en faudra. Au-delà de l'emballement de ces impatients et réductionnistes récits de clôture, l'affaire Mossoul nous livre en réalité déjà cinq grands enseignements.

1. La reprise de Mossoul sera pour la coalition anti-El une victoire tactique qui masque une défaite stratégique. L'État Islamique est un acteur particulièrement puissant qui, au cours des trois dernières années, a démontré sa forte capacité militaire comme il a pu entrer en compétition avec Al Qaida et lui soustraire en moins d'un an (2013-2014) le leadership du militantisme islamiste radical international. On ne saurait donc diminuer l'importance de cette entité. Pour autant, on ne saurait tout autant l'exagérer. Sa prise de Mossoul le 11 juin 2014 et le fait qu'il ait pu garder le contrôle de ce grand centre urbain durant vingt-huit long mois sont le cœur de cette question. Elle démontre l'incapacité initiale des forces irakiennes et de la coalition anti-El à faire face à une menace, certes capable, mais, au final, constituant un simple groupe armé de quelques milliers d'homme cerné dans un théâtre contigu et borné, à l'ouest, par une seconde coalition que le groupe combat en Syrie et au nord par l'armée turque. Le rapport des forces est le suivant : *un groupe armé de cinq mille hommes contre une coalition de cinquante mille hommes* comprenant les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'armée irakienne, les milices spéciales irakiennes formées pour la lutte contre l'EI, les conseillers militaires iraniens et les Peshmergas kurdes.

2. L'État Islamique accusera le coup et se redéploiera ailleurs. La perte de la ville par le groupe est un fait acquis. Le groupe livrera une bataille féroce mais il ne pourra opérationnellement tenir le coup contre la magnitude de la coalition assemblée. Aussi, la phase à venir de l'après-Mossoul sera particulièrement importante dans l'évolution à long terme du groupe. La *territorialisation* avait été un changement de paradigme que le groupe avait introduit en s'éloignant de la doctrine d'Oussama Ben Laden qui donnait la primauté à la projection *transnationale* (« de l'ennemi proche à l'ennemi lointain ») avait été le concept introduit par Al Qaida dans les années 1990). Dans une logique de construction d'État, et s'il a agi au-delà de l'Irak (en s'installant en Syrie, notamment) et a frappé sur plusieurs continents, l'État Islamique avait développé un narratif d'étatisation conséquent qu'il devra désormais amender, ou, à tout le moins, adapter. Face à la perte de terrain en Irak, et s'il venait à rester dans cette perspective, l'EI a deux options immédiates : un recentrage sur son autre « capitale », Raqqa, en Syrie, d'une part, et l'augmentation de son implication en Afrique du Nord, d'autre part ; notamment en Libye et, potentiellement, au Sinaï.

3. Le leadership de l'État Islamique est absent. S'il n'y a pas dissonance dans les messages qui se succèdent à un rythme hebdomadaire, le leadership de l'EI accuse un silence qui désormais interroge. Ceci à moins à voir avec la disparation de son porte-parole ou le fait que quelques hauts cadres ont été tués ces derniers mois, qu'avec l'absence de message du leader du groupe, Abou Bakr al Bagdadi depuis le 4 juillet 2014. Mis à part trois messages audio en août 2014 (second message de victoire à Mossoul), et en mars (commentaire sur les ralliements de groupe à travers le monde, dont Boko Haram) et décembre 2015 (message à propos de la bataille de Ramadi), *Al Bagdadi n'a pas communiqué de façon claire et explicite* et visible sur une vidéo de qualité telle que celle de la Grande Mosquée de Mossoul depuis juillet 2014. Cette absence, explicable par les

précautions sécuritaires, est néanmoins étonnante à ce stade alors que plusieurs épisodes importants (Ramadi, Paris et Bruxelles notamment) se sont succédé et « son » Mossoul est aujourd’hui assiégié.

4. L'invasion de l'Irak en 2003 a créé un chaos dont les conséquences se jouent encore.

Il est désormais communément admis – et on l'enseignera bientôt comme cas d'école d'erreur stratégique ou d'hubris impérial – que l'invasion de l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne en mars 2003 a jeté une nation irakienne, déjà exsangue après douze années d'embargo économique et de deux guerres du Golfe, dans les affres d'une anomie sociétale sans précédent dans l'histoire pourtant fort violente de ce pays. *Treize ans après le « mission accomplie » de George W. Bush*, voilà qu'une coalition internationale combat de façon épique un groupe armé qui tient la seconde ville irakienne depuis plus de deux ans. Comment l'Irak peut-elle se défaire de ce fardeau ? Avec un leadership inapte qui a rejoué l'autoritarisme de Saddam Hussein avec Nouri al Maliki ou en jouant la carte téléchargée de Washington du tout-militaire et du tout-sécuritaire punitif, le pays reste bloqué dans un cercle vicieux de représailles intercommunautaires qui sont précisément parmi les raisons de la montée en puissance de l'EI. L'implosion de l'Irak se joue encore, tantôt au ralenti tantôt en accéléré, et l'on peut croire que l'épisode Mossoul, même avec un EI défait, sera simplement un nouveau chapitre dans cette tragédie moderne.

5. Le terrorisme ne peut être vaincu militairement. On pourra lui « déclarer la guerre », promettre de « l'éradiquer » ou établir une liste de ses leaders à prendre « morts ou vifs », *le terrorisme est un problème politique* et y faire face nécessite un portfolio plus ample que la seul réponse militaire. Aussi, le lendemain de Mossoul remettra cette vérité et ce défi sur la table si l'on veut éviter d'avoir à reprendre la ville (comme ce fut le cas pour Fallouja) une seconde fois.

Photo : Frontline, "Confronting ISIS" © PBS, 2016

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

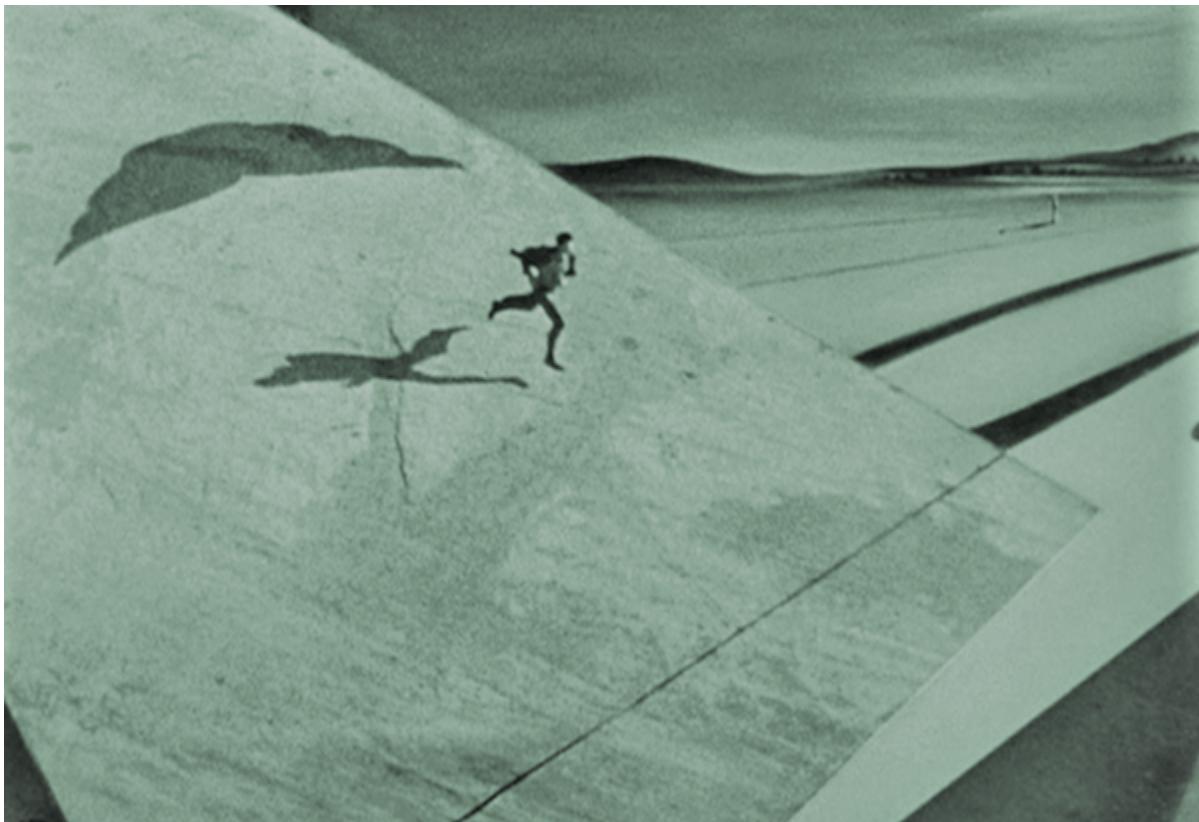
Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : janvier 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/29/cruaute-et-couardise/>)

Cruauté et Couardise (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/29/cruaute-et-couardise/>)

 29 janvier 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/29/cruaute-et-couardise/>)

Nous y sommes. Conséquent avec lui-même, ses déclarations au cours de l'année écoulée et les attentes de ses électeurs – il a été élu démocratiquement, et c'est toute la faute-crime de cette Amérique à la fois Vaudeville, Burlesque et Grand-Guignol désormais à la dérive presque plus que durant les années 1970 – **le président Donald Trump a logiquement franchi le seuil** et a ordonné aux autorités américaines la mise en place officielle de mesures discriminatoires contre les adeptes d'une religion (même si, hypnotiseur d'une audience complice, il s'en défend). Dans une république. Dans une démocratie fondée plus que toute autre société dans l'histoire sur la célébration de la diversité.

Ce qui doit donc le moins étonner est que cette phase ait été atteinte, puisque tout y a concouru. La détermination d'une figure qui a elle seule marie toutes les dystrophies de notre temps – errance ludique, négligence de la vérité, individualisme débridé, culte de l'argent, culture de la victoire à tout prix, abrutissement de masse, arrogance revendiquée, vulgarité normalisée, absence de civilité, mépris des conséquences sur autrui et admiration du fait accompli sans décence ni scrupules –, **un homme-époque symbiose à la fois de la télé-réalité socialement pornographiée, de Wall Street version Oliver Stone et de l'infotainment à la Fox News**, s'est allié à ce qui, en tout temps, a principalement fait le lit de l'autoritarisme, à savoir **l'apathie et l'indifférence**, pour nous faire entrer de plein pied dans le monde Orwellien du 21ème siècle.

Nous y sommes. Certes, les Musulmans de 2017 ne font que s'ajouter aux Chinois de 1882 (interdits par le président Arthur), les Anarchistes de 1903 (bannis par le président Théodore Roosevelt), les japonais de 1942 (incarcérés par le président Franklin Roosevelt), les Communistes de 1950 (pourchassés par le président Truman) et les Cubains de 1986 (dont l'entrée avait été limitée par le président Reagan). Cette fois-ci, néanmoins, la comédie des erreurs des fausses lectures et analyses bancales – dont la cécité n'a eu d'égale que la couardise de la rationalisation qui a si vite suivie – s'est jouée sur le mode *lamento* de l'irresponsabilité et du fatalisme. Si donc la pierre ne peut être jetée à Trump, adepte revendiqué des pratiques dépréciatives, convocateur de Kafka (un fait peut, désormais, être « alternatif ») et élu conséquent avec lui-même (peut-être œuvre-t-il quelque peu trop tôt à sa réélection), **c'est bien aux pieds de cette fameuse « majorité silencieuse », charmée par Richard Nixon en 1968 face aux « voyous » opposés à la guerre du Vietnam, tweetant sa haine anti-Islam à chaque attaque terroriste, faisant barrière (ou croche-pied) à des miséreux migrants fuyant mort et désolation, se préparant sourdement à élire Marine Le Pen au cocon patiemment tissé, admirant le bravado de Putin ou celui d'Erdogan, et qui aura donc élu le quarante-cinquième président des États-Unis qu'il faut aujourd'hui déposer les armes.**

Les leçons sont légion et elles sont tout autant régulièrement ignorées dans les univers ouatés répétant, de tragédie en farce, une histoire qui, pourtant, à chaque fois a moins de raison d'être amnésique (« America First » était ainsi une formule utilisée par les antisémites américains des années 1940 sympathisants du régime hitlérien et qui, dès 1938, répondaient « oui » à 65% à un sondage Gallup demandant : « la persécution des Juifs est-elle de leur faute ? »).

« Il faut lui donner sa chance », « n'a-t-il pas gagné l'élection ? », « elle était une candidate particulièrement mauvaise », « ces Musulmans exagèrent », « nous devons nous protéger de cette vague d'invasion de migrants », autant de rationalisations, d'inépuisables

interrogations sur les motivations de l'Autre et d'épuisantes certitudes sur les bienfaits attendus de la manière forte. Mais **la couardise est universelle** et, de la même façon, elle se retrouve aujourd'hui du côté de ces gouvernements arabes et musulmans qui à chaque fois ont toléré l'intolérable, à commencer par la misère de ces Syriens, nouveaux Palestiniens de la région, auxquels nulle main n'a été tendue, autorités qui s'accommodent encore et toujours de la stigmatisation de leurs propres citoyens et du diktat d'un Washington, face auquel ils ne peuvent concevoir la réciprocité souveraine et qu'ils préfèrent hypnotiser avec leur discours « sécuritaire » et leurs vrais-faux « terroristes ».

Mis en scène par des conseilleurs félicités par le Ku Klux Klan et **annoncé à l'occasion de la journée de la mémoire de l'Holocauste, le décret Trump est pensé pour choquer et agi pour marquer une rupture**. Une telle revendication a le mérite de la clarté, mais celle-ci, on peut le croire est également pyrrhique, puisqu'au-delà de son inhumanité, **une telle démocratisation de la cruauté ne peut être que contre-productive**. Il est en effet dangereux d'être trop conséquent. Aussi, à l'évidence, l'État Islamique fera son beurre de cette « confirmation » de son narratif comme l'on peut escompter voir plus de radicalisation au sein même de ceux-là auxquels on a fait injustice alors qu'ils fuyaient ...l'injustice.

Silence pourtant sous les chapiteaux des droits de l'Homme. Et également dans ce monde arabe téтанisé et en cette Europe qui, ayant plus peur d'être Muniché se Vichyfie et observe avec fascination et épatement – en lieu de dénonciation et rappel à l'éthique – ce « *Trump, alors là, décidément bien résolu !* », ouvrant la porte petit à petit à ce à quoi, elle a répété un demi-siècle durant, « plus jamais ça ». Mention, bien entendu et chapeau bas à ces femmes (différentes de ces autres 53% qui, elles, avaient voté pour Trump) qui ont marché les premières, et en force, contre le retour de la discrimination raciale dans leur pays – voir, à ce sujet, les deux documentaires *The 13th* et *I Am Not Your Negro* sortis ce mois-ci qui illustrent froidement le retour aux années 1960 sur ce flanc – et aux rejets de toute sorte, ainsi qu'à ces Juifs qui ont admirablement pris la défense des Musulmans se déclarant prêt à se faire « lister » à leurs côtés.

Prosternation ou résistance, encore et toujours le test ultime de l'intégrité. Faire donc le corrélat que **l'hystérie politique associée aux frayeurs collectives aboutit invariablement à la perversion de l'ordre sociétal** est une leçon d'histoire nécessaire aujourd'hui. **Signe des temps, les hausses de 1984 sont en vente.** L'on s'interroge alors : qu'est-ce qui avait inspiré autant d'acuité de perception en George Orwell – et Aldous Huxley (qui était le professeur de français d'Orwell), mais également Philip K. Dick, Norman Mailer, Gore Vidal et jusqu'à Chris Hedges qui aujourd'hui parle courageusement d'"impératif moral de rébellion" ? Comment Orwell avait-il pu voir avec autant de prescience, si tôt après la seconde guerre mondiale, alors que le mode dominant était à

l'optimisme « We Can Do It » et « Trente Glorieuses », qu'une telle obscurité sociétale était possible ? Simplement peut-être une mise en relation de ce lacis d'embûches qu'est **le creuset de l'indifférence** et de ces deux permanents menteurs, cruaute et couardise.

Photo : Scène de cauchemar conçue par Salvador Dali, Spellbound, Alfred Hitchcock © Seltznick International, 1945



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/01/the-american-sisi-moment/>)

The American Sisi Moment (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/01/the-american-sisi-moment/>)

 1 janvier 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/01/01/the-american-sisi-moment/>)

Authoritarianism loves company. Which is a paradox, since arbitrariness seldom rhymes with sharing. The type of company in this case is, however, of the *mimetic* kind. Among the many facets of contemporary sociopolitical dystrophies in the United States which the election of Donald Trump revealed, one of the most arresting is **the reverse effect that authoritarianism beyond the United States has had on that country's political atmosphere**. It used to be that Washington would grandstand and lecture Arab, African,

Asian, and Latin American autocrats on their violations of human rights and democracy. The Annual Country Report on Human Rights Practices released yearly by the Department of State (since 1974) was the embodiment of that policy – with its methodological limitations, inconsistent research, and political underpinnings. However nominally, the positioning was there nonetheless.

In the years after 9/11, such posture was de-emphasized in the name of the fight against terrorism. As events spiraled out of control first in Iraq after 2003 and then in Syria after 2011 notably, **Southern autocrats started realizing the sway they could leverage against their terrorism-obsessed Western counterparts merely by proclaiming that they were “combating terrorists”**. Facing a political rebellion? Paint it as “terrorist campaign”. Enjoy international support. Replay the scene. The counter-productive Western blind complicity that came with such Faustian bargain has now been superseded by an innovative form of reverse corruption with Southern dictators passively fueling authoritarianism in the North. No longer elliptical and merely justificatory about the requirements of a challenging security context, the new dynamic displayed by the southern authoritarian state is at once insidious and insinuating. **It is about a double realization of newfound power over the metropolis, whose exemplarity (if indeed it was ever there) is now limited and influence is curtailed.**

“Those who win, in whatever mode they win, never receive shame from it”, wrote Niccoló Machiavelli in his *Florentine Histories*, stressing that those victors should “have no business to think about conscience”. The time-honored winner-take-all nature of the American system has vividly illustrated this in the wake of Donald Trump’s presidential election but just as well the upstream enthusiasm about his candidacy by the likes of Vladimir Putin, Bashar Al Assad, Ali Khamenei, Abdelfattah al Sisi, Recep Tayyip Erdoğan, Rodrigo Duterte, Victor Orban, and Marine Le Pen has given new meaning to that realpolitik aphorism by pointing out the back-and-forth of authoritarian influence orchestrated on a fugue mode.

Specifically, three consequences have emerged in this evolving context. First, in some sectors and at least in terms of rhetoric, **the space between democracies and autocracies has shrunk** demonstrably. Exhibit A: a presidential candidate inviting his supporters to use violence against their political opponents has been hailed by a serving president admitting to personally killing criminal suspects. In the name of security, violence has been visited on the citizenry from Rio to Davao. Secondly, **the struggle for democracy, notably in the Middle East, has been presented as generating instability** and therefore not really desirable, and this misleading narrative is increasingly registering with Cairo liberals and Paris ones alike – united in their fight against “terror” while turning a blind eye on the very human rights violations they once battled or denounced. As Brian Klaas

remarked in *The Guardian* in November, "With Trump in the Oval Office, ordinary citizens living under despotism will find their already weak voices muted, their plight ignored". Finally, and arguably more importantly, **the ongoing normalization of authoritarianism globally in the name of a rationalizing of 'strong and decisive leadership' is in fact an inherent component of international instability.** Security landscape analyses listing terrorism, migration, armed conflicts, and other familiar sources of such chaos must be updated to include the consequences of the routinization and expansion of authoritarianism circa 2017.

Photo: Dirk Bogarde and James Fox in The Servant by Joseph Losey, 1964.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à

Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



ARTICLES RÉCENTS

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

COMMENTAIRES RÉCENTS

ARCHIVES

TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : février 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/02/17/pax-lepenica/>)

Pax Lepenica (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/02/17/pax-lepenica/>)

 17 février 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/02/17/pax-lepenica/>)

When **on the evening of May 7, 2017, Marine Le Pen will be elected as president of France** that country will have fully stepped into a new phase of its history and of its relationship with the Arab and Muslim world. The nature of the foreign policy which France will adopt vis-à-vis the Middle East and North Africa will not be immediately recognizable and indeed, what the government which President Le Pen will have set up would actually want from the region may not be clear readily.

Besides demands of '**solid' security partnerships and expectations of 'active' cooperation on immigration control**', the relationship will move into uncharted waters. In effect and for all the Front National's years of preparation for this moment and the explicit nature of the nationalistic foreign policies they have been gathering steam for, the main agenda, even as it relates to what they consider unshakably foreigners-in-their-midst, will

be dictated by the primacy of the local.

Guidance, as it were, will be available but it will be derivative and recent. For **if, arguably the British 'elected' Trump by making the inconceivable Brexitly possible, the former host of *The Apprentice* will have similarly 'elected' the daughter of Jean-Marie Le Pen.** Populism and authoritarianism travel well under globalization. And so, explicitly modeling herself on the electoral success of the forty-fifth US President and sharing ideological affinities, Mrs. Le Pen would logically find inspiration in the policies he has adopted towards the Middle East.

Alignment with Russian President Vladimir Putin, support to Syrian dictator Bashar al Assad, criminalization of migration from the southern flank of the Mediterranean, passive animosity towards the Gulf monarchies (until a solution is found to their problematic wealth), protection of Christian minorities in the Middle East, possibly a customized Muslim Ban of her own, and generally preference for those 'tough' regimes instead of the democratizing wishy-washiness of that 'Arab Spring' which only produced the bad *hombres* of the Islamist winter.

The ride can be expected to be easy. Just as they did when Putin took charge of the Levant and Trump barred their citizens and/or fellow co-religionists from travel, **Arab governments will display their time-tested passivity and soon enough proclaim the good relations they seek with President Le Pen** in the name of international security and stability — that is, their political longevity.

France, however, is not the United States. It lacks that country's ability to question itself and bring down presidents if they misbehave. **It has a colonial past** when the US Empire has none. And it harbors Europe's largest Muslim population – as well as Europe's largest Jewish population – *Frenchmen* and women who will find themselves overnight, more so than they do already since *Charlie Hebdo* and since Friday the 13th, and more so than Muslim-Americans do since The Ban, the enemy within.

The 'enemy within' to be pursued *partout*, a theme painfully familiar and not so long ago too in the land of *fraternité* – not the home of the brave.

And so, in effect, a democratically-decadent **France will step into the unknown not so much domestically** – it has been there – **but in relation to that group of states it has such strong feelings and historical bonds with.** How will that relationship play overtime in a context where, as Plato noted, power would obliterate reason? Indeed what type of longer-term course correction will this generate in France once Le Pen's presidency fails? More importantly, what imprint will it leave then and in the future on the handling of unresolved crises affecting that Arab world seen time and again only though the frame of

fear and hatred.

Illustration: Thomas Couture, "Romans during the Decadence", 1847.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : juin 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/23/unseen-puzzles-in-the-gulf/>)

Unseen Puzzles in the Gulf (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/23/unseen-puzzles-in-the-gulf/>)

 23 juin 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/23/unseen-puzzles-in-the-gulf/>)

The Russian playwright Anton Chekov wrote in 1889 that if, in the first act of a play, a pistol is hung on the wall, then it will be fired by the third act. Inevitably coming into play, since it was passively promised, such **invisible-yet-quite-visible elements stand at the heart of the crisis that erupted on 5 June 2017 between Saudi Arabia** – joined by the United Arab Emirates and other Arab states – **and Qatar**. The tension had been building up in recent years with Qatar often criticized by its neighbors, and indeed a rehearsal of sorts took place in 2014 with Saudi Arabia and the other GCC countries suspending diplomatic ties with Qatar from March to December of that year, until a fragile reconciliation misleadingly closed that first episode.

Yet it is not so much the much-debated alleged policy independence by Qatar irking its

neighbors or the accusations of terrorism support (in the current international context, that problematic term is now more than ever a use-it-as-you-see-fit malleable accusation) or indeed leaked emails in Washington that hold the key to making sense of the crisis but rather **a combination of three eminently local recent developments having to do with Saudi Arabia's change of leadership, Qatar's emiral transition and the US' new administration erratic foreign policy.**

Firstly, **Saudi Arabia is the ultimate survivor** and a regional power never to be underestimated. This is not merely an issue of financial might – not to be discounted to be certain – but rather related demonstrably to the cumulative weight of history. **The Saudis have survived Nasser, the Shah, the Gulf War, 9/11, the Arab Spring and ISIS.** Their decades-long acumen was tested (and they were particularly unnerved) by the Obama administration *éloignement* policy towards them, particularly as it was combined with a US *rapprochement* with their Iranian arch-enemy. **Saudi Arabia, however, is experiencing the most important leadership change since the death of the House's founder,** Abdelaziz Ibn Saud, in 1953. The arrival in 2015 of a new, more assertive king, Salman Bin Abdulaziz, and, more importantly, the subsequent, power-move appointment of his son, Mohammad Bin Salman, as crown prince is taking the country into an unprecedented lineal phase where the previous horizontal balance between the sons of Ibn Saud is being replaced by a new Salman dynasty-in-the-making.

Combined with the assertiveness and risk-taking that King Salman has shown in going to war in Yemen, this mutating scene explains why Riyadh increasingly harbored little tolerance for the dissonance Doha was bringing into its symphony gearing up. The June 5 break was therefore a combination of a Saudi desire to **flex muscles** at a key moment in the history of the new leadership, (re)establishing its dominion fully, **bring order** in GCC ranks under its leadership, but also **the opening salvo of a new, younger and less introspective Saudi Arabia.**

Secondly, **Qatar has alienated too many parties.** The current crisis took Doha by surprise and indeed shock. It should not have. As the small emirate launched its globally-oriented project in the mid-2000s, it had already ruffled quite some feathers throughout the region when it had launched Al Jazeera in 1997. For all the current criticism of its ambiguity and lack of coverage of the Bahrain uprising in the same manner as it did other revolts, it is worth remembering that the news channel was, however, importantly a welcome breath of fresh air in an Arab world saturated by information censorship and self-censorship. Qatar then turned that first regional revolution into a much-more ambitious plan to brand its country globally, and that is when things become complicated. **What we are observing now is a political market correction-like phenomenon** whereby – above and beyond the

noted Saudi dimension and the engagement with Iran – all those that had invested in Qatar and failed to see returns and follow up on the part of the increasingly all-over-the-place Qatars are now considering that comeuppance as long coming, and in their view warranted. In addition, upon replacing his father in 2013, the new emir of Qatar lacked the gravitas of his father, the deposed Hamad bin Khalifa al Thani. In large ways, the current crisis also boils down ultimately to **a generational issue and the personal enmity and contest now playing out** between Saudi Arabia's fast-rising 31-year-old Crown Prince Mohammad bin Salman (supported by the United Arab Emirates' Crown Prince Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan) vs. 37-year old Qatari Emir Tamim bin Hamid al Thani.

Finally, and as also witnessed during President Donald Trump's visit to Europe, **the United States has become a force for instability for its own allies**. It is no surprise that the crisis between Saudi Arabia and Qatar erupted two weeks after the visit by the US president. For the Saudis, the timing was what it was all about. As they basked in their lavish welcoming of President Trump – at the occasion of his first presidential trip abroad too – closing the sequence on the aggravating Obama years and planting this reactivating of their alliance with Washington in the face of Tehran, **the last thing the Saudis could tolerate was a member of their regional brethren raining on their parade**. Instead, however, of attempting to bring the tension down between Riyadh and Doha, defusing the crisis or indeed brokering a mediation between two of its key allies, **President Trump chose sides and inflamed the crisis**. In effect going along the most powerful of the two countries – while nonetheless simultaneously indirectly accusing Qatar of terrorism and selling it weapons within days – the Trump administration confirmed a pattern rising whereby **the naked pursuit of its immediate interest is done at the explicit expense of any other considerations**.

Qatar gambled but so did Saudi Arabia. And as is the US under Donald Trump doing. All three can end up losing.

Photo: The Red Room, Twin Peaks, © ABC, 1990.

(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/05/etat-de-stase-en-palestine/>)

État de Stase en Palestine (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/05/etat-de-stase-en-palestine/>)

5 juin 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/06/05/etat-de-stase-en-palestine/>)



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2017/06/Palestine-maybe.jpg>)

Il y a cinquante ans, le 5 juin 1967, Israël lançait une série d'attaques militaires aériennes et terrestres au terme desquelles, au soir du 10 juin, le pays avait défait les armées arabes pris contrôle de la Bande de Gaza palestinienne, la péninsule du Sinaï égyptienne, le plateau

du Golan syrien, la Cisjordanie ainsi que Jérusalem-Est. L'échec (*naksa*) traumatisant que représenta cette défaite pour le camp arabe venait marquer **le point d'orgue d'une séquence entamée avec la catastrophe (*nakba*) de 1948**, près de vingt ans durant lesquelles les hostilités fondatrices n'avaient jamais cessé. Les lignes forces d'un conflit immuable se mettaient désormais en place. **À la suite de « 1967 », la question palestinienne** prend une nouvelle ampleur et **s'assoit dans une configuration durable, forme de pourrissement congelé et d'état de fait cancéreux qui persiste un demi-siècle plus tard.**

Le coup de force d'Israël cet été de 1967 ouvre une période qui est à la fois la confirmation, qu'après 1948 et 1956, les Palestiniens ont perdu l'essentiel de la Palestine et leurs « frères » arabes ont été incapables de retourner la situation militairement en leur faveur. **Israël fait et gagne le pari de défier la communauté internationale** en refusant de se soumettre aux injonctions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui lui intime de revenir au statu-quo ante. Adoptée en novembre 1967, à l'initiative de la Grande-Bretagne et votée à l'unanimité, la résolution 242 exige ainsi un retrait des « territoires occupés lors du récent conflit », soit 70.000 km². Le blackboulage d'Israël et le soutien dont l'État bénéficie notamment de la part des États-Unis, et plus largement en Occident, marque **la naissance de ce qui sera vécu de façon fataliste et invariablement depuis lors comme « l'impasse » de la question palestinienne.**

Ni une nouvelle guerre en octobre 1973 qui met à mal Israël plus que lors des trois autres engagements précédents, ni les accords de paix avec l'Égypte en septembre 1978 qui règlent en partie la question du Sinaï, ni la reconnaissance par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de la résolution 242 en novembre 1988 acceptant ainsi de facto Israël

dans ses frontières depuis 1949, ni le processus de paix des accords d'Oslo signés entre Israël et l'OLP en septembre 1993 et encore moins les deux Intifadas palestiniennes en 1987-1993 et 2000-2005 ou les invasions de Gaza (évacuée en 2005 mais encore assiégée) par l'armée israélienne en 2008, 2011, 2012 et 2014 ne vont changer la donne et la nature structurelle de cette impasse.

Au vrai, 1967 aura redéfini les paramètres de ce qui était encore historiquement à ce stade un conflit fluide et ouvert avec une possibilité de règlement d'une façon ou d'une autre et ou à la fois la guerre classique et la diplomatie encore conséquente demeuraient les vecteurs essentiels. **La nature du (non)règlement de la guerre d'il y a cinquante ans redistribue les cartes en invitant une normalisation négative et, de fait, un état de stase persistant** et bénéficiant avant tout à l'occupant israélien. L'échec des armées arabes et de la guérilla palestinienne donne pourtant initialement, à cette occasion, naissance à des transformations importantes, notamment la première campagne de violence politique transnationale où le conflit palestinien s'invite au cœur des capitales européennes – de Munich 1972 à Paris 1986. L'exode palestinien au Liban contribue de façon considérable à la guerre civile qui frappe ce pays de 1975 à 1990. Les populations et militants arabes se mobilisent au nom de la cause palestinienne et la société israélienne vit annuellement au rythme des soubresauts de cette et unique question.

Aujourd'hui, **un demi-siècle plus tard, la question palestinienne** – alors même qu'elle demeure la clef de voûte d'une architecture de paix durable au Moyen-Orient – **se joue au ralenti dans le background de l'actualité internationale et dans une indifférence ambiante**. La guerre puis l'embargo en Irak durant les années 1990 entament un mouvement ou le dossier passe graduellement au second plan, ce que vient confirmer le 11 Septembre et la période sécuritaire qu'il ouvre. Le printemps arabe de 2011 bouleverse l'ensemble de l'ordre du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, mais ne prête à la Palestine que peu d'attention. Au final, les intérêts géostratégiques des puissances mondiales sont désormais centrés sur la Syrie, l'Irak et la question du terrorisme, et les puissances régionales autrefois porte-voix de la Palestine, telle l'Arabie Saoudite et l'Iran, sont à couteaux tirés empêtrés dans des guerres par procuration au Yémen, ou, à l'image de la Libye ou l'Égypte, en chute libre interne. Si un regain d'intérêt et d'activisme sur la question de la Palestine est perceptible, il l'est d'ailleurs plus au-delà de la région arabe au niveau d'une nouvelle génération mondiale, notamment européenne et sud-américaine.

Durant ces cinq décennies pourtant depuis l'annexion de juin 1967, l'injustice a été grandissante en Palestine. Les crimes perpétrés par les autorités israéliennes se sont multipliés. La politique du fait accompli a été institutionnalisée. Les dépossessions se sont accrues. Le malheur des familles s'est joué sans fin. Et la colonisation illégale des territoires

occupés s'est intensifiée. L'instauration de l'état de fait en 1967 aura ainsi été l'une des premières grandes rationalisations et tolérance contemporaines de l'illégalité à grande échelle – d'autres suivront, telle notamment l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 – et c'est en cette démission collective que sont logées les mécaniques non pas de l'ombre mais de normalisation de l'anormal au vu et su de tous.

Illustration : *Visit Palestine*, © Franz Krausz, Tourist Development Association of Palestine, 1936.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : septembre 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/09/03/geopolitique-du-nouveau-racisme/>)

Géopolitique du Nouveau Racisme (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/09/03/geopolitique-du-nouveau-racisme/>)

 3 septembre 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/09/03/geopolitique-du-nouveau-racisme/>)

Parmi les militants néo-nazis lors de la manifestation à Charlottesville en Virginie aux États-Unis le 12 août dernier, certains portaient des portraits du président syrien Bachar al-Assad. D'autres, parmi ces mêmes militants d'extrême-droite, dont l'un des promoteurs de l'événement, arboraient (comme l'a remarqué un survivant d'Auschwitz) des tee-shirts avec en photo Corneliu Zelea Codreanu, fondateur en 1923 du mouvement fasciste roumain, la Légion de l'Archange Michel, puis du parti politique la Garde de Fer prônant un régime totalitaire et antisémite en Roumanie. Tout à sa nature spectaculaire et à l'attaque

terroriste à la voiture-bélier qui tua une femme ce jour, cet épisode révélait en réalité logiquement un peu plus la nature d'**une importante, nouvelle et hybride dynamique émergente suivant laquelle le racisme au Nord s'allie de plus en plus à l'autoritarisme au Sud**, au nom de l'ordre, de la protection de l'identité ancestrale (quelle qu'elle soit) et de la sécurité.

Circonscrire cette dynamique aux remous créés, aux États-Unis et à travers le monde, par l'élection de Donald Trump serait faire fausse route. L'homme d'affaires et présentateur d'émission télévisée a certes ouvert les vannes de divisions sociétales sans précédent à ce niveau de l'exécutif américain. Selon le Southern Poverty Law Center, il y a eu, à titre d'exemple, 1.094 incidents racistes aux États-Unis durant les trente-quatre premiers jours de la présidence Trump. Ce qui a suivi – de l'interdiction d'entrée sur le territoire d'individus sur la base de leur religion en janvier à la défense de manifestants portants des drapeaux nazis et scandant des slogans antisémites en août – a confirmé l'orientation assumée de cette présidence. **Beaucoup, en Europe démocratique et au Moyen-Orient objet de cette discrimination, n'ont pas voulu voir ce racisme pour ce qu'il était et l'on souvent rationalisé.**

Le refus du président Trump de condamner les attaques terroristes contre des Musulmans cette année (au Québec le 30 janvier, à Londres le 19 juin), dont des attaques sur le sol américain contre des citoyens américains (à Portland dans l'Oregon le 26 mai et à Fairfax en Virginie le 19 juin) ou son tweet relatant, afin de l'exemplifier, la fausse histoire de la manière dont, selon lui, le Général américain John Pershing aurait mis fin en 1908 au soulèvement des rebelles Moro aux Philippines durant l'occupation américaine – en les exterminant à coup de balles trempées dans du sang de cochon – indiquent, à nouveau sans nulle ambiguïté, le positionnement du chef de l'État de la démocratie américaine.

Pour autant, **la transformation en cours est plus profonde comme elle transcende le facteur Trump**. L'instrumentalisation de conflits externes à des fins locales a une longue histoire. Au Nord comme au Sud, les extrémistes de tous bords ont régulièrement nourri leur opposition à l'ennemi interne en le liant à quelque parti extérieur, en temps de crise ou en temps de pourrissement démocratique. Dans la phase actuelle, néanmoins, on a vu apparaître une nouvelle **puissance politique du racisme ou la rhétorique de xénophobie se dédouble d'un contenu oppressif afin de le normaliser comme agenda dominant, au nom de l'expression de la liberté et en modulant toujours la séduction de l'ordre**. Par le biais d'appels du pied de plus en plus explicites de la part d'élus en démocraties ou d'autocrates jouant parfaitement la partition moi-ou-le-chaos-terroriste-et-islamiste, la démesure, la simplification et le populisme ont pris le dessus de la géopolitique mondiale au cours des deux dernières décennies. Mais le paradoxe est là que ce politique,

comme toujours, est bien local et le défunt historien Tzvetan Todorov notait à ce sujet que « *la démocratie secrète en elle-même des forces qui la menacent, et la nouveauté de notre temps est ces forces sont supérieures à celles qui l'attaquent du dehors. Les combattre et les neutraliser est d'autant plus difficile qu'elles se réclament à leur tour de l'esprit démocratique et possèdent donc les apparences de la légitimité* ».

Nous sommes donc à cette croisée de chemins entrecroisés. Il y a cent ans était entamée une séquence historique qui allait déterminer la nature politique majeure du siècle dernier à savoir un double mouvement de décolonisation et de lutte entre les régimes totalitaires et les régimes démocratiques. À la fin du siècle, cette séquence semblait close et les valeurs qui en étaient nées furent consacrées et institutionnalisées durant les années 1990 – sécurité humaine, démocratisation, droits de l'homme, environnement, genre, population, bonne gouvernance – objets d'un projet mondial commun. Aujourd'hui, **les avancées des trente dernières années sont remises en cause à la fois par un pourrissement au Nord et par une impossibilité à dépasser l'autoritarisme au Sud, avec la nouveauté que ces deux insidieuses dynamiques se donnent la main** se renforçant ainsi. À tel point que, comme le notent le sociologue Zygmunt Bauman et le politologue Leonidas Donskis dans leur récent ouvrage, « *le monde n'a probablement jamais été si inondé de croyances fatalistes et déterministes* ». Et cette trompeuse disposition (celle des époques d'ignorances) fait le lit néo-médiévalo-libéral du désenchantement en cours de la démocratie.

Aussi, **la libération de la parole raciste que l'on observe désormais partout génère une dédramatisation de la question de la haine de l'autre**, et partant la normalisation de la discrimination, toujours au nom de la lutte pour la sécurité et donc ceux qui, ailleurs, sont présentés comme des alliés de cette sécurité avec comme premiers bénéficiaires les régimes autoritaristes au Moyen-Orient. Comprendons alors que **l'escalade islamophobe, le regain judéophobe et la réactivation du racisme anti-noir sont liés**. Très précisément, l'islamophobie depuis le 11 Septembre a mené à un regain de l'antisémitisme durant les années 2000 (en France notamment) et une réactivation du racisme anti-noir durant les années 2010 (à des niveaux aux États-Unis jamais observés depuis les années 1970). Les terreaux qui ont connu ces heures sombres et qui avaient œuvré longtemps à éviter un retour de ceci ont vu – en Allemagne (PEGIDA), en France (le Front National) – de nombreux épisodes au cours de cette décennie ou des populistes ont nonchalamment fait écho aux discours de haine et de stigmatisation fermant l'espace entre eux et la « poigne » des « hommes forts » de quelque autocratie du Sud.

Et la mécanique de l'ailleurs désormais impliqué se joue sur ces deux modes ; l'ennemi de mon ennemi est mon allié et le moindre mal de l'autoritarisme est une protection contre

les hordes barbares. Si, en Syrie, Assad a pu si aisément instrumentaliser la menace de l'État islamique, c'est bien grâce à cette imbrication simpliste. **Comme toujours lorsqu'il s'agit d'éthique et de responsabilité, la couardise et l'apathie face à l'injustice sont néanmoins ce de quoi se nourrissent nos monstres auto-produits lorsque la raison s'endort.**

Illustration : Francisco Goya, *El Sueño de la Razón Produce Monstruos*, 1799.

A PROPOS DE CE BLOG

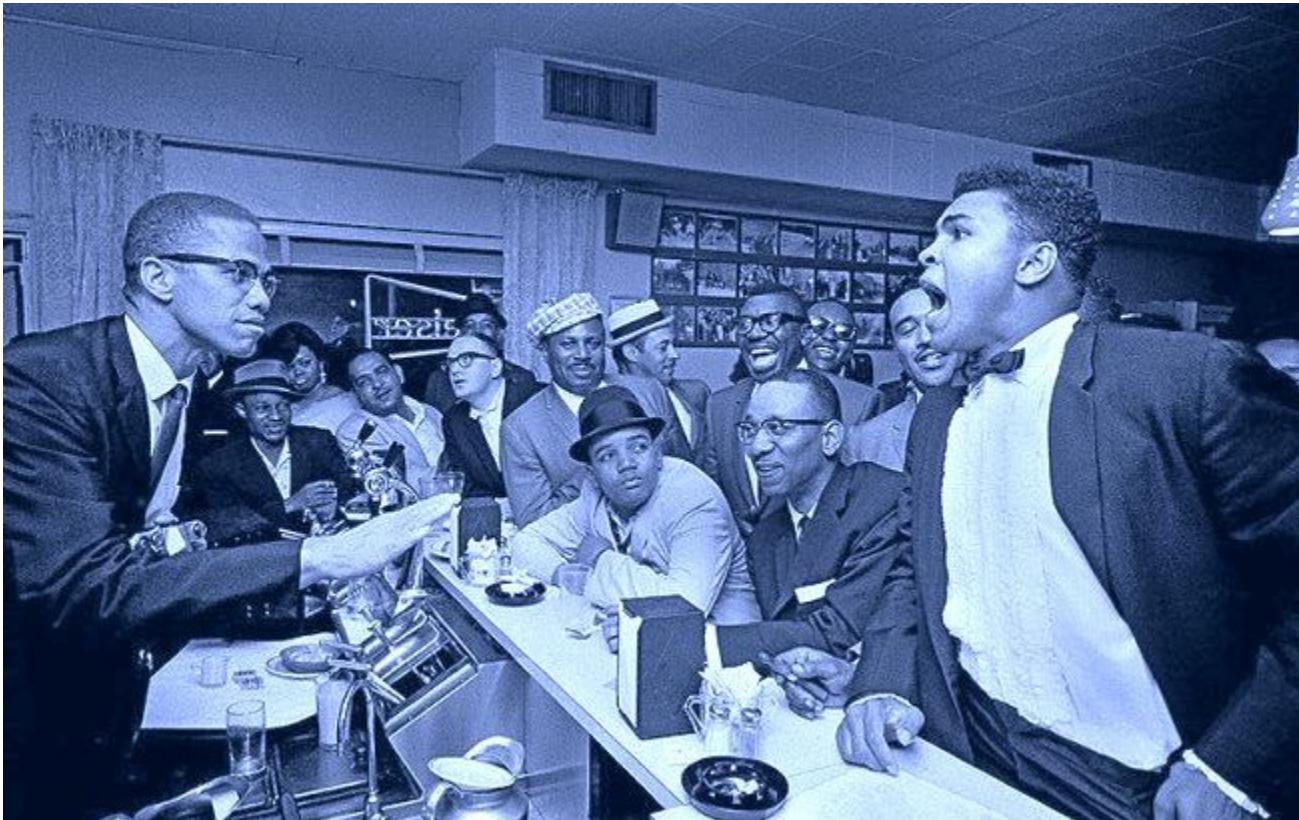


Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : octobre 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/10/27/the-case-for-counter-colonialism/>)

The Case for Counter-Colonialism (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/10/27/the-case-for-counter-colonialism/>)

 27 octobre 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/10/27/the-case-for-counter-colonialism/>)

The publication in September 2017 – in the *Third World Quarterly* of all places – **of an academic article making an explicit and unambiguous case for colonialism should not have come as a surprise.** Above and beyond the article's factual inaccuracies

(<http://sootyempirc.blogspot.ch/2017/09/on-case-for-colonialism.html>) and in spite of its subsequent formal withdrawal (<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01436597.2017.1369037>), and the resignations (<https://www.opendemocracy.net/simon-dawes-co-signatories/open-letter-to-third-world-quarterly-on-publication-of-case-for-colonialism>) and discussions (<http://africasacountry.com/2017/09/the-third-world-quarterly->

debacle/) it has triggered, the unapologetic emergence of such reasoning is an important sign of the times as well as an indicator of the ongoing ‘back to the future’ evolution of contemporary international relations.

Well before this article called for a reconsideration of colonialism and its allegedly benign ways, argued to be an experience “objectively beneficial and subjectively legitimate in most of the places where it was found”, and a reappraisal of its effects, argued to be “better governance than the indigenous alternative”, **the path had been undertaken towards a re-introduction of such a line of thought**. If, in 1988, *le devoir d'ingérence* was not so straightforwardly dispossessive (given its protective mission) and if its humanitarian drive was admittedly more than a cloak, the materialization of that concept near-simultaneously with the end of the Cold War was nonetheless indicative of a moment where the gaze on the South was re-opened for debate and military action soon to follow with a series of interventions. In the original article ‘The End of History’ published by *The National Interest* in the summer of 1989, Francis Fukuyama had written – in the name of a *universalizing* ideology... – that “For our purposes, it matters very little what strange thoughts occur to people in Albania or Burkina Faso, for we are interested in what one could in some sense call the common ideological heritage of mankind”. Four years later, in a self-explanatorily titled essay in *The New York Times Magazine*, “Colonialism’s Back and Not A Moment Too Soon”, Paul Johnson heralded the current calls for recolonization stating that “There simply is no alternative in nations where governments have crumbled and the most basic conditions for civilized life have disappeared.” And in the aftermath of 9/11, Paul Johnson again comes back to offer a solution in an essay, this time in *The Wall Street Journal*, pithily dubbed “The Answer to Terrorism? Colonialism”.

Over the past fifteen years, we have failed to see **the steady cementing and insidious democratizing of such a mindset**. With each new terrorism incident in the Middle East, armed conflict in Sub-Saharan Africa or humanitarian crisis south of the Mediterranean, rationalization of disciplining these ‘savage’ lands increased, actors voicing them gained political footing and opposition to the once-unsayable remained weak, peripheral or altogether absent. At a time when, today, mere facts have become disputed, ‘rethinking of the past’ and use of ‘realistic measures’ and ‘data’ to gauge what colonialism *really* was must be identified for what they are, namely but proto-intellectual artifices allowing for an actual misrepresentation of a known, unforgettable and indeed unspinnable history (<http://www.fayard.fr/le-livre-noir-du-colonialisme-9782818501092>). **So let us restate that indelible history of colonialism: industrial scale violence** (http://www.hurstpublishers.com/book/colonial-violence/?mc_cid=f1e1cc04fb&mc_eid=fbf860109f), **extermination, mass killing, brutal massacre, organized theft,**

systemic rape, pain and suffering for millions of people across continents.

The debrutalisation of colonialism partakes of a current logic of imagining of new ways of dispossession. The invisibility of these new ways logically invites a repackaging of history to the point indeed that an event of the magnitude of colonialism can be represented in such eminently de-historicized ways. ‘Forgetting’, ‘moving beyond’, ‘re-contextualizing’, ‘seeing the benefits of’ and indeed reconsidering the pressure that colonialism (and current migration) has had on developed nations are features of a strategic, blaming-the-victim *dépassement* meant not so much to treat wounds but, as it were, open the way to re-codified patterns of asymmetrical interaction. As a number of industrialized societies have come to continuously experience a lasting economic crisis, which plateaued since the late 1990s and deepened ten years later, the corollary social crisis they witnessed has by now – another decade later – spelled, in widening populist circles, explicit choices calling for a divorce from the norms and global standards that had been introduced or pursued more vigorously in the wake of the Cold War (human rights, democratization, good governance and human security).

This is our current early twentieth century history, the one that will be examined fifty years from now. In effect, the moment the illegal and illegitimate 2003 invasion of Iraq and its crimes were tolerated by the same international community that invaded Ivory Coast for an electoral dispute and that the practice of extraterritorial drone (<http://blogs.lse.ac.uk/lsereviewofbooks/2016/05/13/the-long-read-a-theory-of-the-drone-by-gregoire-chamayou/>) killing was born as a non-debate, we stepped into a new phase where the drivers of colonial force could in time be reintroduced. International affairs are thus in effect at this key juncture. They stand at the crossroads of a dynamic scene in which the repositioning of major powers in the United States (<https://www.vox.com/2016/3/1/11127424/trump-authoritarianism>) and in Russia (<http://theglobalstate.com/main-current-events/putins-new-authoritarian-russia/>) towards authoritarian dynamics at home and abroad are but single features amidst many uncertainties including now such calls for the return of colonialism.

And so, beyond recent calls for *decolonizing* international relations (<https://rowman.com/ISBN/9780742540248/Decolonizing-International-Relations>), *decolonizing* law (<http://www.cambridge.org/gb/academic/subjects/law/public-international-law/decolonising-international-law-development-economic-growth-and-politics-universality?format=HB>) and *decolonizing* war (<https://www.cambridge.org/core/journals/european-journal-of-international-security/article/decolonising-war/16DF294ED778D591142A389160BB3759>), **the critique logic and the emancipation one of post-colonialism are therefore no longer sufficient.** The current neo-fascistic

tendencies observed across the globe and the deepening of an unrestrained usage of force necessitates not merely wits in the face of ethical trickery but the formulation of a *contra* logic that aims at preventing the return to a history that allowed for colonialism to be seen as a positive thing. What Aimé Césaire, Frantz Fanon (<https://www.lrb.co.uk/v39/n02/adam-shatz/where-life-is-seized>) , Albert Memmi and Edward Said had identified as a process of alienation and dispossession in the South (and in the North) must be updated with **a sort of post-post-colonialism that moves beyond denunciation towards an intellectually-empowering and agency-driven counter-colonialism.** Calls by Achille Mbembe (<http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14616742.2013.841563>) to come out of the 'great night' and by Hamid Dabashi (<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/moral-paralysis-american-academia-170928091638481.html>) to re-own knowledge were the necessary anti-chamber for a historical phase that is now upon us with far more urgency. For colonialism and decolonization are increasingly looking not so much as a linear story that eroded inevitably in the face of ethical epiphanies in the 1950s but as a potentially cyclical seductive narrative that necessitates our ability to see and name the new forms it may take to keep it at bay.

Photo: Malcolm X and Muhammad Ali, March 1964, © Bob Gommel

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : décembre 2017



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/12/27/cabanes-en-rondins-moyen-orientales/>)

Cabanes en rondins moyen-orientales (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/12/27/cabanes-en-rondins-moyen-orientales/>)

 27 décembre 2017 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2017/12/27/cabanes-en-rondins-moyen-orientales/>)

Dans *El Angel Exterminador* (1962), Luis Buñuel met en scène un groupe de bourgeois mexicains qui, après un somptueux dîner festif, sont inexplicablement incapables de quitter la villa de leurs hôtes. Les jours passent et les convives demeurent – sans même s'en rendre compte ni trouver ceci anormal – dans la même situation, s'y adaptant alors même que leurs mœurs dégénèrent petit à petit. À l'image de l'allégorie surréaliste de Buñuel sur l'impuissance auto-produite et la turpitude naissante (ou révélée), **le Moyen-Orient en cette fin de 2017 s'est installé dans la normalisation de la dystrophie**, s'en accommodant nonchalamment, produisant et reproduisant une dangereuse amnésie, au-

delà de sa traditionnelle conflictualité.

Présents-absents au cœur même d'une des phases les plus intenses de leur récente histoire, les acteurs de la région – toutes couches confondues, toutes orientations mêlées – semblent aujourd'hui perceptiblement animés moins par une compréhensible démission face à l'énormité et la complexité des défis sociaux, économiques et politiques à résoudre que par une **anomie teintée de démission** et quelque peu plus coupable.

Au cœur de cette irresponsable cécité, **quatre vraies-fausses histoires se sont jouées cette année sur le mode trompeur de l'annonce de la résolution**. Loin pourtant de la clôture mise en avant dans par les différents *storytellers*, ces fragiles cabanes en rondins sont en dépit des apparences, malgré l'emphase politique et au-delà de l'impatience médiatique plus proches d'un embrasement à venir que de la protection du gît fini et debout.

L'État islamique a été vaincu.

Le groupe armé a perdu les villes qu'il tenait en Irak et en Syrie depuis 2014, mais il demeure une entité martiale importante dont la nature intrinsèquement évolutive fait que ses récents insuccès sont à relativiser. Comme il l'avait fait après janvier 2007, lorsqu'on le donnait fini face à la reconquête américaine dite « The Surge » et comme il l'avait, à nouveau fait après la mort du leader d'Al Qaida, Oussama Ben Laden, en mai 2011, **l'État islamique réapparaîtra fort probablement à nouveau sous d'autres oripeaux** et, ses dernières mutations le laissent poindre, vers d'autres horizons au-delà du Levant. Le legs de l'influence du groupe sur son environnement est ce qu'il faut savoir scruter et décoder. Ce faisant, apparaissent des patterns révélant une grammaire sécuritaire transformée au-delà de la binaire logique victoire-défaite. Ainsi, aujourd'hui, les régimes de la région font appel (<http://foreignpolicy.com/2017/12/21/deep-pockets-deep-cover-the-uae-is-paying-ex-cia-officers-to-build-a-spy-empire-in-the-gulf/>) à des entreprises privées pour gérer non pas simplement leurs services de sécurité mais, désormais, leurs propres guerres ; paradoxalement miroir de ces entités non-étatiques qu'ils combattent.

Le régime syrien a remporté la guerre civile.

Le conflit armé persiste dans toute sa complexité, son hybridité et son irrésolution. Le contrôle que le président syrien a pu prendre sur certaines zones reprises aux rebelles est moindre que ce qu'il a au total perdu depuis l'entame de la guerre en 2011. De manière plus conséquente, **cet aléatoire contrôle est principalement le fait d'acteurs étrangers** – armée russe, milices iraniennes, groupe armé libanais et de facto soutien américain – ayant tous leur propre logique fluctuante. L'opposition syrienne a indéniablement été son propre pire ennemi et il sera difficile au front anti-Assad de se reconstituer de façon à

obtenir gain de cause. Pour autant, ce jeu d'échec s'est inscrit dans la durée et donner victoire à Bachar al Assad à ce stade serait prématuré alors que nul scénario politique viable ne se dessine.

L'Arabie Saoudite change.

L'extraordinaire capacité des grands médias occidentaux à rationaliser l'autoritarisme arabe lorsqu'il fonctionne dans l'intérêt de l'Occident – c'est-à-dire toujours – réserve dans son répertoire (<https://www.nytimes.com/2017/12/23/world/middleeast/saudi-arabia-photos-women-gender.html>) une place de choix au couplet « réforme » sur le mode « coup de jeune » et « lutte contre la corruption ». Se gargarisant de phénomènes, certes nouveaux mais secondaires, les observateurs de l'évolution en cours au Golfe et notamment en Arabie Saoudite manquent noter le constat suivant : **trois importants paris pris pas Riyad n'ont pas encore payé**. Au Yémen, la *blitzkrieg* punitive envisagée en mars 2015 a tourné casaque avec une guerre larvée et des groupes armés qui envoient désormais des missiles sur les villes saoudiennes, conflit doublée d'une crise humanitaire sans précédent dans la région. Avec le Qatar, le bras de fer persiste et le petit émirat cousin s'organise et s'accorde d'une mise à l'écart qui est allée trop loin, trop vite. Enfin, la kafkaesque (<https://www.nytimes.com/2017/12/24/world/middleeast/saudi-arabia-saad-hariri-mohammed-bin-salman-lebanon.html>) séquestration du premier ministre libanais a été contre-productive raffermisant trop facilement les rangs des adversaires du royaume au Liban et dans la région.

L'administration Trump a changé la donne dans la région.

« Je ne vois pas de méthode » répond le capitaine Willard à un Colonel Kurtz l'interrogeant sur le chaos ambiant sur lequel il préside à la fin d'*Apocalypse Now*, et ceci pourrait être une manière d'appréhender la tweetesque (<https://thinkprogress.org/trumps-worst-tweets-706ab04ab3b8/>) improvisation trumpienne. Ce serait faire fausse route. Le danger (éthique) du président américain est que son (indécente) méthode est bel et bien pensée. Partant, on peut donc l'évaluer sur ce flanc un an après l'entame du mandat de l'intéressé et conclure, non pas au fait qu'il ait « changé le Moyen-Orient (<http://edition.cnn.com/2017/12/24/middleeast/ben-wedeman-year-in-review-intl/index.html>) », mais de façon plus clinique à **la chute continue de l'influence stratégique américaine au Moyen-Orient**. Ainsi, la Russie a renforcé son jeu dans la région, notamment sur le dossier syrien. Au-delà de la donne militaire, le président Vladimir Putin a opéré une OPA sur le processus diplomatique. Avançant dans un premier temps à la périphérie avec un processus parallèle à Astana en février, il a, dans un deuxième temps, déployé son influence sur les négociations à Genève plus frontalement en décembre. Et si Washington et Riyad, on en conviendra, semblent plus proches, il s'agit plus d'affinités personnelles entre les dirigeants

que d'un alignement d'intérêts nationaux qui peuvent demeurer différents, comme on l'a vu sur la question de Jérusalem.

Au final, **bercée d'illusions, 2017 aura été une étrange année au Moyen-Orient**. De guerre lasse, une partie de sa population est revenue à la léthargie pré-printemps arabe qui avait si longtemps été source d'obstacles, acceptant, en Égypte notamment, le retour de l'État policier (signe des temps s'il en est, la station de métro cairote autrefois nommée « Moubarak » a officiellement retrouvé son nom qui avait été changé à la suite des soulèvements de 2011). Aveuglée par la prestidigitation du faux modèle de puissance néo-libérale déroulé *in-your-face* par Washington, une autre partie s'est vue plus *branding* que changement réel, aboutissant à la division en son propre sein.

Photo : The Last Temptation of Christ, Martin Scorsese © Universal, 1988

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur

d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



ARTICLES RÉCENTS

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

COMMENTAIRES RÉCENTS

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : mai 2018



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/05/09/channeling-empire/>)

Channeling Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/05/09/channeling-empire/>)

 9 mai 2018 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/05/09/channeling-empire/>)

There are two stories about the rise of a new political moment in the Gulf.

The front-and-center one of a new generation cleaning house, introducing reforms, and taking the area forward is the easy one. Peddled both by the new regimes and allies abroad, notably in the White House, albeit with a twist (<https://www.newyorker.com/magazine/2018/04/09/a-saudi-princes-quest-to-remake-the-middle-east>), this is, however, a familiar story in the Middle East and North Africa. Since the 1930s, as the region's new states embarked on fledgling and still elusive state-building processes, conservative Arab rulers directly or indirectly serving the interests of the West more than those of their societies have regularly enjoyed Western political, journalistic, and at times civil society and indeed popular support. **The list is long of autocratic monarchs, presidents and leaders**

who have been dubbed ‘reformers’, ‘visionaries’, ‘builders’, ‘fathers of’, and ‘modernizers’, and awarded the red carpet treatment (<http://carnegieeurope.eu/strategiceurope/60260?lang=en>) – as long, that is, as the terms of the clientelist deal were clearly understood on both sides.

From King Faisal II of Iraq visiting Hollywood in 1952 to King Abdullah II of Jordan doing the same in 1995 (and treated with a cameo (<https://www.youtube.com/watch?v=Kmut6FJ1d4M>) in the television series *Star Trek*), by way of the Shah of Iran and Egypt’s Anwar Sadat to Bashar al Assad regarded as heir to the new Syria in 2000 (the law was changed following a thirty-minute parliamentary ‘debate’ to lower the constitutional requirement from the age of 40 to his exact 34 in order to allow him to follow in the footsteps of his father Hafez al Assad). **Contradiction was never an issue and amnesia always at the ready**, if, for instance, Libya’s Muammar Gaddafi was financially needed in the globalizing liberal economy of the late 2000s and could then be allowed to set tent in Paris and was visited repeatedly by London’s Tony Blair.

Until now, Saudi Arabia was a partial exception to this dynamic, whereby **cheering media profiling** (courtesy of creative public relations agencies) **could turn heads of nepotistic regimes into ‘security partners’** merely on the idea that they were needed as ‘moderate’ (a coded political term, if ever there was one) and ‘friendly’ Arab regimes. The urgency of the context always lent itself to such contortions – Suez crisis, oil crises, Israel’s defense, Gulf War, Iraq War, War on Terror, Arab Spring or Syrian conflict. The shared structure of Saudi dynastic power had made it difficult, or simply unnecessary, to champion such larger-than-life figure. To be certain, the reflex was always there however. And so, if **today, New Yorkers can buy a *Vanity Fair*-like glossy magazine entitled *The New Kingdom*** with headlines such as “Our Closest Middle East Ally Destroying Terrorism” and “Improving Lives of His People and Hopes for Peace”, it is because already in June 1960, the *New York Times* was writing that “Saud Champions Reform” noting that “In his efforts to assert authority, King Saud has increasingly assumed the role of liberal champion of constitutional reform”. Or yet again, featuring in its December 19, 1963 edition, an article entitled “Faisal Bolsters Saudi Monarchy – Prince’s reforms said to Give Regime New Life”.

The lily-white MBS story is therefore merely more of the historical same. (In the same spirit that, overnight, Liverpool soccer player Mohamed Salah becomes “Mo”, the acronymization partakes of a logic of cultural re-appropriation.) The political novelty in the Gulf lies elsewhere in a second story at play. More pernicious and politically consequential, this is the paradoxical story of the innovative ways by which **a new generation of rising leaders in the region have adopted and are introducing the very language of imperial power they had been subject to.**

Growing up amidst über-marketing, ubiquitous branding, and the globalized language of neo-imperial hubris; acting as platinum-level clients to its consumerist twists and turns; privately dismissive of the dogmas of their culture and traditions; and considering that there are no longer regional political red lines, *these new actors are in effect channeling empire*. Witness how opposition to the Trump administration's decision to consider Jerusalem the capital of Israel came not from regional leaders but from civil movements round the world, including many European youth and American civil rights intellectuals (https://www.democracynow.org/2016/3/28/freedom_is_a_constant_struggle_angela). Egypt's Abdelfattah al Sisi's government reportedly (<https://www.nytimes.com/2018/01/06/world/middleeast/egypt-jerusalem-talk-shows.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news>) instructed the media it controls to support Trump's decision on moving the US embassy from Tel Aviv to Jerusalem.

Adopting the features of great powers they once regarded as the external source of their trouble, this new generation finds itself inserting imported techniques of control in its very midst and by its own volition. Interventionist wars are launched in the name of combating terrorism, delivering Operation Desert Storm-like briefings, and using the same corporate military imagery and phraseology of "decimating rebels". George W. Bush-style ultimata and lists of conditions are issued to neighbors and former partners. Distancing devices from genuine reform are used cosmetically to maintain power and appear to restructure systems in the name of 'fighting corruption' and 'expanding' citizens' rights. All while the susurrating words of 'youth' and 'change' are echoed praisingly across the mainstream Western media.

That a US official of the profile and character of **Donald Trump allegedly boasts** (<http://www.aljazeera.com/news/2018/01/put-man-top-trump-mbs-book-claims-180105124054629.html>) to have managed to set up his own man in Saudi Arabia should give us pause. It may, however, well be that the imperial game has now been disseminated beyond such Trumpian self-serving boasting and is from hereon played more problematically with equal dispossessive aplomb in the North and in the South.

Illustration: Hergé, Tintin au Pays de l'Or Noir, Éditions Casterman, 1951.



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : juillet 2018



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/07/23/le-retour-du-racisme/>)

Le Retour du Racisme (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/07/23/le-retour-du-racisme/>)

 23 juillet 2018 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/07/23/le-retour-du-racisme/>)

« *Qu'est-ce que l'Histoire et où a-t-elle lieu ?* », s'interroge Sebastian Haffner dans son manuscrit inachevé *Defying Hitler* rédigé en 1939. « *L'histoire nous enseigne, mais n'a pas d'élèves* », répondait Antonio Gramsci vingt ans plus tôt. Surjoué par les médias, et dans le droit-fil de cette présence-absence de l'Histoire, le multiculturalisme qui a présidé aux noces du prince Harry et de l'actrice Meghan Markle en mai 2018 donnerait à croire que l'ouverture de la famille royale britannique à d'autres cultures est un signe d'une époque de progrès racial, de même que le serait l'accueil fait par la France à son équipe de football championne du monde en juillet suivant, une formation composée en grande majorité d'enfants d'immigrés africains. Il n'en est malheureusement rien et, de par le monde, **le racisme et la discrimination raciale font un retour spectaculaire**. Celui-ci faisant autant

écho à d'anciennes formes d'inégalités que dénotant une certaine continuité, l'on serait fondé à s'interroger : **le racisme nous a-t-il jamais réellement quitté ?**

Cette épiphanie – qui fait désormais palpablement ressembler les années 2010 aux années 1970, autre grande décennie de tensions raciales et d'affrontements identitaires – s'impose de façon persistante principalement en raison d'une fausse vision de progrès continu et d'avancement linéaire et cumulatif de tolérance au sein des sociétés. Ce récit anhistorique est en réalité un grand mythe contemporain et, si à l'évidence des progrès substantiels ont eu lieu ici et là (la campagne internationale pour mettre fin à l'apartheid sud-africain, notamment), **la rapidité et l'étendue du regain actuel du racisme est sous-tendue principalement par un historique de non-résolution du problème.**

Aussi, **trois principaux phénomènes président à la recrudescence du racisme actuel : l'exemplarité négative** de nombreux leaders, **la banalisation sociétale** qui masque la continuité du problème **et la rationalisation intellectuelle** qui outille son expression. Le premier, le plus important, est celui de la « jurisprudence sociale », comme on pourrait la nommer, qui a été introduite au niveau de plusieurs leaderships suivant laquelle le comportement de dirigeants a explicitement introduit une acceptation et un mimétisme (re)normant ainsi le racisme dans des paramètres d'acceptabilité. **Au premier plan de ce phénomène se trouve logée l'action du président américain Donald Trump.** On ne saurait assez souligner le rôle négatif joué par ce chef d'État, considéré comme « raciste » par 49% (<https://poll.qu.edu/national/release-detail?ReleaseID=2554>) d'Américains en juillet 2018 et dont l'élection est en réalité moins choquante que l'acceptation de celle-ci *ex post facto* par de larges pans au États-Unis et au-delà, et, partant, le champ ouvert à la standardisation du néo-racisme.

Sept jours après avoir pris fonction et, très symboliquement à l'occasion de l'anniversaire du jour de mémoire de l'Holocauste (ce qui ne manqua pas de provoquer l'ire (<https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/1/28/14419146/trump-muslim-refugee-ban-holocaust-remembrance-day-jews>) de groupes juifs américains), le président Trump signa le 27 janvier 2017 un ordre exécutif communément dit « **Muslim Ban** » instaurant au sein d'une république démocratique une **discrimination officielle des individus** – qui toucha des nationaux (<https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/muhammad-alis-son-detained-under-trumps-travel-ban-where-did-you-get-your-name-from-are-you-muslim-a7598841.html>) américains – sur la base de leur religion. La confirmation (<https://www.theguardian.com/us-news/2018/jun/26/muslim-americans-trump-travel-ban>) de cette décision par la Cour suprême américaine, le 26 juin 2018, est venue asseoir institutionnellement cette politique discriminatoire.

Entamée de la sorte, **l'ère Trump s'est jouée par la suite sur le mode de la constante**

normalisation d'actes proto-racistes, ouvrant la possibilité au racisme ou simplement le révélant. Au niveau international, les pays africains (ainsi que Haïti et le Salvador) ont été qualifiés de « *shit hole countries* (<https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/12/unkind-divisive-elitist-international-outcry-over-trumps-shithole-countries-remark>) », et au niveau national le pays s'est enfoncé dans une nouvelle crise raciale qui ne dit pas encore son nom mais qui avance à grands pas. L'antisémitisme a augmenté de 60% en 2017 (https://www.huffingtonpost.com/entry/anti-semitic-incidents-united-states-2017_us_5a956390e4b0699553cc77cb), constituant la plus grande hausse enregistrée depuis plusieurs décennies, et le racisme anti-Noir a augmenté exponentiellement. **Des hommes et des femmes noirs ont été contrôlés** dans des piscines (<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44731122>) publiques **par de simples autres citoyens s'arrogant un droit d'arrestation**, appelant ainsi la police à leur aide pour exprimer leurs « soupçons » à l'égard un enfant (<http://www.nydailynews.com/news/national/ny-news-ohio-child-police-delivering-newspapers-20180710-story.html>) de douze ans qui distribuait des journaux, des individus pique-niquant (https://edition.cnn.com/2018/05/22/us/white-woman-black-people-oakland-bbq-trnd/index.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+rss%2Fcnn_latest+%28RSS%3A+CNN+-+Most+Recent%29) ou utilisant, en tant que membres, un fitness (<https://www.complex.com/life/2018/04/two-black-men-reportedly-kicked-out-of-la-fitness>) ou encore des clients d'un restaurant agressés par un autre client pour avoir parlé (<https://www.yahoo.com/lifestyle/lawyer-ranted-against-spanish-speakers-032909123.html>) espagnol.

Selon le Southern Poverty Law Centre, 954 « groupes de haines » (<https://www.splcenter.org/hate-map>) sont désormais actifs aux États-Unis. Quantitativement frappant, le phénomène l'est tout autant qualitativement lorsqu'une une institutrice *en sciences sociales* enregistre nonchalamment un podcast (https://www.huffingtonpost.com/entry/florida-public-school-teacher-white-nationalist-podcast_us_5a99ae32e4b089ec353a1fba) pour ses enseignements à des écoliers de Floride appelant à l'éradication des musulmans et des juifs, et au retour de la ségrégation, ou que le *New York Times* fasse le portrait « normal » (<https://www.nytimes.com/2017/11/26/reader-center/readers-accuse-us-of-normalizing-a-nazi-sympathizer-we-respond.html>) d'un néo-nazi. Logiquement dans un tel *zeitgeist*, une proposition de loi contre... le lynchage en 2018 (<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44668459>) a pu faire l'objet d'une soumission au Congrès ; parlement au sein duquel des candidats (https://www.huffingtonpost.com/entry/bruce-rauner-calls-on-arthur-jones-to-drop-out_us_5b3e0e6ce4b05127ccef8ccb) aux sympathies nazies affichées s'apprêtent à faire leur entrée – à l'instar de parlementaires en Grande-Bretagne (pays où l'antisémitisme s'est également accru (<http://www.jpr.org.uk>

/documents/JPR.2017.Antisemitism_in_contemporary_Great_Britain.pdf)) actifs dans des groupes racistes (<https://www.rt.com/uk/428382-tory-blackman-islamophobia-facebook/>) et à un moment où le fascisme fait son retour en Italie (<https://www.theguardian.com/world/2018/feb/06/attacks-on-immigrants-highlight-rise-of-fascist-groups-in-italy>) et l'ultranationalisme slave reprend plein pied en Europe de l'Est (<https://www.laprovence.com/article/france-monde/4848388/violence-et-racisme-la-face-sombre-de-leurope-de-lest-a-la-berlinale.html>).

Si la situation raciale est, à l'évidence en chute libre aux États-Unis, **on ferait fausse route de croire que le mal n'est qu'américain ou européen. Le racisme est tout autant de plus en plus présent dans les pays du Sud.** En Libye (<https://www.iom.int/fr/news/loim-decouvre-des-marches-aux-esclaves-qui-mettent-en-peril-la-vie-des-migrants-en-afrique-du>) ou l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a révélé l'existence de marchés où les migrants sont vendus, en Algérie (<https://www.aljazeera.com/news/2018/06/deported-nigeria-migrants-abandoned-sahara-desert-180625141430180.html>) où les migrants sub-sahariens sont transportés et abandonnés aux portes du désert, au Liban (<https://www.lorientlejour.com/article/1122002/en-plein-jour-un-homme-agresse-violemment-deux-kenyanes-a-bourj-hammoud-video.html>) où des kényanes ont été battues en public et un enfant (<https://www.lorientlejour.com/article/1121546/refoule-dune-garderie-a-cause-de-la-couleur-de-sa-peau.html>) noir refoulé d'une garderie, en Arabie Saoudite (<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2013/11/16/go-home-but-who-will-replace-you>) où les travailleurs asiatiques sont exploités, en Inde (<https://extranewsfeed.com/hitler-inspiring-hindu-nationalists-to-kill-muslims-db70d2d74cef>) où la mémoire d'Hitler inspire l'assassinat de Musulmans et, à l'évidence au Myanmar où un génocide contemporain (<http://www.newsoptimist.ca/opinion/editorial/genocide-is-happening-in-plain-sight-in-myanmar-1.23372182>) se joue au vu et au su de la communauté internationale, sans oublier les raids contre les camps de Roms en Ukraine (<https://www.nytimes.com/2018/07/21/world/europe/ukraine-roma-attacks.html>).

Le deuxième phénomène qui au cours des dernières années a permis un tel accroissement du racisme a été sa banalisation. Partant de l'idée (fausse) que celui-ci ne constitue plus un problème, de nombreuses sociétés ont donné moins d'importance à son observation et ont ainsi graduellement perdu la capacité à suivre son évolution. En réalité, la responsabilité des sociétés est plus conséquente parce que beaucoup ont exprimé **une forme de fatigue à l'égard de la question, voire d'irritation lors de sa mention.** Cette insensibilité au problème frappe plus ceux qui en souffrent. Aussi, c'est une tare qui, selon un sondage AP/NORC Center for Public Research de février 2018, certains « blancs » seraient moins enclins à admettre (<https://www.washingtonpost.com/news/politics>

/wp/2018/03/01/why-are-white-people-so-much-less-willing-to-describe-trump-as-racist/?noredirect=on&utm_term=.e6744ebc41f8) et qui fait dès lors l'objet de l'expression d'**un double déni, à savoir, d'une part, le problème en soi et, d'autre part, l'expérience de ceux** (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/jan/24/white-people-tv-racism-afua-hirsch>) qui en souffrent. Partant, ceci construit **une phraséologie** (<https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2015/mar/13/white-people-expats-immigrants-migration>) non-interrogée qui fait que la même expérience est représentée (et donc acceptée) différemment selon, par exemple, le fait qu'il s'agit d'un docteur malien quittant un cabinet à Bamako pour un autre en France (« immigré ») ou un chômeur britannique quittant la misère sociale de Liverpool pour un emploi de serveur à Dubaï (« expatrié »).

Pour rappel, **la terminologie et le vocabulaire deviennent toujours des enjeux en période fascisante**, et un tel jeu sémantique participe fortement de la corruption des valeurs qui masquent les pratiques discriminatoires. Aux États-Unis, les violations des droits des afro-américains sont ainsi qualifiés de « *brutalité policière* » là où une logique systémique est à l'évidence en marche. En Afrique du Sud, depuis les attaques de 2006 contre les africains sub-sahariens, les présidents Thabo Mbeki puis Jacob Zuma ont refusé de nommer les attaques comme étant xénophobes préférant les euphémiser en « *défi de criminalité* ».

Le racisme est, troisièmement, de retour parce que la banalisation des discriminations a été intellectualisée et est de plus en plus conceptuellement autorisée. La libération de la parole raciste a été accompagnée par une esbroufe qui consiste à la faire apparaître comme une opinion légitime, à l'instar d'autres points de vue, ou simplement la manifestation d'un droit d'expression que l'on ne saurait contredire sans apparaître comme un censeur. **Cette intolérance au nom de la tolérance est peut-être la forme la plus insidieuse de ce racisme nouveau qui se drape, aujourd'hui des oripeaux d'un idéal de liberté, mais qui est en réalité profondément anti-démocratique.** En France, par exemple, durant l'été 2017, sous une indifférence enthousiaste (https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/08/24/les-photos-d'une-femme-contrainte-d-enlever-son-voile-a-nice-suscitent-emoi-et-incomprehension_4987497_3224.html), une femme a été forcée par les forces de l'ordre à se déshabiller au nom de... sa liberté, révélant l'étendue du racisme institutionnel (<https://blogs.mediapart.fr/jecmaus/blog/130114/franceracisme-pourquoi-la-france-est-un-pays-institutionnellement-raciste>). Au-delà de l'obsession à l'égard du Musulman en France et la construction (<http://tupress.temple.edu/book/1122>) de son image par les élites de ce pays, apparaît de façon plus importante la question non posée pour l'heure de la mise en

place d'un racisme nouveau à la fois ancré dans des dynamiques coloniales (<https://theconversation.com/from-colonial-algeria-to-modern-day-europe-the-muslim-veil-remains-an-ideological-battleground-70242>) se rejouant et en même temps se libérant de façon arrogante au nom d'une expression auto-fondée et qui à terme a donné naissance à une république de l'islamophobie, ce que Jim Wolfreys nomme « le racisme respectable en France (<https://www.hurstpublishers.com/book/republic-of-islamophobia/>) ».

Cette **sophistication nouvelle du racisme**, souvent sous-tendue par les réflexions d'intellectuels libéraux (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/may/26/us-liberal-islamophobia-rising-more-insidious>) et la normalisation de ces pratiques s'accompagnent d'une désinstitutionnalisation, qui ne dit pas son nom, des avancées contre le racisme ; affaires classées (<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/nice/racisme-balotelli-parquet-classe-plainte-suite-1428827.html>) sans suite, victimes compensées de façon humiliante (4 cents (https://www.huffingtonpost.com/entry/black-man-killed-by-deputy-family-awarded-4-cents_us_5b115284e4b02143b7cbdb69) pour une mort) et stigmatisation (<https://www.aljazeera.com/programmes/talktojazeera/2018/02/rokhaya-diallo-race-religion-feminism-france-180214065524123.html>) de ceux qui dénoncent le racisme. L'hypocrisie qui préside à la lutte contre le communautarisme en France au nom d'une laïcité largement réinventée (<https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/160816/la-laicite-nouvelle-religion-nationale>) mais qui en réalité vise essentiellement la communauté musulmane, ainsi que le rappelle (<https://eppc.org/publications/secular-is-a-french-word-for-anti-muslim/>) Pascal-Emmanuel Gobry, est un exemple frappant.

Au final tout se synthétise dans cette passivité-couardise-autorisation-rationalisation (<https://theintercept.com/2018/05/14/waffle-house-police-video-starbucks-arrest-black-men/>) et un Mark Zuckerberg se perd dans un discours commercial alambiqué et contradictoire par lequel, pour perpétuer la mainmise de son Facebook, indique qu'il ne voit pas l'utilité de suspendre des *fake news* (<https://www.haaretz.com/world-news/europe/germany-slams-mark-zuckerberg-over-facebook-s-holocaust-denial-policy-1.6294314>) niant la réalité historique de l'Holocauste (événement dont la mémoire se perd (<https://www.nytimes.com/2018/04/12/us/holocaust-education.html>)). De fait, ce à quoi nous assistons dans ce monde post-moderne, nimbé d'ignorance, d'égoïsme et d'apathie, émerge alors comme une forme de **racialisation de la haine** (<https://www.rt.com/shows/on-contact/424803-us-radicalize-hatred-rise/>) ; un monde de plus en plus Orwellien où l'on peut être détenu pour parler une langue (https://www.huffingtonpost.com/entry/border-patrol-spanish-ana-suda_us_5b02884fe4b0463cdba3fb48) étrangère. Au vrai, l'éducation demeure au cœur du

problème et trop de jeunes hommes et de jeunes femmes entendent leurs parents en privé utiliser des épithètes racistes à l'égard de tel ou tel groupes de personnes et une telle exemplarité négative se met en marche de façon irrémédiable. Au-delà de l'enfance, invisibilisé par beaucoup d'économistes (<https://mobile.twitter.com/Noahpinion/status/947948338313281536>) se gargarisant des logiques de marchés, de classe ou de consommation, ne faisant pas l'objet des coup de projecteurs des matinales radio ou des débats de télévision, **le retour du racisme devenu acceptable** – comme le note Tendayi Achiume, l'envoyée spécial des Nations-Unies sur la discrimination en Grande-Bretagne depuis le Brexit (<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/brexit-racism-religious-intolerance-united-nations-special-rapporteur-a8348021.html>) – est pourtant le grand mal de notre époque et il **fait le lit d'un avenir où les identités** (<https://www.grasset.fr/les-identites-meurtrieres-9782246548812>) pourraient être **encore plus meurtrières** (<https://la-plume-francophone.com/2007/02/11/les-identites-meurtrieres-damin-maalouf/>).

Photo : I am Not Your Negro, Raoul Peck © Magnolia Pictures, 2017

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : octobre 2018



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/31/la-chute-de-la-maison-saoud-3-0/>)

La Chute de la Maison Saoud 3.0 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/31/la-chute-de-la-maison-saoud-3-0/>)

 31 octobre 2018 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/31/la-chute-de-la-maison-saoud-3-0/>)

Il est communément admis que l'Arabie Saoudite survit à toutes les crises. Depuis près d'un siècle, lorsque l'Arabie précédemment « Hachémite » devient « Saoudite » en septembre 1932 suite à la fin de la conquête de la péninsule (entamée en 1902) par Abdelaziz Ben Abderrahmane Al Saoud, issu de la région orientale du Najd, le royaume a, d'abord, connu l'important défi du nationalisme arabe porté par le président égyptien Gamal Abdel Nasser durant les années 1950 et 1960. La monarchie a ensuite fait face à la révolution iranienne en 1979, un séisme religieux chiite, compétiteur et hostile au Wahhabisme saoudien. Une décennie plus tard, ce sont les ambitions régionales militaires de Saddam Hussein et la crise puis guerre du Golfe de 1990-1991 auxquelles Riyad doit

faire face. Dix ans plus tard, les opérations terroristes du 11 Septembre 2001 contre l'allié américain, qui ouvrent l'ère de la « Guerre contre le Terrorisme », sont le fait de 19 assaillants dont 15 saoudiens, mettant à mal la relation avec Washington. Enfin, en 2011, le vent du printemps arabe ébranle tous les dirigeants du monde arabe, et ce jusqu'au Bahreïn voisin forçant Riyad à intervenir militairement à Manama, sous mandat du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), pour mettre fin à la révolte dans ce pays. Tous ces tests – et d'autres, tels, régulièrement, le conflit arabo-israélien, le militantisme des Frères Musulmans ou encore les attaques d'Al Qaida durant les années 1990 et 2000 puis celles de l'État islamique au cours de cette décennie – ont, de fait, été passés avec succès par le régime saoudien.

Peut-on alors, au lendemain de l'affaire Jamal Khashoggi, parler une fois de plus, d'une crise qui « risquerait d'emporter le régime à Riyad » ? **N'y-a-t-il pas un risque évident de se tromper précisément à la lumière de cette si singulière capacité saoudienne à surpasser tous les défis politiques** (peut-être parce que l'argent est le nerf de la guerre) ? Si, toutefois, le vent semble tourner différemment et avec plus de puissance cette fois ci, *comment lire historiquement cette actualité* si potentiellement conséquente sur la résilience du pouvoir ? De quand, ensuite, dater l'entame de cette hypothétique chute de la Maison Saoud ? Faut-il, de façon précipitée et opportuniste, la décréter aujourd'hui à la suite d'une affaire Khashoggi encore en cours et qui n'a pas entièrement livré tous ses secrets ? Doit-on plutôt voir le début de la fin lorsqu'en août 1990, le roi Fahd invite les troupes américaines à entrer dans le pays afin de faire front à Saddam Hussein – invitation que le concitoyen du souverain Fahd, Osama Ben Laden, citera plus tard dans ses déclarations de guerre contre l'Amérique en 1996 et 1998 parmi les causes de son *casus belli* à l'égard d'à la fois, le royaume (frappé en 1995 et en 1996) et les États-Unis (ciblés en 1998, 1999 et 2001) ?

S'agira-t-il, plutôt, de remonter plus loin et nommer le passage de bâton en 1953 entre le fondateur du royaume, Abdelaziz Saoud, et ses fils (Saoud, Faysal, Khaled, Fahd, Abdallah, Nayef et, aujourd'hui, Salman) le moment d'inévitable mouvement du déclin par héritage politique et non victoire militaire comme lui l'avait fait ? Ou peut-on parler d'un inévitable moment de résolution de la sorte dès l'entame de **l'intenable aventure saoudienne** elle-même ? Intenable parce qu'inscrite contre la marche de l'histoire, à la fois de la région et d'un nouveau siècle tentant une modernisation par l'État-nation. Intenable peut-être aussi parce qu'ancrée presque exclusivement dans la disponibilité d'une rente énergétique (limitée) et le soutien d'une superpuissance (lunatique). En 1996, le journaliste palestinien Saïd Aburish signait un ouvrage intitulé *The Rise, Corruption, and Coming Fall of the House of Saud* (<https://www.bloomsbury.com/uk/the-rise-corruption-and-coming-fall-of-the-house-of-saud-9781408834695/>) dans lequel il prédisait que le régime saoudien, « *décomposé* »,

finirait comme celui du Shah d'Iran en 1979 en raison de sa corruption et décrivait les étapes de cette chute à venir. La Maison Saoud a survécu à Aburish, décédé en 2012.

Si donc, tout invite à la prudence, on peut, néanmoins, aujourd'hui s'aventurer avec plus de certitude à voir poindre le début d'une « fin » saoudienne différente et qui ne viendra pas – et c'est toute l'erreur des Cassandres précédents – d'une opposition externe ou quelque ennemi déterminé, tel, par exemple, l'Iran ou un groupe armé militant, mais bien plus simplement *de l'intérieur* même de la famille Saoud elle-même. Aussi, **il est tout autant communément admis que le père de la sociologie moderne, le nord-africain Ibn Khaldoun, a**, dans son observation de l'avènement et déclin des dynasties articulée dans son *Introduction à l'Étude de l'Histoire* (1377) (<https://press.princeton.edu/titles/10477.html>), **établi l'axiome selon lequel la troisième génération est celle qui entame la chute d'un régime politique.** Et de fait, tout à leurs styles forts différents, les héritiers directs d'Abdelaziz Saoud avaient réussi à tenir la maison ; et ils le firent principalement en raison du respect de la règle sacro-sainte de consensus et d'équilibre entre les différents membres de la famille.

En s'attaquant à cet équilibre, certes par nature précaire, Mohammed Ben Salman (<https://www.newyorker.com/news/news-desk/can-saudi-arabias-crown-prince-mohammed-bin-salman-survive-the-jamal-khashoggi-murder>) a ouvert une boîte de Pandore des plus remplies. **De plus en plus de Saoudiens vont, désormais, être en mesure d'entamer une remise en question de la nature de leur système politique.** Et cette opposition naissante, issue de l'humiliation internationale que connaît leur pays aujourd'hui, constituera peut-être un réveil politique inattendu, là où l'opposition au régime avait longtemps été majoritairement religieuse ou issue de l'élite (à l'image de Khashoggi lui-même ou encore Ben Laden).

Puis en cherchant à charmer un Occident qui a toujours trouvé le royaume rébarbatif, acceptant de traiter avec uniquement par motivation pécuniaire – comme l'admis (<https://qz.com/1424804/saudi-arabias-money-means-more-to-trump-than-khashoggis-life/>) en pleine affaire Khashoggi le président Donald Trump – **Ben Salman a ensuite péché à la fois par amateurisme politique et par vanité personnelle** tant il pensait les effets du marketing magiques et irrésistibles. Au final, tel l'aristocrate londonien Dorian Gray du dix-neuvième siècle qui, dans le pénétrant roman d'Oscar Wilde, voulait, à tout prix, perpétuer éternellement sa jeune image d'une vie hédonistique, **son hideuse réalité fut accidentellement révélée par le tableau qu'il fit lui-même peindre et qui illustra chacun de ses vices.**

Photo: Albert Lewin, *The Portrait of Dorian Gray*, © Metro Goldwyn Mayer, 1945.



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/07/storming-the-souk/>)

Storming the Souk (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/07/storming-the-souk/>)

7 octobre 2018 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/10/07/storming-the-souk/>)

The lands of the politically-subaltern, Global South dweller have long been considered a playground for some Western visitors. This is a familiar lesson of Orientalism, and of tourism. What, however, is less often seen is how much of that **Southern space and geography have historically constituted disposable scenery**, both as regards real-life power dynamics and cultural representation. One such, by now, unconsciously-familiar, seemingly-trivial yet revealingly-powerful form is what we can here term **the run through the bazaar** or *the storming of the souk* (rather than the market chase) often witnessed in Hollywood action films or thrillers.

Typically taking the form of a chase through a crowded Middle Eastern or Arab or simply generically ‘Oriental’ market, **this narrative vignette has been so ingrained in the visual legacy of Hollywoodian Orientalism that the viewer comes to literally expect it to**

play out sooner or later the moment the drama is set as such. Eventful, generally fast-paced — admittedly, fun — its outcome impacting the life or death prospects of the hero being chased or, alternatively, chasing the villain, the scene is nonetheless, in and of itself, a staple of how much the local reality is utterly secondary to the (fictional) story of the (Western) visitor.

From Alfred Hitchcock's 1956 *The Man Who Knew Too Much* to Christopher Nolan's 2010 *Inception* (both very good films in their dramatic respects), **Marrakech to Mombasa (<https://www.youtube.com/watch?v=PA4wrMqP0SY>)**, **colonial to post-colonial, the matrix is the same**. Faced with an impromptu challenge or acceleration of the plot, the story's protagonists start chasing each other **completely oblivious to the utter disruption they are causing** and, in effect, behaving in all impunity and irresponsibility.

Generally, the local authorities are nowhere to be seen (or come too late and have no impact — just as real world local regimes are powerless in the face of Western powers), and the chase plays out undisturbed for minutes on — roaming through wide sectors of Casablanca, from market to street to highway, for instance, in Tom Cruise's *Mission Impossible – Rogue Nation* (<https://www.youtube.com/watch?v=GSrtUVzdt6M>) (2015) where that North African city of millions is represented as almost ghostly.

In the event, **the indigenous population is irrelevant, for it is either problematic in getting in the way of the righteous chaser or a nuisance if it starts preventing him from destroying their property**. Dramatically, those shopkeepers are in effect represented in a way to be intuitively resented by the viewer who wants the hero to do whatever is necessary to escape the clutches of the villain or arrest him if the pursuit is the other way around. Inevitably, the viewer comes to share the hero's irritation for any shop keeper slowing down the chase by trying to protect his shop. In Steven Spielberg's *Raiders of the Lost Ark* (<http://www.thedartmouth.com/article/2018/08/indiana-jones-raider>) (1981), the locals are passively sitting as Indiana Jones does that three times in Cairo – in the market, in the streets, and at a camp. In the sequel, *Indiana Jones and the Temple of Doom* (1984), the 'fast streets of Shanghai', are rampaged through from casino to airport by Professor Jones and his acolytes. In both cases, the disorderliness visited on the locals is not problematic – indeed it is amusing in a *Tintin and the Blue Lotus* (<https://www.intellectbooks.co.uk/journals/view-Article,id=10819/>) kind of way – as it comes with a sense of entitlement.

The surroundings are in effect both an opportunity for chaos-creation and an invitation to do so given their nature. They are also so since the consequences to such behavior are non-existent. One scene that *will not* be seen is the admittedly logical next sequence of arrest of such public order violators. To be certain all chase scenes share that

disregard for the urban environment but something about those taking place in an Oriental city transforms the relationship to the space and normalizes impunity. In William Friedkin's *The French Connection* (1971) the New York streets and subway chase is subdued, performed discreetly by the protagonists trying to appear normal to each other, certainly, but also since the metropolis settings obliges them to a greater measure of restraint – the same local prudence observed in the Bostonian Chinatown neighborhood chase in Martin Scorsese's *The Departed* (2006). And when the disruption is acknowledged (as in *The French Connection*'s other car chase), the victims are humanized.

In contrast, in these films and series as seen in *Taken 2* (2012) and *Skyfall* (<https://www.youtube.com/watch?v=tHRLX8jRjq8>) (2012) and *Homeland* (<https://lareviewofbooks.org/article/moving-target-is-homeland-still-racist/#!>) (since 2011), **the souk is a non-space, devoid of proper logics** because those places cannot be put on a par, much less be allowed to imperil, the urgent needs of the Western visitor who unilaterally authorizes himself or herself to do violence to the local scene. Indeed, more insidiously, the... byzantine and labyrinthine nature of **the souk is stealthily depicted as one whose very purpose is to provide a chance for deception** (rather than, say, be a market for the local consumer getting his/her groceries). Echoing such 'license to (k)ill', the CIA-contractor character Matt Graver played by Josh Brolin in *Sicario 2 – Day of the Soldado* (2018) says to a Somali inmate he is about to torture in a CIA safe house in East Africa: "This is Africa, I can do whatever I want".

Simply put, **the storming of the souk is a metaphor for colonialism**. Above and beyond a regular chase that could disturb any environment, the run through the bazaar is not mere entertainment decorum but ultimately a moment of Western interventionism in the South; *a release moment characterized by impunity, violence, arrogance, and appropriation of space*. That it has always been a normal feature of Western fiction set in the Orient is merely an indication that *plus ça change...*

Photo: Skyfall, 2012 © Sony Pictures

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : décembre 2018



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/12/26/the-sublime-porte-is-open-again/>)

The Sublime Porte is Open Again (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/12/26/the-sublime-porte-is-open-again/>)

 26 décembre 2018 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/12/26/the-sublime-porte-is-open-again/>)

On October 27, 2018, Turkish President Recep Tayyip Erdogan hosted President Vladimir Putin, German Chancellor Angela Merkel, and French President Macron. The occasion was an unremarkable umpteenth special summit on Syria. Appearances were, however, deceiving. For seldom had a seemingly banal diplomatic encounter embodied so many larger signs of the times in recent Middle Eastern history. That both Russian and German leaders had been a mere year ago at odds with the Turkish president, enmeshed in respective nasty crises and committed to punishing Turkey, only to find themselves just about summoned to Ankara by their foe was extraordinary in and of itself. In a striking

reversal of fortune, here they were both sitting as 'collaborative guests', so to speak, of a **President Erdogan in full neo-Ottoman effect.**

What, secondarily, was equally extraordinary was that this was **a head of state who, two summers ago, was minutes away from being forcefully driven out of office** – awol for several hours – by an ultimately-failed coup led by his own military forces. To be certain, Turkey had known five such coups since Kemal Atatürk's era ended in 1938, with the army regularly stepping into politics until the late 1990s. The failure of that latest attempt was due not merely to a plan gone awry or the ability of the target to elude those seeking to unseat him, but more so to Turkey's society spontaneous – however divided and in significant quarters resentful – decision to turn the page of such military changes. Never recognized as such in Western media single-thematically focused on Erdogan (Islamic) figure and his authoritarianism, this was, for all intents and purposes, a de facto sign of Turkey's democratic coming-of-age.

Neither, however, Erdogan's power move summoning of Putin and Merkel nor that de facto authoritative ending of a seventy-year old army tradition were the tell-tale sign of the October 27 Ankara meeting. What was crucially important about that gathering is that it took place at the height of the Jamal Khashoggi affair; a matter handled deftly and shrewdly by an Erdogan proceeding much like Lieutenant Columbo (<https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/khashoggi-murder-mystery-erdogan-lieutenant-columbo-181107060523589.html>), as Hamid Dabashi insightfully put it. The deeper meaning was elsewhere: in calling for such a meeting *and making it happen the way it did*, **Erdogan was in effect confirming a regional power displacement.**

For once, in current affairs that are too often about the photo op, the optics were less important than the subtext.

Let there be no doubt: Turkey is now the leader of the Middle East, or at least in pole position for the time being. Saudi Arabia has been dethroned – principally by its own making in cavalierly shedding decades of stability (however conservative and sterile) and indulging Mohammad Bin Salman's shenanigans and covering his crimes, in Istanbul for that matter. Iran is too questioned regionally and has gone back to being controversial internationally, as well as increasingly fragile domestically with repeated terrorist attacks on its soil (a rarity until recently), to claim a top spot it has always coveted but could never fully reach. The rest are a supporting cast jockeying for position, with Qatar, whom Turkey had assisted when Saudi Arabia led an overnight embargo against Doha in 2017, an indirect winner of the current sea change, and Abdelfattah al Sisi's Egypt a loser which can probably lose more in the next phase as its sponsor Saudi Arabia turns inward to fix a crisis of historical proportions.

Recep Tayyip Erdogan has always been a complex and divisive figure. For the West, irremediably unable to accept an independent, democratically-elected Muslim leader. For the Middle East and North Africa, shunning Erdogan's paternalistic ways, notably in the wake of the Arab Spring when he unsuccessfully toured the then-thought-to-be new democracies to roadshow "the Turkish model" – before returning to find a Taksim Square following in the footsteps of a Tahrir Square. For his population, in majority voting for him repeatedly but a country nonetheless deeply uneasy as to the man's increasingly despotic rule – Turkey, **a nation wooed by the engineering of a return to a certain greatness underwritten by spectacular economic success but a people too vested in historical matters to swallow unquestionably neo-dynastic ways.** On the fateful night of the failed August 2016 coup, the pendulum swung in favor of going along what had been achieved since the late 1990s – and probably not so much for Erdogan sake but rather for a cementing of 'the new Turkey' whatever that is and whoever leads it.

Illustration: Ivan Aivazovsky, *View of Constantinople by Evening Light*, 1846

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : mars 2019



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/03/17/si-le-terroriste-nest-pas-musulman/>)

Si le terroriste n'est pas musulman (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/03/17/si-le-terroriste-nest-pas-musulman/>)

 17 mars 2019 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/03/17/si-le-terroriste-nest-pas-musulman/>)

1. Il ne s'agit pas immédiatement de terrorisme ; c'est une « attaque », une « fusillade », un « incident » ou un « massacre (<https://www.theguardian.com/world/live/2019/mar/15/christchurch-shooting-injuries-reported-as-police-respond-to-critical-incident-live>) ».
2. Il ne s'agit pas forcément de terroriste ; c'est un « tireur (<https://edition.cnn.com/2019/03/16/asia/new-zealand-father-confronted-mosque-shooter/index.html>) » ou un « assaillant ».
3. Son nom n'est pas diffusé immédiatement et son visage est flouté (<https://www.axios.com/christchuch-attacks-brenton-tarrant-1552716245-18d37895-d870-4e94-8dd6-0a56eb7a0a5e.html>).

4. Ce n'est pas un monstre criminel, mais un « dérangé » ou un « taré » qui avait des « problèmes psychologiques (<https://www.cbsnews.com/news/donald-trump-texas-church-shooting-mental-health-problem-not-guns-situation/>) ».
5. Le président des États-Unis (<https://edition.cnn.com/2019/03/16/politics/donald-trump-new-zealand-white-supremacy-muslims/index.html>) peut considérer que le terrorisme d'extrême-droite ne constitue pas un problème sérieux alors que 73.3% (<http://www.soufangroup.com/intelbrief-right-wing-terrorism-and-the-enemy-within/>) des attaques terroristes depuis 2009 aux États-Unis sont le fait de suprémacistes blancs (<https://qz.com/1355874/terrorism-is-surgeing-in-the-us-fueled-by-right-wing-extremists/>).
6. Le manifeste de haine du terroriste et son apologie du terrorisme ainsi la vidéo qu'il a filmé en direct de ses meurtres sont mis en ligne (<https://www.thedrum.com/news/2019/03/15/uk-tabloids-facing-moral-brand-safety-questions-over-christchurch-terror-video>) par des grands quotidiens (<https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/03/british-media-christchurch-mosque-new-zealand/585076/>).
7. La philosophie du terroriste fait l'objet de discussions (https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/03/15/attaque-terroriste-en-nouvelle-zelande-ce-que-contient-le-manifeste-redige-par-le-suspect_5436779_823448.html) sur les peurs justifiées pour certains (<https://www.breizh-info.com/2019/03/10/113943/david-pujadas-evoque-le-grand-replacement-on-a-une-population-qui-se-modifie-substantiellement-dans-son-origine-video>) du « grand remplacement ».
8. On s'interroge comment un « petit garçon blond (<https://www.dailymail.co.uk/news/article-6812527/Inside-life-New-Zealands-worst-terrorist.html>) », l'un des nôtres (<https://www.theguardian.com/books/2015/feb/26/one-of-us-the-story-of-anders-breivik-massacre-norway-asne-seierstad-review>), a pu devenir un tueur.
9. Celui qui consigne cette asymétrie de représentation (<https://stream.org/media-guilty-double-standard-terror-attacks/>) est accusé d'être défensif.
10. Nous ne sommes pas « tous musulmans ».

Photo : *Mississippi Burning* d'Alan Parker, © Metro Goldwyn Mayer, 1988



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : avril 2019



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/04/20/the-mini-mezation-of-arab-autocracy/>)

The Mini-Mezation of Arab Autocracy (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/04/20/the-mini-mezation-of-arab-autocracy/>)

20 avril 2019 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/04/20/the-mini-mezation-of-arab-autocracy/>)

Unable – like all autocracies – to hear the swan song and exit gracefully, **Arab authoritarianism has found a new way to cling to power: tactical infantilization.** In strikingly-comedic vignettes, were it not for the urgency of the political crises hitting both of their countries, Algerian President Abdelaziz Bouteflika and Libyan dictator-in-the-making Khalifa Haftar recently appeared at press conferences with a child by their side.

The obvious attempt was to woo their audiences – one can hardly speak of a constituency – in feeling sympathy to the falling Bouteflika and the rising Haftar.

To be sure, the **public relation technique of showcasing relatives** has, since at least the JFK and Jackie early 1960s Camelot days, become quite the routine technique for politicians round the world in need of deflecting any crisis or navigating a turbulence zone. In that sense, **Arab autocrats are no exception in being unimaginative and manipulative**, and indeed leaders such as Jordan's King Abdallah II and Syria's Bachar al Assad have regularly made extensive use of this, including as regards their respective spouses and in hiring

Western public relation firms (https://www.nytimes.com/2012/06/11/world/middleeast/syrian-conflict-cracks-carefully-polished-image-of-assad.html?_r=2&ref=todayspaper).

What the simultaneous 2019 Bouteflika/Haftar moment reveals, however, is slightly different – a combination, at different ends of the political life spectrum, of **a similar trick used rather nonchalantly and, as it were, unconvincingly**. For the Algerian demonstrators clamoring to end a clanic 56-year old system will hardly be coaxed into halting their calls for democracy upon such sights of humanity. Similarly, the road to Tripoli is through a fight-to-the-finish about the northern corridor held by the Misrata militias, not a matter of winning Libyan hearts and minds.

The little boys episode is also importantly **a sign of the times of the impasse reached by Arab political transformation**. Having, for now, survived the 2011 Arab Spring tsunami, several of these regimes have successfully repackaged authoritarianism, a systemic closure branded now unashamedly as a viable long-term political development option, as vividly depicted in the case of Egypt's Abdelfattah al Sisi reelected potentially for the next eleven years (<https://www.apnews.com/23ae0174b4624265a1440198f02460c8>).

The *cosmetics of the affair* also speak to another dimension of **the degeneration of an Arab polity in which the 'strongman' and 'stability' stratagem have been dusted off**, showing an uncanny resilience in their deceitful power. That Faustian bargain has, however, always been successful thanks primarily to the role of Western major powers. Once only hypocritical or tacitly supportive – of, say, Zein al Abidine Ben Ali's or Hosni Mubarak's corrupt regimes – the current leaders of these democratic countries are now actively contriving the forging ahead of the new breed of Middle Eastern and North African authoritarianism.

In Saudi Arabia, Mohammad Bin Salman's alleged ordering the assassination of Jamal Khashoggi has been all but whitewashed with the help of the White House and other Western leaders, and in Libya the international bandwagoning behind a warlord (described as "an insurgent combating terrorism" (<https://www.bbc.com/news/world-africa-47992098>)) is getting crowded ahead of a likely coronation in the name of chaos-avoidance.

Though not to that extent, **physical rejuvenation was tried before in the region**. In the late 1990s, the Egyptian sociologist Saad Eddin Ibrahim ironically coined the *double-entendre "Gamlaka"* to capture the nepotistic manner in which Mubarak was increasingly putting forth his son Gamal as heir apparent to the presidency – in so doing turning the republic (*gamhouriya*) into a monarchy (*mamlaka*). (Ibrahim was summarily put in house arrest and, later, jailed.) In 2000, that is precisely what took place in Syria when the son of the dictator Hafez al Assad was installed in power upon the death of his father – a position

he retains. Others in that mold feature Saddam Hussayn's sons Uday and Qusay and Muammar Gaddafi's son, Saif al Islam.

Gamlaka, however, travels, and the global reach of nepotism can not yet be minimized as one can now listen to the daughter of the current US president speak security (<https://footwearnews.com/2019/fashion/celebrity-style/ivanka-trump-business-chic-suits-pumps-munich-germany-1202745800/>) at the Munich conference or see her turn down (https://www.huffpost.com/entry/ivanka-trump-world-bank_n_5cb7e4ece4b096f7d2dbeadb) the directorship of the World Bank.

Picture: Former Algerian President Abdelaziz Bouteflika and Libyan General Khalifa Haftar, 2019.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du

développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



ARTICLES RÉCENTS

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

COMMENTAIRES RÉCENTS

ARCHIVES

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : mai 2019



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/05/31/palestine-mississippi/>)

Palestine, Mississippi (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/05/31/palestine-mississippi/>)

 31 mai 2019 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/05/31/palestine-mississippi/>)

Adoptant une dimension plus globale au cours de la décennie écoulée, **la question palestinienne s'est déplacée du monde arabe et musulman à la sphère internationale**. Cette évolution n'est pas anodine, s'inscrit dans une histoire longue et est révélatrice de la nature du climat politique à la fois dans le monde arabe et parmi les sociétés au sein desquelles le soutien à la cause palestinienne est allé crescendo, notamment aux États-Unis.

Alors que, depuis le Printemps arabe de 2011, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord se sont substantiellement moins mobilisés pour le règlement de la question palestinienne – question auparavant politiquement sacro-sainte mais désormais rétrogradée

régionalement par les crises successives en Syrie, au Yémen et en Libye, ainsi que les transitions en Tunisie et en Égypte et le conflit en Irak – **une nouvelle génération au sein des sociétés civiles en Amérique Latine**, (<https://www.middleeasteye.net/features/latin-american-solidarity-palestine-all-time-high>)**en Afrique, en Asie et en Europe a démontré plus d'intérêt, voire de militantisme, pour la Palestine.**

Aux États-Unis, **les intellectuels et militants Noirs américains ont, en particulier, de plus en plus exprimé leur soutien aux Palestiniens** – et ce, au même moment où l'administration Trump a coupé (<https://www.reuters.com/article/us-usa-palestinians/trump-cuts-more-than-200-million-in-u-s-aid-to-palestinians-idUSKCN1L923C>) 200 millions de dollars d'aide aux programmes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Trois récents épisodes ont illustré cette mobilisation de façon significative venant souligner **ce rapprochement entre la lutte des noirs américains pour leurs droits civiques et la lutte palestinienne** contre l'occupation israélienne. Le 28 novembre dernier, lors d'une intervention aux Nations-Unies à l'occasion de la Journée Internationale de Solidarité avec la Palestine (commémoration instaurée en 1977 par les Nations-Unies), **Marc Lamont Hill**, professeur à Temple University à Philadelphie en Pennsylvanie et analyste sur la chaîne d'information CNN, a appelé à « *des actions locales et internationales pour obtenir la justice nécessaire en Palestine* ». Suite à l'intervention de celui-ci, CNN (<https://www.mediaite.com/tv/exclusive-cnn-fires-marc-lamont-hill-following-israel-comments/>) a mis fin à sa relation avec le professeur Hill pour l'utilisation par ce dernier de la formule « *du fleuve à la mer* » associée à des sentiments antisémites. Hill (<https://twitter.com/marclamonthill/status/1068238076252745728>) s'est défendu de cette accusation indiquant qu'il rejetait l'antisémitisme et que son appel à la justice concernait « *à la fois Israël et la Cisjordanie/bande de Gaza* ».

Dans un article intitulé « Time to Break the Silence on Palestine (<https://www.nytimes.com/2019/01/19/opinion/sunday/martin-luther-king-palestine-israel.html>) » (il est temps de briser le silence sur la Palestine) paru dans le *New York Times* le 19 janvier, le professeur **Michelle Alexander**, auteur de *The New Jim Crow – Mass Incarceration in the Age of Colorblindness* (<http://newjimcrow.com/>), rappelant la montée actuelle de l'antisémitisme aux États-Unis et le danger réel que la critique des politiques du gouvernement israélien peut devenir antisémite, a dénoncé les « *excuses et rationalisations* » et les « *tactiques McCarthyennes* » qui président au silence sur « *l'un des grands défis moraux de notre époque : la crise israélo-palestinienne* » notant : « *Nous nous devons de condamner les actions israéliennes : incessantes violations du droit international ; occupation continue de la Cisjordanie, Jérusalem-est et Gaza ; démolitions et confiscations de maisons... nous devons agir avec courage et conviction pour dénoncer le système de discrimination légale qui existe en*

Israël».

Enfin, le 16 février dernier, le musicien John Legend (<https://www.juancole.com/2019/02/balance-progressives-palestinians.html>), invité de l'émission *Real Time with Bill Maher* du comédien Bill Maher sur la chaîne télévisée HBO a déclaré, lors d'une discussion avec l'ex-conseiller du président George W. Bush, David Frum, que « *les progressistes aux États-Unis se doivent de défendre les droits humains des Palestiniens* » et que **cette question a été déséquilibrée depuis trop longtemps**. Il est temps que tous ceux qui se disent progressistes « *se fassent entendre* » sur ce sujet a ajouté (<https://www.youtube.com/watch?v=Dao-fpRsFqs>) Legend.

Peut-être encore plus révélateur de ce moment est le volte-face qu'a du faire, en janvier, le Birmingham Civil Rights Institute (BCRI) en Alabama. Sous le feu de pressions de certains groupes, l'institut avait décidé d'annuler sa décision de récompenser la militante historique pour les droits civiques et universitaire, **Angela Davis**, en lui attribuant son prix annuel des droits de l'Homme, le Fred L. Shuttlesworth Human Rights Award, au vu des positions de celle-ci à l'égard des politiques israéliennes envers les palestiniens. Rapidement, la décision a été fortement critiquée (<https://www.thenation.com/article/angela-davis-birmingham-civil-rights-institute/>) par de nombreux (<https://jewishvoiceforpeace.org/350-academics-stand-with-angela-davis/>) leaders, dont le maire de Birmingham, quelque 500 professeurs qui ont signé une lettre de soutien ainsi que le groupe Jewish Voice for Peace, amenant le BCRI à ré-inviter (https://www.huffpost.com/entry/angela-davis-birmingham-civil-rights-award_n_5c4b50fbe4b0287e5b8a59f8) Davis à accepter le prix.

Ces épisodes soulignent le renouveau plus large de l'internationalisme afro-américain et de ses liens d'antan avec le tiers-mondisme. **La relation entre les Afro-américains et les palestiniens remonte aux années 1960** et s'inscrit, en effet, dans des solidarités qui se sont exprimées régulièrement. Pour autant, le contexte précédent était qualitativement différent, à savoir celui de la concomitance de la décolonisation au Sud et de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. À la suite de Malcom X – le premier à aller dans ce sens – Angela Davis, Robert F. Williams, Stokely Carmichael et Harold Cruse, parmi d'autres, avaient élaboré **une vision liant le colonialisme et le racisme dans une logique de systèmes co-constitutifs** (https://www.washingtonpost.com/opinions/2018/12/05/marc-lamont-hill-legacy-punishing-black-internationalists/?noredirect=on&utm_term=.65ec2594074f). Aujourd'hui, ces liens et cette perspective sont ravivés alors que les tensions raciales augmentent à nouveau au États-Unis et que la question palestinienne demeure irrésolue.

Si la question palestinienne a, certes, toujours fait l'objet d'un mouvement international de solidarité, celui-ci s'était ralenti durant les années 1990 et les

années 2000. Mis à part une forme de fatigue du problème et les stratégies changeantes des Palestiniens – cristallisés dans la virulente opposition Fatah/Ramallah-Hamas/Gaza depuis 2006 – **la question palestinienne a également fait les frais de l'évolution de l'espace politique arabe lui-même accaparé de loin en loin par une multitude de dystrophies politiques** issues principalement de l'autoritarisme local et de l'interventionnisme externe. Plus généralement, et paradoxalement à la faveur d'une ouverture post-printemps arabe, les populations du monde arabe, provinciales à souhait, sont de moins en moins mobilisées pour des questions de solidarité internationale se recroquevillant sur des débats principalement nationaux et régionaux.

Aussi, **le déplacement de la question palestinienne et son retour à la scène internationale sont fortement marquée par cette intersectionnalité** (<https://www.vox.com/2018/4/6/17169448/trump-islamophobia-muslims-islam-black-lives-matter>), comme le note le professeur Khaled Beydoun, entre des mouvements tels Black Lives Matter et les Palestiniens – ces derniers ayant été parmi les premiers à soutenir les Afro-américains au lendemain des émeutes de Ferguson en août 2014 – ou le rôle joué par les femmes (<https://www.press.uillinois.edu/books/catalog/35ghr7wd9780252041860.html>) dans ces deux luttes.

Cette solidarité croissante en Occident à la cause palestinienne au nom de l'indivisibilité de la justice demeure néanmoins limitée par des tendances plus fortes qui relativisent cette évolution. En Europe, l'islamophobie et l'antisémitisme sont en hausse à la faveur d'une montée en puissance des droites extrêmes souvent ralliées aux positions du gouvernement israélien sur cette question. Aux États-Unis, même si la question divise (<https://www.nytimes.com/2019/03/28/magazine/battle-over-bds-israel-palestinians-antisemitism.html>) de plus en plus et peut être plus que jamais, le soutien à Israël demeure largement majoritaire.

Au final, résume (<https://www.middleeasteye.net/opinion/palestine-global-not-western-issue>) l'historien israélien Ilan Pappé, « *l'inertie politique, la timidité des élites politiques occidentales et les évènements en Syrie et en Irak (ainsi que leur impact sur l'Europe)* » expliquent pourquoi cela prendra du temps avant que l'Occident ne formule **une nouvelle approche à la Palestine**. Mais, ajoute-t-il – et alors qu'un sondage (<https://972mag.com/are-israeli-jews-beginning-to-accept-the-right-of-return/134788/>) indique qu'un jeune israélien sur quatre soutient le droit au retour des palestiniens – la scène changeante internationale à l'égard de la Palestine doit nous amener à soutenir une nouvelle vision sur la question palestinienne.

Photo : Le militant afro-américain Eldridge Cleaver et son épouse Kathleen Cleaver dans les rues d'Alger en couverture du magazine *The Black Panther*, 9 août 1969.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : août 2019



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/08/09/whitewashing-white-supremacist-terrorism/>)

Whitewashing White Supremacist Terrorism (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/08/09/whitewashing-white-supremacist-terrorism/>)

 9 août 2019 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/08/09/whitewashing-white-supremacist-terrorism/>)

The euphemizing of white supremacist terrorism is a discriminatory practice long enabled by irresponsible media, populist policymakers, and tunnel-vision terrorism researchers

Terrorism at the hands of white supremacists has been treated differently than any other forms of terrorism. This historical trend has become widespread in the 2000s and 2010s. Media outlets, national governments, international organizations, scholars and researchers have in their vast majority consistently dealt with this type of terrorism in ways that were strikingly at variance with the terminology, policies, and analyses put forth to

represent other terrorisms, notably radical Islamist terrorism.

If the August 3 and 4, 2019 terrorist attacks in El Paso, Texas and Dayton, Ohio in the United States have shown how untenable such bias has now become, and if more and more voices are coming forth to denounce this *representational asymmetry* and to call for political and societal remedies to the situation, the problem is deeper as it has been indulged for far too long. In many ways and for many, the current epiphany – embodied in an August 4 *New York Times* editorial (<https://www.nytimes.com/2019/08/04/opinion/mass-shootings-domestic-terrorism.html>), soon enough contradicted by angled coverage of President Donald Trump's statements on the recent attacks, as US Representative Alexandria Ocasio-Cortez aptly noted (<https://twitter.com/AOC/status/1158557383767052293>) – is too little too late. It is so because terrorism has been the single most important security question over the past two decades and, consequently, one of its major manifestations cannot be disingenuously misrepresented as either gun violence or mental health issues.

White supremacist terrorism or white nationalist terrorism (in the larger constellation of the “white power movement”, as Kathleen Belew examines it in her 2018 book *Bring the War Home: The White Power Movement and Paramilitary America* (<https://medium.com/@ahseeder/a-short-summary-of-kathleen-belews-bring-the-war-home-8ac4a74f3fe2>)) **has been the dominant form of terrorism in the United States over the past ten years.**

Since 2009 – while public attention was near-exclusively focused on Al Qaeda's and the Islamic State's terrorism – close to 75% (<http://www.soufangroup.com/intelbrief-right-wing-terrorism-and-the-enemy-within/>) of the terrorist attacks in that country were committed by white supremacists (<https://apps.revealnews.org/homegrown-terror/>). Similarly, White supremacist or right-wing terrorism is also **the fastest growing type of terrorism globally**. In 2017 (<https://qz.com/1355874/terrorism-is-surging-in-the-us-fueled-by-right-wing-extremists/>), out of 65 attacks round the world, 37 (that is 56.9 per cent) were committed at the hands of racist, Islamophobic, anti-Semitic, or neo-fascist attackers. The trend continued in 2018 (<https://www.adl.org/murder-and-extremism-2018>) as that year was the fourth deadliest on record for domestic extremist-related killings in the United States since 1970, with the murders overwhelmingly linked to right-wing extremists. And in 2019 (<https://www.salon.com/2019/07/24/fbi-director-to-congress-most-domestic-terror-cases-are-driven-by-white-supremacist-violence/>), FBI director Christopher Wray told the US Congress that most of the domestic terrorism arrests made so far this year have been associated with white supremacy.

As the evidence piled up, most news media conspicuously refrained from representing the violence as terrorism, policymakers did the same and terrorism

researchers minimally examined the problem – overwhelmingly devoting their resources to the manifestation of radical Islamist terrorism.

Particularly consequential has been the resistance by most news media organizations to depict white supremacist terrorist attacks as precisely that. **Time and again**, including in the recent cases of **El Paso** and **Dayton**, the terror is referred to as “shooting” and the terrorist as “shooter”. This was so notably in the cases of the attacks in **Charleston**, South Carolina on June 17, 2015; Finsbury Park, **London** on June 19, 2017; **Charlottesville**, Virginia on August 12, 2017; **Las Vegas**, Nevada on October 1, 2017; **Pittsburgh**, Pennsylvania on October 27, 2018; **Sutherland Springs**, Texas on November 5, 2017; and **Christchurch**, New Zealand on March 15, 2019.

Whether against Muslims, African-Americans, Jews, or counter-protestors to a neo-Nazi march, **these attacks were all factually terroristic in nature**, not simply shootings or car-rammings. For all the debate about the definition of terrorism and the political subjectivity attached to it, these actions matched clinically the core elements of what terrorism is; specifically they were *violent unlawful acts conducted illegitimately and indiscriminately against a non-combatant population with a view to further the advancement of a political, religious, or ideological goal by creating a psychological climate of fear beyond the physical limitations of the original act of violence*.

And yet in London, the BBC initially referred to the Finsbury Park terrorist attack by Darren Osborn as a “collision” (in contrast to the same terrorist car-ploughing modus operandi used earlier in Nice, France on July 14, 2016), as did most other international media outlets. Policymaking tagged along. In Charlottesville, the terrorist James Fields was initially charged with one “hit-and-run count”. In Charleston, then-FBI director James Comey chose to not refer to the rampage as a terrorist attack. In the same vein – terrorism being also about attacks on property – the White House refused (<https://time.com/4166545/white-house-oregon-standoff-terrorism/>) to call a terrorist incident the January 2-February 11, 2016 armed occupation of the Malheur National Wildlife Refuge in Harney County, Oregon by the Sovereign Citizen Movement militia.

Besides the shortcoming due to the widespread predisposition to readily see white supremacist terrorism differently than other terrorism, there is here **the additional, outsized, and crucial factor of the litany of racist statements by US President Donald Trump** which have been seized on by white supremacists to further their political agenda. Brenton Tarrant, who killed fifty-one people in the Christchurch attacks against two mosques, hailed President Trump (<https://www.aljazeera.com/news/2019/03/zealand-mosques-attack-suspect-praised-trump-manifesto-190315100143150.html>) as “a symbol of renewed white identity and common purpose”. Patrick Crusius, who killed nineteen people

in the Cielo Vista Mall in El Paso, Texas, was an ardent supporter of Trump (<https://newsone.com/3883517/el-paso-shooter-patrick-crusius/>) and his ideas against immigrants. **The two communities targeted by the terrorists, Muslims and Latinos, had been repeatedly and explicitly vilified by President Trump.**

The sum total of this problematic double-standard is that, whether unwittingly or wittingly, what can analogously be termed **the 'white privilegisation' of white supremacist terrorism corresponds to a form of racism**. In effect, the invisibilization of white supremacist terrorism is the combined result of the mainstream news media euphemizing the terror (invariably terming it a "shooting" or "incident"), politicians reflexively speaking of "mentally-disturbed (<https://www.cbsnews.com/news/donald-trump-texas-church-shooting-mental-health-problem-not-guns-situation/>)" individuals when the terrorist is not brown or black (<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-49230861>), officialdom failing to prosecute (<https://theintercept.com/2019/03/23/domestic-terrorism-fbi-prosecutions/>) right-wing terrorism under the relevant anti-terrorism laws (whereas anti-terrorism laws have been strengthened and expanded in most countries since 9/11), and researchers failing to properly decipher the contemporaneously-cementing patterns of neo-KKK, neo-Nazi, and neo-fascist terrorism.

Incessantly talking only (<https://psycnet.apa.org/record/2018-48477-001>) radical Islamist violence, terrorism experts failed to contextualize the historical lineage of **this other violence** going back to the attacks by Anders Breivik (<https://lithub.com/one-of-us/>) in July 2011 in Norway – who bombed a government building before proceeding to a youth camp to kill 77 people –; Timothy McVeigh (<https://www.okhistory.org/publications/enc/entry.php?entry=OK026>) and Terry Nichols who truck-bombed the FBI offices in Oklahoma City in April 1995 killing 168 people; the assassination of the Denver, Colorado Jewish talk show host Alan Berg in June 1984 by members of the white nationalist group The Order (<https://timeline.com/alan-berg-jewish-murder-denver-57f54b2989dd>), or indeed much earlier another form of terrorism that is never called thus, the racial terror lynching (<https://lynchinginamerica.eji.org/explore>) from the 1870s to the 1950s.

Illustration: Jackson Pollock, *White Light*, 1954

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

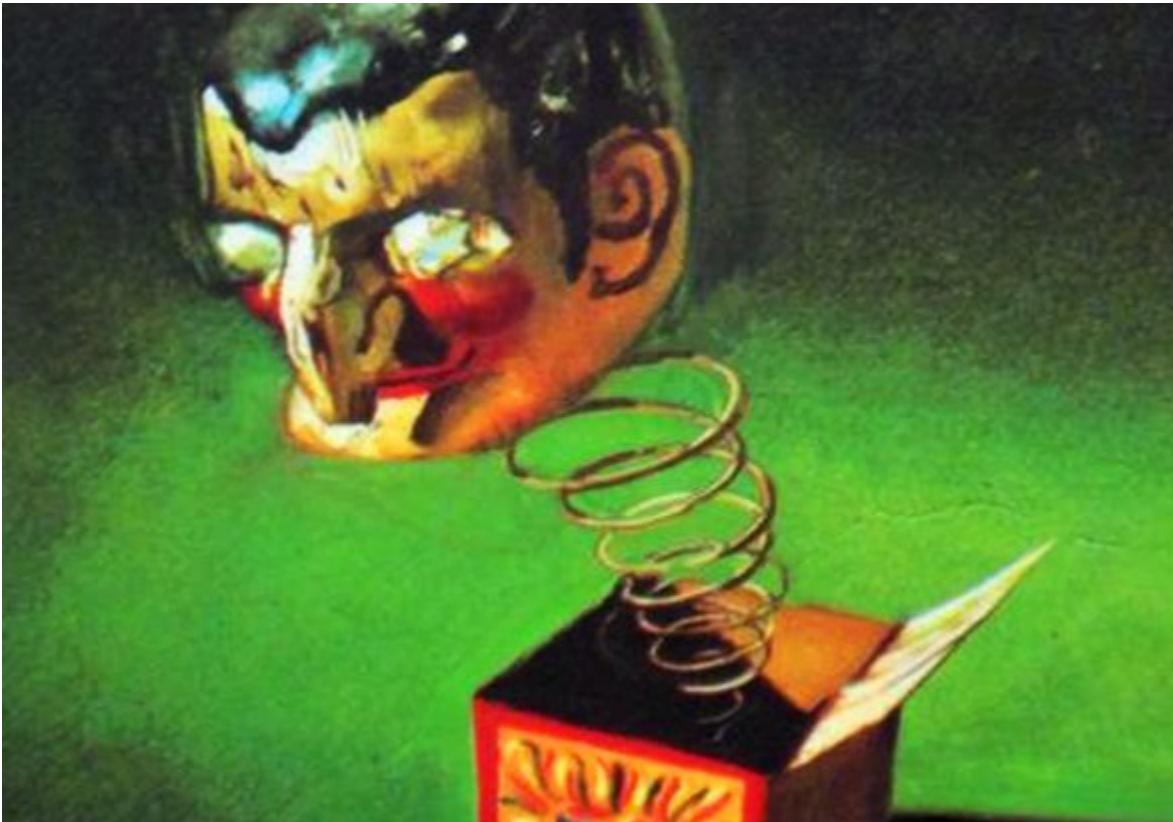
ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : octobre 2019



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/10/18/le-vietnam-de-larabie-saoudite/>)

Le Vietnam de l'Arabie Saoudite (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/10/18/le-vietnam-de-larabie-saoudite/>)

18 octobre 2019 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2019/10/18/le-vietnam-de-larabie-saoudite/>)

Militairement, politiquement et stratégiquement, l'aventure de Mohamed Ben Salman au Yémen s'est avérée un désastre

Lorsque le président égyptien Gamal Abdel Nasser rendit l'âme en septembre 1970, prématurément à l'âge de 52 ans, beaucoup y virent le contre-coup physique et psychologique du choc de la défaite arabe en juin 1967 face à Israël. Certes, la Naksa avait indéniablement diminué à la fois le camp arabe et son leader de facto, Nasser, rendant ce dernier un fantôme politique les trois années qui suivirent. Pour autant, à l'examen historique, c'est un autre conflit, à savoir la guerre larvée au Yémen dans laquelle le

président égyptien s'était impliqué depuis septembre 1962, déployant ses troupes en soutien aux nationalistes du nord-Yémen, qui, au cours de la décennie, avait graduellement anémié son armée.

À terme et à l'image de la guerre perdue militairement et politiquement par les États-Unis en Asie à la même époque, **le Yémen, cet ingérable casse-tête**, s'avéra bel et bien le « Vietnam » de l'Égypte et de Nasser (<https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691155142/nassers-gamble>). Aujourd'hui, c'est à un autre pays de la région et à un autre leader moyen-oriental que le Yémen est, petit à petit, en train de réserver le même sort : l'Arabie Saoudite de Mohamed Ben Salman (<https://www.pbs.org/wgbh/frontline/film/the-crown-prince-of-saudi-arabia/>).

Récemment nommé par son père, le roi Salman ben Abdelaziz al Saoud, ministre de la défense et vice-prince héritier du Royaume wahabite, **l'ambitieux trentenaire décide le 26 mars 2015 de déclencher une intervention militaire** pour mettre fin au chaos ambiant qui règne chez son voisin du sud depuis la chute du président Ali Abdallah Saleh, son remplacement par le pro-saoudien Abdrabbu Mansour Hadi et la montée en puissance du mouvement islamiste des Houthis de la secte Zaidi chiite et sa prise de contrôle de la capitale Sanaa.

Calquée sur les interventions américaines en Irak et en Afghanistan – *briefings* « format Pentagone » et campagne de communication à l'appui – l'invasion saoudienne est dotée du nom de *'Asifat al Hazm* (Tempête Décisive, autre référence à la « Tempête du Désert » des États-Unis en 1991 contre l'occupation irakienne du Koweït) à laquelle sont ralliés neuf autres pays arabes – le royaume pouvant être insistant auprès de ses amis-clients. Quatre ans et demi plus tard, **nul des objectifs du blitzkrieg envisagé n'a été atteint et c'est l'envahisseur du nord qui est désormais sur la défensive** ; les incursions yéménites en territoire saoudien se multipliant et redoublant d'impact.

Militairement, politiquement, économiquement et stratégiquement, l'aventure de Ben Salman au Yémen s'est avérée un désastre. **Les milices Houthis sont devenues une force militaire des plus redoutables**, mettant en pratique tout le volet des guerres asymétriques – véritable cauchemar pour une armée classique telle celle de Riyad formée et encadrée de longue date par les États-Unis – tout comme ils ont pu tenir tête aux mercenaires occidentaux soutenus notamment par les Émirats Arabes Unis, allié de l'Arabie Saoudite mais avec lequel des dissensions (<https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/08/yemen-aden-saudi-arabia-uae-airstrikes-coup-government.html>) ont vu le jour depuis l'été dernier. Les combattants yéménites ont surtout inséré une donne des plus dangereuses pour Riyad en **contre-attaquant par le biais d'une campagne soutenue d'attaques de drones**. Le 14 septembre dernier, le siège de la principale compagnie

pétrolière, Aramco, à Abqaiq a été visée par une flotte de dix-huit drones (<https://www.independent.co.uk/voices/saudi-arabia-drone-attacks-trump-us-iran-global-warfare-nato-a9113636.html>) envoyés par les Houthis, paralysant de moitié la production nationale saoudienne et déstabilisant les marchés internationaux. L'opération de la mi-septembre avait été précédée par des attaques de drones similaires provenant du Yémen qui avait frappé l'Arabie Saoudite en août et en mai derniers.

Si Ben Salman, désormais prince héritier depuis juin 2017, a pu, pour l'heure, poursuivre impunément cette aventure-bourbier, c'est principalement grâce au soutien des États-Unis (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/oct/03/yemen-airstrikes-saudi-arabia-mbs-us>), mais également parce que **la communauté internationale ferme les yeux de facto sur la tragédie humanitaire au Yémen**. En avril dernier, une étude du PNUD (<https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/crisis-response/assessing-the-impact-of-war-on-development-in-yemen-.html>) estimait que si le conflit venait à prendre fin en 2019, il aurait déjà causé la mort de 233.000 personnes dont 140.000 enfants de moins de cinq ans, de nombreuses violations du droit humanitaire et de droits de l'Homme, ainsi que 89 milliards de dollars de pertes matérielles pour ce qui était déjà le pays arabe le plus pauvre. La décision de l'administration Trump (<https://www.cnbc.com/2019/10/11/trump-administration-will-send-more-troops-to-saudi-arabia.html>) – annoncée ce 10 octobre alors que la procédure d'impeachment du président américain s'accélère – d'accroître son soutien à Riyad en envoyant 3.000 soldats supplémentaires et en déployant son système Patriot de protection anti-aérienne indique que le conflit perdurera au-delà de cette année.

« Tout pouvoir repose sur un acte fondateur », avait appris Nicolas Machiavel à un autre prince. Le pouvoir du prince héritier saoudien, initialement JFKisé en « MBS (<https://www.thedailybeast.com/trumps-publisher-pal-puts-saudi-propaganda-magazine-in-us-supermarkets>)» par la presse occidentale avant son implication dans le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre 2018 dans le consulat saoudien à Istanbul, n'est semblablement ni ce crime (<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24713&LangID=E>), ni les arrestations au sein de l'élite saoudienne en novembre 2017, ou même le conflit avec le Qatar divisant le Conseil de Coopération du Golfe, mais peut être bien plus l'invasion de ce Yémen qui a déjà été si préjudiciable à d'autres dirigeants arabes.

Illustration : *Cristal qui Songe (The Dreaming Jewels)* de Theodore Sturgeon ©J'ai Lu 1978

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

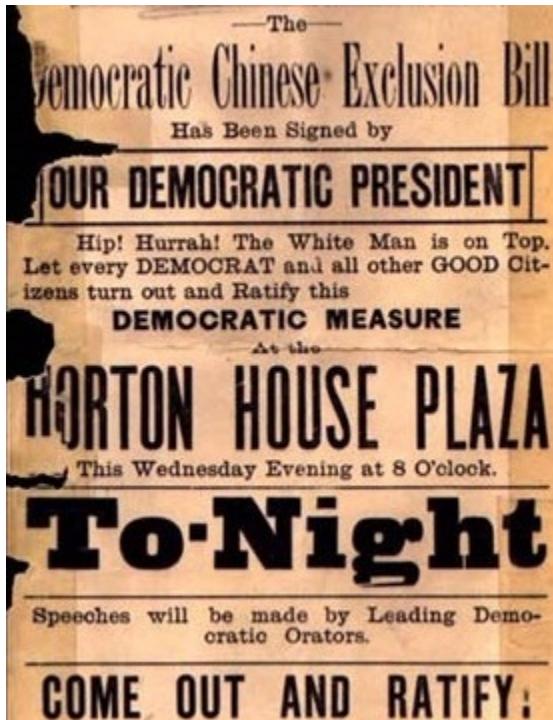
ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : janvier 2020



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/01/09/open-season-in-the-age-of-apathy/>)

Open Season in the Age of Apathy (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/01/09/open-season-in-the-age-of-apathy/>)

 9 janvier 2020 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/01/09/open-season-in-the-age-of-apathy/>)

On January 21, 1996, the *New York Times* published a story entitled “Seeing Green; The Red Menace is Gone but Here’s Islam”. Five solid years before the events of ‘9/11’ forcefully unleashed a global moment in that direction, Islam had already been introduced or decreed as the new enemy – of the West, that is.

Notwithstanding the problematic nature of the “Islam vs. the West” construct, the reality is that the artifice **has been successful beyond the wildest dreams of its proponents** or adherents, from Bernard Lewis to Niall Ferguson by way of Samuel Huntington and Francis Fukuyama.

Close to a quarter century after that self-explanatory essay (<https://www.nytimes.com>

/1996/01/21/weekinreview/seeing-green-the-red-menace-is-gone-but-here-s-islam.html) by Elaine Sciolino substituting midway into the post-Cold War the Muslim to the Communist as the needed *bête noire* (*et marron*), anti-Islam feelings have now vastly expanded across the world as discrimination, repression, and hostility towards Muslims have been routinized. In the event, **Islamophobia features now as mere background noise of international politics.**

In his new, paradigm-shifting book *Europe and its Shadows – Coloniality after Empire* (<https://www.plutobooks.com/9780745338408/europe-and-its-shadows/>), Hamid Dabashi offers a key insight on the misleading and skewed nature of the ideological tenet that has underwritten this past and current phase of global politics. As he writes: "In what particular way can the 1,400 years of civilizational unfolding of a world religion be summoned into just one word, 'Islam' – placed next to the allegorical gathering of a recent imperial concoction called 'the West' and offered as the towering binary of our time – be the explanatory frame of reference for the current events?...**What happens to historical accuracies, analytical nuances, judicious cultural comparativism when it comes to 'Islam and the West'.**"

Such nuances and accuracies, as the Columbia University professor terms them, are indeed now widely absent, and **the 'Islam as a problem' narrative has been normalized**. As seen in the current flare-up between the United States and Iran, the cultural-religious narrative features alongside each new geopolitical crisis playing out in the region. It can be summoned or it can surface on its own, at will.

How did we get here?

To be certain, the colonial and the post-colonial experiences are the heart of the matter. Foundationally, however, it is the years following the Second Gulf War of 1990-1991 (<https://graduateinstitute.ch/library/publications-institute/iraq-and-second-gulf-war-state-building-and-regime-security>) that had allowed the George H. Bush administration to turn the initially-empty-slate post-Cold War into a period of military interventionism in the Middle East. What had been done in a limited way and indirectly by way of the decade-long United Nations embargo on Iraq (<https://www.hurstpublishers.com/book/iraq-in-fragments/>) was then unleashed directly in 2003 with the George W. Bush administration occupation of that country.

Since then, and as the successive stories of Al Qaeda and the Islamic State materialized, **the so-called 9/11 wars in Afghanistan, Iraq, Somalia, Libya, Yemen, and in the Sahel all played out back-to-back amidst a religious theme**. By the time, President Donald Trump announced in January 2016, a racist 'Muslim Ban', the ground had been laid for the acceptability of that discriminatory measure.

Whereas that Trumpian high point of unprecedented contemporary institutionalized animosity towards Islam could have been a marker triggering de-escalation, it stood rather as the harbinger of a more insidious insertion of that disposition in the fabric of global politics. And so over the past three years, **rather than simmering in Western societies, particularly those with a colonial past or an imperial present, the anti-Muslim bias traveled** to Asia or resurfaced thereabout. Better yet, it was accompanied by tolerance of it in...Muslim societies.

Under the leadership of a former Nobel Peace Prize winner, Myanmar has been perpetrating a modern-day genocide against the Rohingya (<https://edition.cnn.com/2018/03/12/asia/myanmar-rohingya-un-violence-genocide-intl/index.html>) people since 2016. In parallel, China has been conducting another genocide on the Uighur (<https://foreignpolicy.com/2019/12/03/uighurs-xinjiang-china-cultural-genocide-international-criminal-court/>) community, sending millions to so-called 're-education camps'.

The crimes of Myanmar – which included infanticide (<https://www.independent.co.uk/news/world/asia/burma-rohingya-muslim-babies-children-slaughtered-knives-massacre-genocide-un-warns-a7561711.html>) – and of China on these Muslim groups have been widely reported and denounced by the United Nations, the International Criminal Court, human rights organizations, investigative journalists (<https://www.haaretz.com/world-news/.premium.MAGAZINE-a-million-people-are-jailed-at-china-s-gulags-i-escaped-here-s-what-goes-on-inside-1.7994216>) and athletes (https://www.huffpost.com/entry/chinese-tv-pulls-uk-soccer-match-after-player-criticizes-muslim-repressions_n_5df671c6e4b03aed50f005ac). In November 2019, the *New York Times* (<https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage>) released 400 pages of leaked internal documents exposing the scale of the Chinese cultural genocide against the Uighur of whom reportedly three million are held in concentration camps (<https://www.reuters.com/article/us-usa-china-concentrationcamps/china-putting-minority-muslims-in-concentration-camps-us-says-idUSKCN1S925K>).

By and large, however, these two genocides and Islamophobia (<https://foreignpolicy.com/2019/12/16/britain-election-conservative-party-islamophobia/>) more generally have been allowed to continue. Just as they did with the Myanmar 'fallen icon', **many instead drew a line under the problem and moved on**, sweeping aside dissonance in their favourite saviour narrative (<https://edition.cnn.com/2019/12/13/asia/rohingya-suу-kyi-myanmar-hague-intl-hnk/index.html>), and *mezzo voce* expressing 'concern with Islam', hardly dissociating the religion of one-fourth of the world's population from its militant Islamist

use. The tepidity has found itself replayed in social media where Facebook (<https://bylinetimes.com/2019/12/12/facebook-is-turning-a-blind-eye-to-users-spreading-anti-muslim-hate/>) turned a blind eye on anti-Muslim hate.

It is in this degenerated context that India's Narendra Modi (<https://www.nytimes.com/2019/12/18/opinion/india-citizenship-bill-muslims.html>) was able to introduce in November 2019 a Trumpian Muslim Ban-like citizenship bill excluding Muslim refugees.

Not only have Muslim and Arab states not been vocal or active on this issue, but they have actually enabled and whitewashed it. It was not Saudi Arabia, where the holy sites of Islam are located, or the United Arab Emirates, which hosted a 'tolerance' summit (<https://www.hrw.org/news/2018/11/14/hypocrisy-dubais-world-tolerance-summit>) in spite of their dismal human rights record (<https://www.theguardian.com/world/2013/jul/02/uae-sentences-coup-plotters-jail>), who took the initiative of filing a case against Myanmar (https://www.hrw.org/news/2019/12/05/questions-and-answers-gambias-genocide-case-against-myanmar-international-court#_Why_has_Gambia) before the International Court of Justice but Gambia. In July 2019, Saudi Arabia signed a letter defending (<https://www.reuters.com/article/us-china-rights-saudi/saudi-arabia-defends-letter-backing-chinas-xinjiang-policy-idUSKCN1UD36J>) China's policies against the Uighurs. Earlier, in February, the country's Crown Prince Mohammed Bin Salman, had already declared that China had "the right" (<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/02/22/saudi-crown-prince-defends-chinas-right-put-uighur-muslims-concentration/>) to do so.

Such complicity and apathy in the face of fast-advancing anti-Islam policies and feelings is arresting **at the dawn of a new decade**. With those whose communities themselves are or have in the past been targeted by discrimination now onboard, one wonders what the next frontier is.

Illustration: *Chinese Exclusion Act poster, 1882*

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : mars 2020



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/03/15/le-conseiller-bienveillant/>)

Le Conseiller Bienveillant (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/03/15/le-conseiller-bienveillant/>)

15 mars 2020 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/03/15/le-conseiller-bienveillant/>)

Le troisième épisode de la nouvelle saison de la série télévisée *Homeland* – dont la sophistication du racisme (<https://lareviewofbooks.org/article/moving-target-is-homeland-still-racist/>) échappe à beaucoup – met en scène le personnage du Conseiller national américain pour la sécurité, Saul Berenson (interprété par Mandy Patinkin), en négociations avec le chef des Talibans, Haissam Haqqani (campé par Numan Acar). Dans une scène nimbée de lyrisme, les deux hommes, scrutant un émouvant lever de soleil sur Kaboul, se mettent d'accord pour enterrer leurs différences (culturelles autant que géostratégiques) afin, comme l'indique Saul Berenson, ex-chef de la CIA, d'ouvrir un jour nouveau pour le monde et « apporter la paix et la prospérité au peuple afghan ».

Ce couple et ce moment sont **une des plus anciennes vignettes de l'Orientalisme**, autant dans la réalité politique du Moyen-Orient que dans sa représentation romanesque. Suivant ce trope, le décideur Oriental – dans son acception large – se retrouve dans l'intimité d'une relation de confiance avec un envoyé politique, officiellement ou officieusement, et ce premier en arrive à être influencé par le second, invariablement à des fins nobles et envers la poursuite d'objectifs transformant pour le meilleur la vie de ses sujets.

Si au départ le décideur moyen-oriental est quelque peu soupçonneux et sur la réserve – il faut bien construire une tension narrative à dissiper par la suite – il n'en est pas pour le moins intrigué par cet intrigant opérateur externe « différent », et **lui ouvre donc derechef l'accès à son monde**, le faisant envers et contre l'avis de ses propres conseillers, autant circonspects que jaloux de leur prérogatives d'influence.



([https://blogs.letemps.ch/mohammad-](https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2020/03/Adviser-1.jpg)

mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2020/03/Adviser-1.jpg)

Rencontrant T.E. Lawrence (Peter O'Toole) pour la première fois sous sa tente dans le désert d'Arabie, le prince Faysal (Alec Guinness) lui rappelle, pour le garder quelque peu à distance, que d'autres **amoureux de l'Orient**, tels « *Gordon of Khartoum* », ont emprunté ce chemin par le passé. Le parcours de ce général et administrateur colonial britannique, Charles George Gordon, également surnommé « *Chinese Gordon* » et « *Gordon Pasha* » suivant ses autres missions en Chine et en Égypte, illustre plus en avant ce positionnement d'influence stratégique. Séduction, oui, mais service national d'abord.

Ce rapport, non de forces, mais de sentiments, dissimule bien entendu le but premier du conseiller bienveillant, à savoir remplir sa mission qui est d'obtenir l'alignement du décideur oriental sur une politique décidée en métropole. **L'invisibilisation de l'assujettissement passe par la mise en scène d'une camaraderie** qui viendrait transcender les différences au nom d'un service rendu au subalterne.

Cette camaraderie peut, parfois, se muer en véritable fratrie, à l'image d'un T.E. Lawrence (<https://ugapress.org/book/9780820340043/the-t-e-lawrence-puzzle/>) rédigeant au lendemain de son aventure avec les Arabes, son opus majeur, *Les Sept Piliers de la*

Sagesse, parsemé autant d'admiration pour ces derniers que de réprobations à l'égard de ses supérieurs britanniques. **Elle peut aussi, souvent, demeurer un calcul hypocrite et efficace** de l'agent capable de se jouer de la psychologie (fragile et dépendante) du politique orientale. Même s'il en arrive à développer empathie, voire sympathie, à l'égard de celui-ci, l'agent externe, un « missionnaire » cliniquement, est par la force des choses ramené à cette nécessaire distance, par le fil des évènements ou par quelque décision révélatrice de la nature « intrinsèque » du prince Oriental.



([https://blogs.letemps.ch/mohammad-](https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2020/03/Adviser-2.jpg)

mahmoud-ould-mohamedou/wp-content/uploads/sites/37/2020/03/Adviser-2.jpg)

Dans le film *Syriana* (2005), le personnage de Matt Damon (Bryan Woodman, un représentant d'une compagnie pétrolière américaine) rencontre celui d'Alexander Siddig (Prince Nasir Al Subaai) dans un hôtel à Genève pour le convaincre d'introduire des réformes qui apporteraient démocratie, droit de l'homme et émancipation des femmes à son émirat du Golfe. Le touchant dithyrambe de bonne gouvernance du conseiller énergétique masque difficilement les intérêts de son mandataire commercial, de la même manière que celui d'indépendance de Lawrence occultait la mainmise britannique sur l'Arabie bientôt post-Ottomane ou encore que celui de Saul Berenson de dépassement des conflits voile l'administration néocoloniale de l'Afghanistan post-11 Septembre.

La tâche du conseiller bienveillant, que l'on rencontrera hors-fiction sous les traits d'un Thomas Friedman (<https://www.versobooks.com/books/1024-the-imperial-messenger>) ou d'un Jared Kushner (<https://theintercept.com/2018/03/21/jared-kushner-saudi-crown-prince-mohammed-bin-salman/>), **est néanmoins rendu plus aisée par la demande despotique des leaders moyen-orientaux**, qui, admiratifs et touchés par l'attention qui leur est portée, s'épanchent volontiers, avec ce partenaire, de façon fataliste sur leur fardeau d'avoir à diriger des peuples « arriérés » et « indisciplinés », et donc ingrats et incapables de les suivre dans leur haute mission de modernisation. Autant de paternalisme, élitisme et récits auto-gratifiants qui font bon ménage avec la mission orientaliste de leur proche-lointain conseiller.

Photos : © Homeland, 2020; Lawrence of Arabia, 1962; et Syriana, 2005

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

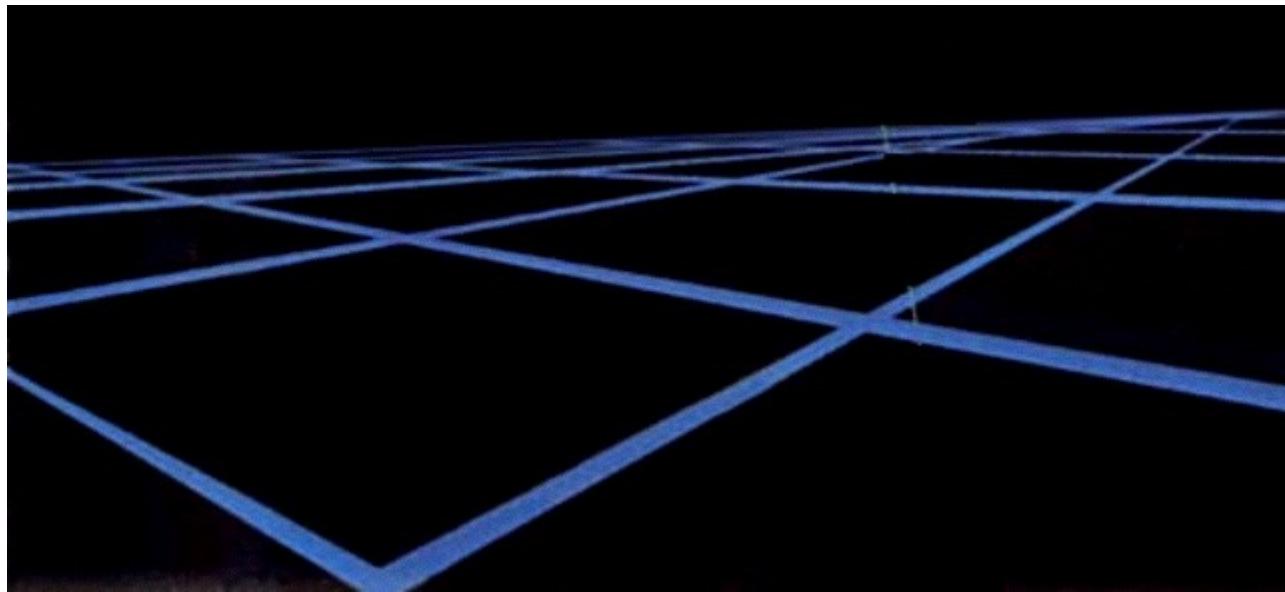
ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés

TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://www.letemps.ch/blogs))

Mois : juin 2020



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/06/21/burning-the-field/>)

Burning the Field (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/06/21/burning-the-field/>)

 21 juin 2020 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/06/21/burning-the-field/>)

I once overheard an economist suggesting to a political scientist: "We should get him on the committee, **he's got field experience**".

What does that *really* mean?, I thought to myself.

Over the years, I had heard this sentence uttered too often in academe and in policy-making – used as an accepted and valued benchmark to assess credentials and expertise. That the referred-to colleague was a distinguished sociologist made the remark appear innocuous, indeed flattering.

Yet something was off.

The issue was not the context but the subtext, indeed the acceptability of it and **the unseen coded nature of the term** – often too as used by those reflexively resorting to the phrase.

For all practical purposes, '**the field**' is an accepted term of art for the Global South. It presents and represents it as a normal destination of a type of study whose nature is particular. The chosen 'field' metaphor conveys a clear idea of open land and nature environment.

Those using it may not realize it. Their work, after all, is in favor of that 'global south'. Benign humanitarians acquire experience 'in the field' before returning to headquarters to display that gained knowledge.

The fact remains that **an allegedly scientific term is eminently non-scientific for it is associated with a given destination** rather than left open.

Unsurprisingly, **the concealed soundscape of the field is the result of its history** and the asymmetric power relations it establishes. Eurocentrism travels. Orientalism as well, in imagery and in sound. Most importantly, both constructs do so in language. In this case, the semantics are that *the field is that which stands away from the center*.

More specifically, **the field is Africa, the Middle East, Asia, at times Latin America**. It most certainly never is Europe or North America. If it is Western, it is merely in circumscribed places in its midst; troubled, so-called no-go areas (<https://www.theguardian.com/artanddesign/2019/apr/04/photographer-banlieue-monsieur-bonheur-department-93-paris-france-fox-news-no-go-zone>), which as it were are inhabited by 'communities' 'whose citizens originally 'come from' somewhere else. And so, even in the center, the field is imported periphery.

As dominion, the field can be surveyed. One flies over it (<https://www.youtube.com/watch?v=KDgVwHqjxQ>) romantically as do the characters of Meryl Streep and Robert Redford – hurriedly followed on foot by the helping local Kenyans – in Sidney Pollack's *Out of Africa*, with John Barry's lush violins smoothing that imperial privilege of unquestioned ownership.

Elsewhere in North Africa, the field – also a *derivative battlefield* in this case as Rommel Afrika Korps squared off with Montgomery's troops – is similarly the normalized backdrop of colonial ownership and field studies (<https://www.youtube.com/watch?v=RFp62US2cyg>) as in *The English Patient*'s archeological team. One passes through it safely (<https://www.youtube.com/watch?v=l0KNnADHkXY>), in David Lean's *A Passage to India*.

For **the field is for the taking**, that is by the non-fielder so to speak. Historically a playground or dominion, it logically became a place of study and social sciences codified it this way.

The true nature of the field is, however, revealed by the violence such language erases. The

field is where the ‘field negro’ lives – in resentment and exploitation – as Malcolm X famously brought it home (<https://www.youtube.com/watch?v=jf7rsCAfQCo>).

The field can never be another place which can be researched similarly. And therein lies the hypocrisy of the term as used contemporaneously. **‘Field research’ in the corridors of the European Union in Brussels or those of the World Bank in Washington is incongruous.**

Can one gain field experience in the police precincts of Alabama or the courtrooms of Mississippi? Or are only interviews of tribesmen in Yemen or rebels in Burkina Faso to be listed in vitae?

If the field can never be in North, it is because by definition that realm has been defined as the center and the field is derivative of an equally identifiable ‘center of power’.

Tired of being paternalistically asked by the wielders of such claimed authority whether he had ‘done field work’, a brilliant and cherished Lebanese friend once retorted: “I was born in the field”.

Photo: Tron directed by Steven Lisberger, © 1982, Walt Disney Productions

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://www.letemps.ch/blogs))

Mois : octobre 2020



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/10/10/letouffement-du-monde/>)

L'Étouffement du Monde (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/10/10/letouffement-du-monde/>)

 10 octobre 2020 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/10/10/letouffement-du-monde/>)

Le monde suffoque. Les masques que tous portent aujourd’hui n’ont pas seulement une fonction hygiénique et médicale ; ils sont la métaphore, à peine forcée, du halètement qui caractérise désormais la marche de notre époque.

Le monde suffoque, et seuls les dictateurs respirent (<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/10/trump-pays-mussolini-like-attention-his-own-image/616626/>) – ôtant leurs masques pour révéler un autre accoutrement, celui de l’indécente et grotesque posture de cette domination crue qui préside désormais aux destinées de tant de sociétés.

Désenparées par ce qui leur arrive, les populations ne réalisent pas ce qu’elles sont en train de devenir, tant cet engourdissement sociétal fait le lit d’un étiolement moral. La culpabilité des

élites, extraordinairement inaptes face aux défis surgissant ou n'y voyant qu'opportunités de contrôle accru, est ainsi décuplée par une soumission volontaire (<https://www.ababord.org/La-nouvelle-servitude-volontaire>) des masses, geste disculpé par l'urgence de la survie et rationalisé par la promesse du confort de l'habitude – au Nord comme au Sud.

Ce monde étouffe. À l'image de cet Américain cruellement assassiné par son gouvernement, asphyxié publiquement (<https://www.nytimes.com/2020/05/31/us/george-floyd-investigation.html>), à l'instar de centaines d'autres au cours des décennies passées, par la haine suintante des représentants d'un ordre raciste qui évince toute responsabilité et transmet impunité d'une génération l'autre. Tel ce Saoudien étranglé et horriblement démembré (<https://www.sho.com/titles/3472960/kingdom-of-silence>) par son régime, clique corrompue dont les crimes documentés (<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24713>) sont effacés et oubliés, frustrant ainsi les velléités de démocratisation. Comme ces citoyens (<https://www.businessinsider.com/all-the-protests-around-the-world-right-now?r=US&IR=T#chileans-are-protesting-coronavirus-lockdowns-and-food-shortages-7>) démunis qui – au Liban, aux Philippines, en Chine, au Brésil, au Chili, en Turquie, en Équateur, en Côte d'Ivoire et ailleurs – voient leurs demandes pour plus de justice et d'équité bâillonnées, et leur citoyenneté criminalisées.

Aussi, *un environnement aseptisé prend le pas et prend le souffle*. Invisibilisant la mort chronique de migrants Africains réduits à l'esclavage en Libye (<https://www.npr.org/sections/parallels/2018/03/21/595497429/migrants-passing-through-libya-could-end-up-being-sold-as-slaves?t=1602326198002>), le sort de Chinois « reprogrammés » (<https://www.nytimes.com/2019/12/30/world/asia/china-xinjiang-muslims-labor.html>) par leur état afin d'effacer leur religion, de Mexicaines stérilisées (<https://www.bbc.com/news/world-latin-america-54265571>) dans des centres détentions ou de Yéménites torturés (<https://www.aljazeera.com/news/2018/08/12/report-mass-torture-in-network-of-uae-run-prisons-in-south-yemen/>) par les Émirats Arabes Unis et autres Rohingyas victimes de génocide (<https://www.bbc.com/news/world-asia-51221029>) au Myanmar, le monde naissant fonctionne sur le mode de la dissimulation. Masqués par conviction et par convention, mais aussi par convenance, nous accompagnons la mise en scène d'un monde dans lequel nous nous dissipons face aux froides technologies qui nous « réécrivent » (<https://www.bbc.com/news/technology-54337984>) et nous autorisent ou nient l'accès à nos vies.

Notre monde s'efface. Il s'abroge et, perdant ses repères pour ne pas perdre pied, il n'exprime que peur panique et ne voit les autres que comme menace. Telle une Amérique dont le déclin (et la fermeture de l'esprit (<https://thepointmag.com/criticism/the-closing-of->

the-american-mind-allan-bloom/)) annoncé depuis bien longtemps est aujourd’hui bel et bien devant nos yeux – une démocratie-phare d’antan devenue une dictature post-moderne au sein de laquelle des groupes hors-la-loi peuvent préparer allègrement le kidnapping (<https://www.ft.com/content/6d1c503c-28a2-41e0-aba7-c0d49e94ce1a>) et le jugement d’officiels. Telle la France qui n’en finit pas de se décliner obsessionnellement islamophobe, à l’incitation de son chef d’État et aux exhortations (<https://www.deccanherald.com/international/houellebecq-hails-writer-who-says-migrants-are-rapists-and-thieves-897758.html>) incessantes de ses intellectuels.

Dénonçant alarmisme négatif et vantant les mérites d’un « monde en progrès » les chantres du néo-libéralisme socialement dévastateur, et autres défenseurs de l’ordre, manquent voir cette chute entamée mondialement. Bien plus que des patterns d’échanges en mutation, c’est l’essence même de nos codes d’interaction qui est en restructuration – à la fois, objectivement, par les changements autour de nous, et, plus problématiquement, par nos subjectives incantations des bienfaits du monde nouveau. *Le mode premier de l’échange est devenu la suspicion.*

Si celle-ci est doublée de quelque autre paramètre (géographie, ethnie, religion, classe, genre), elle s’autorise derechef l’action criminalisante et punitive. Nous interagissons par écrans et firewalls (*murs de feu*) interposés, fonctionnant de façon *hybride* et nous assurant d’une *distance* réellement asociale. Paramétrant ces dysfonctionnements comme une normalité inévitable, nous institutionnalisons celles-ci et transformons de loin en loin notre rapport au devenir et au possible.

Un monde se meurt. Celui de l’intelligence, de la nuance, de la générosité, de la contextualisation, du bon sens, de la mémoire historique, de la liberté. Il se perd pour une génération, ne connaissant que le diktat de l’immédiat, déjà socialisée au tout-ludique et à l’über-cynique, et qui désormais se méfie de l’esprit critique. L’incarcération en cours du monde est en réalité surtout le fait de nos actions face à une suffocation qui nous défigure tant nous nous accommodons de sa logique annihilante.

Illustration : *The Masque of the Red Death* de Roger Corman © American International Pictures, 1964.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : décembre 2020



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/12/06/the-colonial-republic-time-and-again/>)

The Colonial Republic, time and again (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/12/06/the-colonial-republic-time-and-again/>)

 6 décembre 2020 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2020/12/06/the-colonial-republic-time-and-again/>)

Colonialism travels. Back and forth.

Usually thought of linearly, colonial practices may be best understood in a logic of cycles. Such perspective can help us see more clearly the problematic seesawing of a dispossessive history whereby France is seemingly unable to *unlearn* its colonialism.

The policy actions and declarations of President Emmanuel Macron about Islam during the autumn 2020 were but the latest in an unceasing French obsession with a

^

religion and a community. Such *idée fixe* masks, however, the larger and more important contextual issue of the persistence and mutation of the legacy of French colonialism.

What can be assessed as repeated state-sanctioned stigmatization of a community of French citizens, whose religion is Islam, is neither accidental nor merely the positioning of one politician surfing on populist and racist waves ahead of an election. Rather, such current affairs partake of a more historically-consequential pattern of **a prevalent mindset**. Over the past decades, French authorities have repeatedly shown their inability to shake-off discriminatory controlling practices. These tropes, systematically and systemically dominant throughout the colonial era of the country, are today reemerging under the convenient guise of ‘security’ and per a narrative of preventing ‘threats to the republic’.

In this context, the current discussion about French policies (<https://www.nytimes.com/2020/12/04/opinion/macron-terrorism-france.html>) being merely a particular understanding of ***laïcité* one has to understand misses the larger point**. The one-dimensional story of variation on secularism is euphemistic and incomplete. Denoting sympathy for the French travails with ‘their Muslims’, it indulges the self-serving posture of a specific radical interpretation (<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0031322X.2015.1069063?journalCode=rpop20>) of that republican value and, rationalizing its excesses, moves to elevate exclusionary logic to democratic necessity.

The deeper issue is that France is a country that remains stuck in a colonialism-influenced mindset. The direct control of African, Arab, and Asian lands may be gone but the paternalistic outlook on these individuals’ culture “of origin” is not. **Provenance-fixation and religion-exceptionalism are the keys to understanding today’s republican racism** in what Jim Wolfreys calls “respectable racism” in the French *Republic of Islamophobia* (<https://www.hurstpublishers.com/book/republic-of-islamophobia/>).

“Radicalization” and “separatism” are today the culturally-coded vernacular of the neo-imperial state, part of a phraseology portfolio including “integration” and “assimilation” – a panoply all along used stealthily against *l’ennemi intérieur* (https://www.editionsladecouverte.fr/l_ennemi_interieur-9782707169150) who is also, then and now, *l’ennemi intime* (<https://www.imdb.com/title/tt0825248/>).

If indeed there is a French particularity relevant here, it is the one of the French *resistance* to address its colonial past (<https://www.aljazeera.com/program/featured-documentaries/2020/11/24/blood-and-tears-french-decolonisation/>). The impact of that past on the ways through which the French state deals today with the resulting societal composition in the aftermath of decolonization is arresting. It is precisely **this combination of amnesia**, ^

taboo, and editing of colonial history that presides over the current authoritarian and discriminatory policies towards Muslim communities.

Revealingly in that regard, French historians took a long time before turning to the World War II collaboration period. It was an American historian, Robert Paxton, who, first in 1966 in his book *Parades and Politics at Vichy* (<https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691650531/parades-and-politics-at-vichy>) and then in 1972 in the follow-up *Vichy France* (<http://cup.columbia.edu/book/vichy-france/9780231124690>), initially articulated the extent of the French government role in the deportation of French Jews during the occupation. (*Parades and Politics* was only translated in French in 2003.) The human depth of that experience was as well told by the Anglo-Hungarian author Arthur Koestler in his *The Scum of the Earth* (<https://www.travelbooks.co.uk/shop-online-books/scum-of-the-earth>) in 1941, amongst others.

Colonialism is similarly “another story of amnesia” (<https://www.theguardian.com/world/2002/may/11/france.weekend7>). Not only has the public debate in France not come to grips fundamentally with the racist manner in which the French authorities have – through an artifice of administrative techniques, cultural coding, and media pronouncements (https://www.editionsladecouverte.fr/l_islam_imaginaire-9782707153319) – continued after the 1960s to perpetuate a practice whereby ‘the Muslim’ (a category de facto synonym with “Arab”; “the two are routinely conflated, making it both necessary and impossible to try to separate them” points out Ruby Hamad in *White Tears, Brown Scars* (<https://www.smh.com.au/entertainment/books/ruby-hamad-s-damning-assessment-of-race-and-feminism-20190909-p52pcn.html>)), but today the questioning of this history is painted as suspicious intellectual inquiry. In February 2005, the French government adopted a law (<http://www.ipsnews.net/2005/07/france-recasting-colonialism-as-a-good-thing/>) demanding that teachers at schools all over the country and textbooks emphasize “the positive role” French colonialism played overseas, especially in the Maghreb. Today, instead of fighting systemic racism, France wants to reform a religion. (https://www.washingtonpost.com/outlook/macron-france-reform-islam-patty/2020/10/23/f1a0232c-148b-11eb-bc10-40b25382f1be_story.html)

Forgotten and invisibilized is the colonial subtext of this sequence. Post-decolonization France featured several important episodes of violence against Muslims and Arabs. On October 17, 1961, Frenchmen and women threw an estimated 300 Algerians to the Seine (<https://www.youtube.com/watch?v=wxeWhU7qiE>) who had been peacefully demonstrating for independence. As the filmmaker Michael Haneke captured it in a *film-à-clef*, the ghost of this history still remains *Caché* (<https://medium.com/@jack.delaney/how-cache-negotiates-issues-of-history-race-and-colonialism-47355ff932b8>) in contemporary and

^

allegedly post-racial cosmopolitan Paris – yet merely hidden for all to see. *Ratonnades* (a term coined to specifically describe physical violence against North Africans) took place throughout the 1960s and 1970s. In her 2020 novel, *Marseille 73* (<https://wwwbabelio.com/livres/Manotti-Marseille-73/1232476>), Dominique Manotti tells the story of such **normalized societal discrimination**, today's forgotten bloody violence (https://www.liberation.fr/france/2018/02/16/ces-ratonnades-sanglantes-que-marseille-a-prefere-oublier_1630151). Then as now, such racist witch-hunts took place in the context of economic crisis (https://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1993_num_9_2_1355). From the 1970s to the 1990s, some estimated 200 cases of 'Arab killing' were unearthed by Fausto Giudice in his *Arabicides* (<https://www.editionsladecouverte.fr/arabicides-9782707120359>) (a unique investigation, which Chris Woodall remarks in *Race and Class* (<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/030639689303500202>) "has received scarcely any attention"). Since the 2000s, amidst the global post-9/11 era, Islamophobia gained footing in France.

Emmanuel Macron in the 2020s, François Hollande in the 2010s and Nicolas Sarkozy in the 2000s have rejected accusations of being opposed to Islam. They claim that their defense of secularism is religion- and color-blind. This is misleading. Asking a segment of his society to hide any public sign of their religion, Macron publicly celebrated another (https://www.lepoint.fr/societe/religion-emmanuel-macron-et-les-racines-chretiennes-de-la-france-10-04-2018-2209381_23.php). **The policies adopted by the French government on this front have demonstrably and increasingly been concerned with one religious community: Muslims.** Above and beyond police clampdown on mosques (<https://www.bbc.com/news/world-europe-55173833>), in an unprecedented move, in November 2020, the French government demanded that Muslims sign a 'charter of republican values' (<https://www.bbc.com/news/world-europe-55001167>). Upping the Orwellian ante, it moved to introduce a National Identification Number meant to trace in particular the schooling of Muslim children and in effect criminalizing home schooling.

Observing the manifestation of such state-led discrimination as 'policy drift' or reaction to 'radicalization' blinds us to the go-to tactics French power is making to align itself on a history of martiality towards what once were 'children of immigration' and are now – or indeed have been for a while – French citizens.

More importantly, '**the republic**' is here a term concealing the privileges of the non-ethnicised population. Such currency has been successfully used to banalize racism against Muslims. Today's democratically-degenerated language perpetuates the negative representations of Islam, which, Olivier Le Cour Grandmaison (<https://journals.openedition.org/lectures/40140>) and the late Jalila Sbai

^

(<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/la-politique-musulmane-de-la-france/>) remind us, were developed per a long pedigree of French academic, scientific, literary, and political elites since the nineteenth century.

What the French colonial history has produced is not so much secessionism, as disingenuous alarmist Macron would have it, but rather **a repository of real and symbolic violence** which can be unleashed against any group decreed to be in *communautariste* opposition to the values of the republic. Further down the historical rabbit hole, the 2020 flare-up in French Islamophobia carries on not merely a modern colonial history but a longer history of hatred, as Jacob Rogozinski (<https://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17458'ils-m-ont-hai-sans-raison>) traces it to the literal medieval witch hunts – processes time and again concealed behind the law.

What France needs today, to escape such long and divisive shadow of colonialism, is to practice what Ariella Aisha Azoulay calls potential history (<https://www.versobooks.com/books/3079-potential-history>), that is an unlearning of its regime of past and recurring discriminatory ways.

Illustration : Collage of “Soldats français harcelant une Algérienne” (1954-1962), Coll. Gilles Boëtsch. coll. Olivier Auger ; and cover of Saidiya V. Hartman, *Scenes of Subjection – Terror, Slavery, and Self-Making in Nineteenth Century America*, Oxford University Press, 1997.

A PROPOS DE CE BLOG





Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

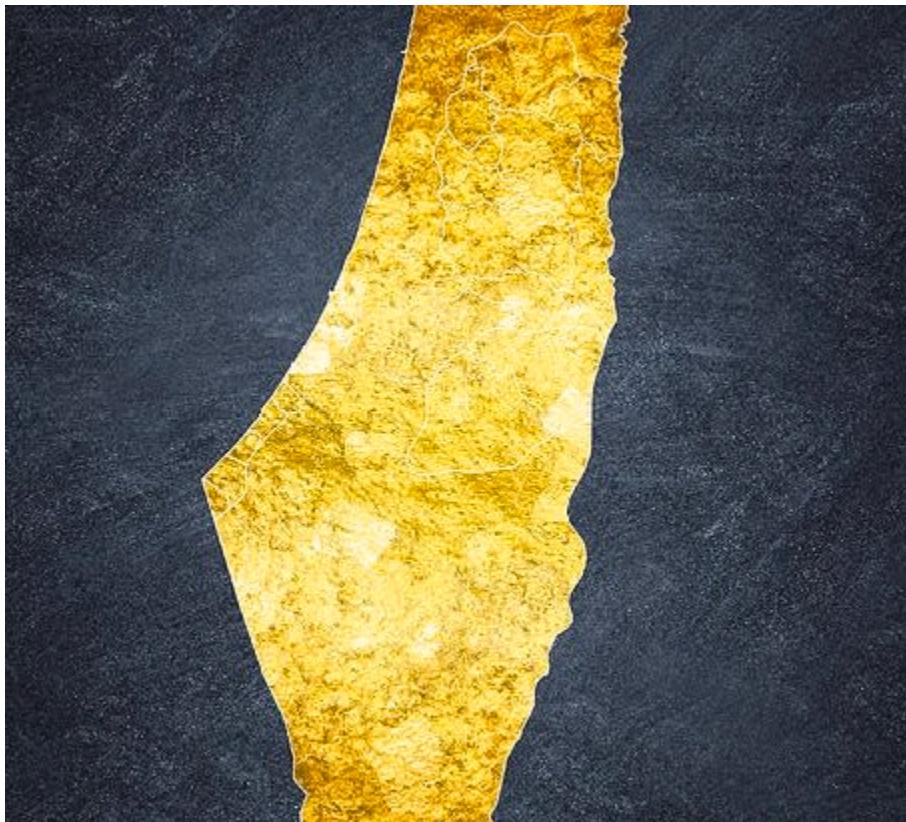
Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS ([HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS](https://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS))

Mois : mai 2021



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/05/14/abecedaire-du-non-debat-sur-la-palestine/>)

Abécédaire du (non-)débat sur la Palestine (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/05/14/abecedaire-du-non-debat-sur-la-palestine/>)

 14 mai 2021 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/05/14/abecedaire-du-non-debat-sur-la-palestine/>)

Affrontements

Symétrie entre les modalités de recours à la force par un état occupant et une société occupée ; synonymes : hostilités, combats.

Antisémitisme

Racisme à ne pas confondre avec l'opposition aux politiques dépossessives et

discriminatoires de l'occupant.

Conflit

Guerre.

Communauté internationale

Euphémisme englobant ; dénotant principalement les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité formé en octobre 1945.

Débordements

Lynchages.

Démocratie

Privilège et faux-fuyant analytique.

Diplomatie

Soumise au droit de veto.

Droit

Valeur cardinale enfreinte, norme violée impunément ; voir droits de l'Homme, droit international, droit international humanitaire.

Engrenages

Évacuation de la question de justice et celle de résolution politique par un recours à un fatalisme culturaliste (exemple : l'engrenage historique des affrontements entre Palestiniens et Israéliens)

Escalade

Terme de remplacement de celui de dégénération ; synonyme : spirale.

États-Unis

Sponsor historique et durable de l'occupant.

Europe

Suppléant emprunté et affable des États-Unis

Exode

Expulsion.

Gaza

2.047.969 million d'individus vivants sous occupation sur 365 kilomètres carrés.

Histoire

Soumise à l'actualité.

Injustice

Hors-sujet de l'analyse politique.

Journalisme

Auto-censure.

Ligue Arabe

erreur 404

Nations-Unies

Producteur de résolutions outrepassées ; souvent profondément préoccupées ou attristées.

Racisme

Question absente de l'analyse médiatique.

Rétorsions

Attaques.

Sécurité

Terme réservé à l'occupant.

Terrorisme

Violence réservée aux acteurs non-étatiques et autres factions armées.

Violence

Voir affrontements.

Illustration : Palestine Map Poster © 2016.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : novembre 2021



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

Tribalizing the World (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

 26 novembre 2021 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2021/11/26/tribalizing-the-world/>)

The fast-advancing tribalization of the world is ushering a dangerous era of global toxicity.

The story of the early 2020s is being written under an ever-deepening theme of **divide around identity**. To be certain, such divisions have long been present, in many places and across cultures, and we may well be indulging presentism (<https://www.newyorker.com/news/daily-comment/help-know-history>) by forgetting how even recent historical phases were replete with such antagonisms. Besides exploitation and violence, colonialism was but that story as was Cold War enmity disguised under the cloak of ideology, and all of that was

followed by Huntingtonian *Clash of Civilizations*, ahead of the Global War on Islam, err Terror.

This time around, however, **the dynamics seem to be getting nastier** every step of the way and at many different levels – individual, communal, domestic and international with geopolitical ramifications (<https://www.ft.com/content/d99b84e4-0bf2-47c1-9270-c82aec0e8dd>).

Whether it is the sum total of twenty years of '9/11' (https://www.youtube.com/watch?v=QqtX-o_Yug0) terrorism and securitization paranoia or the **post-pandemic misery** now fully landing on us, the decade-long unceasingly impoverishing economic crisis, the return of racism, or the accumulation of a generation of dumbed-down, tech-operated me-myself-and-ism, or indeed the nastiness and vulgarity of the Trump years now gone global inspiring open racism in France (<https://www.lrb.co.uk/blog/2021/november/the-zemmour-effect>) and normalizing systemic injustice in the United States, we have in 2021 stepped in fully into **an age of global morosity** underwritten by nonchalant obnoxiousness and self-comforting dismissal of the other.

Why bother building bridges when they can be burned with no consequences?

If the current moment is so arresting – again, we should be wary of considering it in total abstraction of other such historical phases – it may, however, be because of the absence of a single overarching reason to such dreariness (as opposed to, say, a war context or post-war period). Because today's morosity can alternatively find multifaceted anchoring in **loss of rights or economic status, invasive technology, repressive authority, discriminatory capital, stigmatizing news or health anxiety**, the duskiness has acquired a layered and penetrating nature.

The marked divisions of this **democratized and malleable malaise** within and amongst societies is also objectively a marker of human social step down. This *zeitgeist* moves on a logic that is essentially one of denial of its negativity while pretending to be a thought-out legitimate positioning. The reality, however, is that the current scene is largely dominated by non-conversations and non-thinking (<https://www.mintpressnews.com/kyle-rittenhouse-not-enemy-product-of-outrage-media/279066/>) posturing as serious political and social engagement (my perception and my belief first and last). The net result is camp demarcation, flag waving and the erasing – indeed the very delegitimizing – of common ground.

With a steady stream of apocalyptic narratives, **dystopia is the new normal** with tribes in Europe (<https://www.forbes.com/sites/sheenascott/2021/02/20/tribes-of-europa-new-german-netflix-series-is-a-violent-dystopian-ride/?sh=52894dc336fa>), in America, in Asia, in

Africa, in the Middle East, in Latin America. The artifice of dystopia is in effect no longer exaggeration or mere fiction but more and more a simple way to represent metaphorically the divided, tribalized present or underscore its dominant traits-to-come. With metaverse options around the corner, such celebrated tribalism (<https://www.thehindu.com/thread/politics-and-policy/the-geopolitics-of-game-of-thrones/article27205867.ece>) will impact not merely states at war but also the very disambiguation of individuality in peace.

Whereas once the logic of ‘crisis’ implied an expected return to some normality (of norms and of behavior, in particular), sometime at the turn of 2020 (call it the Covid Turn) a fatalistic mindset settled in, in turn rationalizing the obnoxious impatience with others which descended only too fast and almost too naturally.

What next? True to this century’s fast-paced everything, history itself may symbolically go into overdrive and the 2020s ‘skip’ their own 1920s analogous decade to take us fully into the 1930s and that familiar maelstrom of dehumanization. For if the makings of the 1930s (<https://theconversation.com/the-lesson-of-the-white-ribbon-for-today-how-tolerant-societies-can-drift-into-hatred-114667>) were cast fifteen years earlier, then the current **normalized weaponized acrimony** should be cause for concern for the years to come, years of the drying up of empathy.

Illustration: Mark Rothko, No.3/No.13 (*Magenta, Black, Green on Orange*), © 1949

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

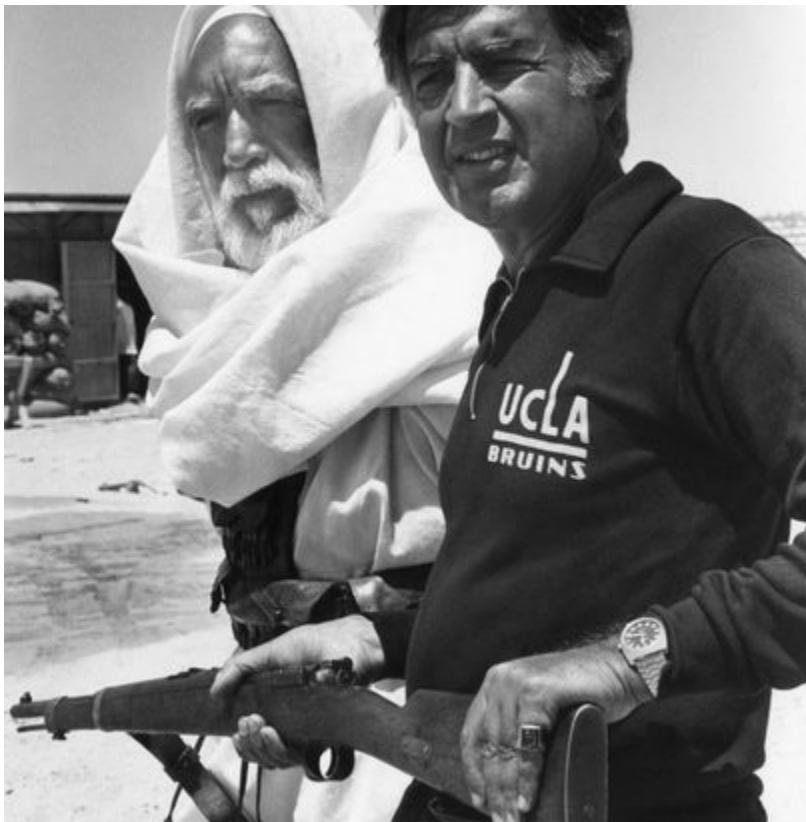
Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : avril 2022



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

Moustapha Akkad et le Cinéma de l'Émancipation (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

 19 avril 2022 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/04/19/moustapha-akkad-et-le-cinema-de-lemancipation/>)

L'esprit des indépendances postcoloniales des années 1960 et le moment révolutionnaire mondial de la décennie suivante président conjointement aux deux récits cinématographiques uniques, *Al Rissala* (<https://www.youtube.com/watch?v=brtIBSv0lW8>) (*Le Message*, 1976) et *Omar al Mukhtar* (https://www.youtube.com/watch?v=s_lpj5k0TnU) (*Le Lion du Désert*, 1981), que nous a légué le défunt metteur en scène américano-syrien, Moustapha Akkad.

Au-delà du talent de Akkad et de sa vision, c'est visiblement cette combinaison libératrice et

créativement émancipatrice qui avait irrigué ce dont, rétrospectivement, nous pouvons faire l'expérience aujourd'hui comme **un cinéma d'indépendance, à la fois régional et mondial.**

Al Rissala est une chronique de l'émergence de l'islam en Arabie au septième siècle et de l'épopée de la vie du prophète Mohamed de la révélation jusqu'à la prise de La Mecque en 630. **Omar Al Mukhtar présente le récit de la rébellion du leader nationaliste libyen contre l'occupation italienne au début du vingtième siècle.**

La trilogie cinématographique arabo-islamique inachevée de Akkad allait inclure un dernier film sur Salah al Din al Ayubi (Saladin), le leader politique et militaire musulman qui avait repris Jérusalem au Croisés en 1187, projet sur lequel Akkad travaillait jusqu'à sa mort lors d'un attentat terroriste (<https://www.nbcnews.com/id/wbna10002363>) à Amman en Jordanie en novembre 2005. Le metteur en scène avait, après la sortie d'*Al Rissala*, fait fortune en obtenant les droits de la série des films d'épouvante *Halloween* dont il produit plusieurs épisodes.

Au vrai, **les deux films de Moustapha Akkad sont deux œuvres majeures qui, ensemble, constituent un précieux condensé de l'imaginaire politique arabo-islamique durant la seconde partie du vingtième siècle.** D'un coté, le versant religieux, de l'autre le sentiment nationaliste (campé ici par un leader libyen mais qui aurait pu tout autant mettre en scène les rébellions nationalistes algériennes, marocaines, irakiennes ou égyptiennes). Ce faisant, Akkad a donné vie cinématographique aux deux grands narratifs – au demeurant mutuellement compétitifs – qui ont dominé l'aire moyen-orientale et nord-africaine au lendemain des indépendances et tout au long de la seconde moitié du vingtième siècle.

La critique élitiste occidentale avait à l'époque eu – le contraire aurait étonné – « du mal » avec un metteur en scène arabe célébrant, avec dextérité, les faits d'armes arabo-islamiques. Même si celui-ci sortait d'Hollywood et de l'école Sam Peckinpah, maîtrisant codes et techniques de la profession, et gérant, l'une à la suite de l'autre, deux superproductions internationales (*Al Rissala* fut filmé simultanément en deux versions (https://www.youtube.com/watch?v=_7LRCG1AhWQ) l'une avec des acteurs arabes, dont Abdallah Ghaith et Mouna Wassef, et l'autre avec des acteurs américains et européens dont Anthony Quinn et Irène Papas), on pouvait allègrement l'accuser, comme le fit le magazine français *Première*, de « *ne pas savoir filmer le désert* » (l'on ne sait comment cela est supposer être fait, mais il serait ainsi entendu que le standard est celui du britannique David Lean dans *Lawrence d'Arabie*).

En réalité – pour ceux qui connaissent le désert – Akkad en avait parfaitement peint à la fois

l'évanescence confondante et l'ondoyance hypnotisante (https://www.youtube.com/watch?v=FFmNWE6R-_Q), et ce dès la première image du film sous une musique onirique de Maurice Jarre.

Seuls l'Orientalisme et l'Eurocentrisme peuvent expliquer que ces deux films demeurent cantonnés à une consommation culturalisante et leur épique valeur filmique largement inconnue (oubliés ainsi des listes BFI (<https://www.bfi.org.uk/lists/10-great-films-set-desert>) et autres). A la différence de nombreux films (<https://www.theguardian.com/film/filmblog/2013/may/23/muhammad-films-islam-muslim>) religieux, sur l'islam ou le christianisme, dénotant ferveur et passion (<https://www.rogerebert.com/reviews/the-passion-of-the-christ-2004>), le travail de Akkad est tout en retenue de traitement et en contextualisation historique. *Al Rissala* aborde ainsi avec précision le milieu antéislamique et la fonction économique de la religion dans cet environnement, et dépeint avec nuance les hésitations d'une aristocratie mezzoise empruntée face au tourbillon d'une nouvelle religion portée par leur propre cousin. *Omar al Mukhtar* loge l'émancipation autant chez l'enseignant cyrénaïque devenu chef militaire que chez le jeune soldat italien rejetant sa mission d'occupation et ces ordres iniques.

Si tout œuvre a une sociogenèse révélatrice, celle de Akkad est celle, non pas d'une revendication, mais d'une réappropriation. Son travail, à l'instar d'un autre metteur en scène de l'émancipation injustement oublié, le mauritanien Med Hondo (<https://lareviewofbooks.org/article/against-ethnic-absolutism-the-hybrid-cinema-of-med-hondo/>), n'est pas une simple synthèse de *Lawrence d'Arabie* ou de *Gallipoli* – qui serait ainsi un simple rendu de bon élève – mais bien plus ; à savoir **un tableau peint au près de l'authenticité de ces expériences**. Et c'est bien là que réside l'importance du travail de Akkad, une représentation de moments profondément historiques à un moment politique et historique en soi.

Photo: Moustapha Akkad et Anthony Quinn, tournage de Omar Mukhtar© 1981, United Film Distribution Company

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : septembre 2022



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

Landscaping the Empire (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

📅 20 septembre 2022 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/09/20/landscaping-the-empire/>)

In her *Legacy of Violence* (<https://www.theguardian.com/books/2022/mar/13/legacy-of-violence-a-history-of-the-british-empire-by-caroline-elkins-review-the-brutal-truth-about-britains-past>), Caroline Elkins revisits the brutal history of the British empire and the gruesome acts of killing, dispossessing, displacing and de-humanizing which – like all colonial empires – that system had perpetrated on populations around the world. Going beyond the traditional narratives of ‘civilizing mission’, the American historian unearths **the supremacist logic at the heart of this imperial history**, and what she aptly terms the “legalised lawlessness” at its heart.

The funeral of Queen Elizabeth II has been accompanied by media and expert commentary that either minimize the nature of that documented (<https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2021-02-16/what-britain-did-nigeria-short-history-conquest-and-rule>) colonial era, a part of which she presided over, or seek to repackage positively by rationalising what transpired – peddling the ‘different era’ or ‘long gone period’ arguments.

Coupled with the fact that the monarchy has never apologized for that period in British history, **such organised amnesia or selective history gives depth to another rewriting at play.**

Beyond the mourning that a nation is legitimately entitled to in bidding farewell to its monarch, the reality is that there is a perception of excessive display that is coming across as a power statement about the place of England in the world. The power rests in the manner the narrative is unfolded. **In über-celebrating its defunct queen, the country is sending a message about itself and about its history**, a message that is dismissive of explicit actions undertaken by that state to create the misery and control of others.

Overdrive pomp and circumstance in a global south monarchy would have been dismissed as anachronistic and the price paid for such display highlighted. Not here, with the closure of essential services like food banks, scheduled hospital appointments and funeral services decreed (<https://edition.cnn.com/2022/09/17/uk/queen-funeral-cancellations-gbr-intl/index.html>).

Setting aside the colonial responsibility, which admittedly is the responsibility of the British state, **the monarchy itself – being celebrated at this occasion – has long faced accusations of discrimination.** Last year, papers discovered at the British National Archives revealed that “*it was not, in fact, the practice to appoint coloured immigrants or foreigners* (<https://www.theguardian.com/uk-news/2021/jun/02/buckingham-palace-banned-ethnic-minorities-from-office-roles-papers-reveal>)” to clerical roles in the royal household, a fact previously confirmed in Phillip Hall’s 1992 *Royal Fortune*. More recently, a member of the royal family, Meghan Markle (<https://www.cosmopolitan.com/uk/reports/a41243594/meghan-markle-abuse-sexism/>), has experienced racism within her family and from onlookers at the funeral (<https://www.yahoo.com/news/racism-full-display-british-mourners-160945880.html>). Many in the United Kingdom see the monarchy as a manifestation of the institutionalized racism (<https://www.politico.com/news/magazine/2022/09/13/for-black-britons-the-late-queen-is-the-number-one-symbol-of-white-supremacy-00056262>) they encounter daily.

Mythmaking about the empire – a March 2020 poll found that **a third of Britons believed that their empire had done more good than harm for colonies**, a higher percentage than in other former imperial powers, and that more than a quarter of Britons want the

empire back (<https://www.newyorker.com/magazine/2020/11/02/misremembering-the-british-empire>) (in 2016, another poll (<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/worst-atrocities-british-empire-amritsar-boer-war-concentration-camp-mau-mau-a6821756.html>) found 43 per cent of Brits thought the British Empire was a good thing, while 44 per cent were proud of Britain's history of colonialism) – is today being revamped at the occasion of the queen's funeral. A consequential trend that follows on a dramatized serialization of the aristocracy's crown (<https://www.netflix.com/ch-en/title/80025678>) history, partaking of an ambient imperial nostalgia often underwritten by ignorance of its sheer colonial barbarity (<https://wwwirishtimes.com/culture/books/inglorious-empire-what-the-british-did-to-india-1.2981299>).

This double moment is arresting. For since the British empire did not grow organically (<https://www.buzzfeednews.com/article/scaachikoul/queen-elizabeth-colonialism-racism-british-empire>), as Scaachi Koul writes, the nations impacted by the British Empire struggle to own their histories and end up being simple stopovers in the long march of the empire. To celebrate with such amnesia is to be dismissive of these histories in reconstruction.

Photo: "The British Empire" Wallpaper Mural, © Komar Brand, 2022.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

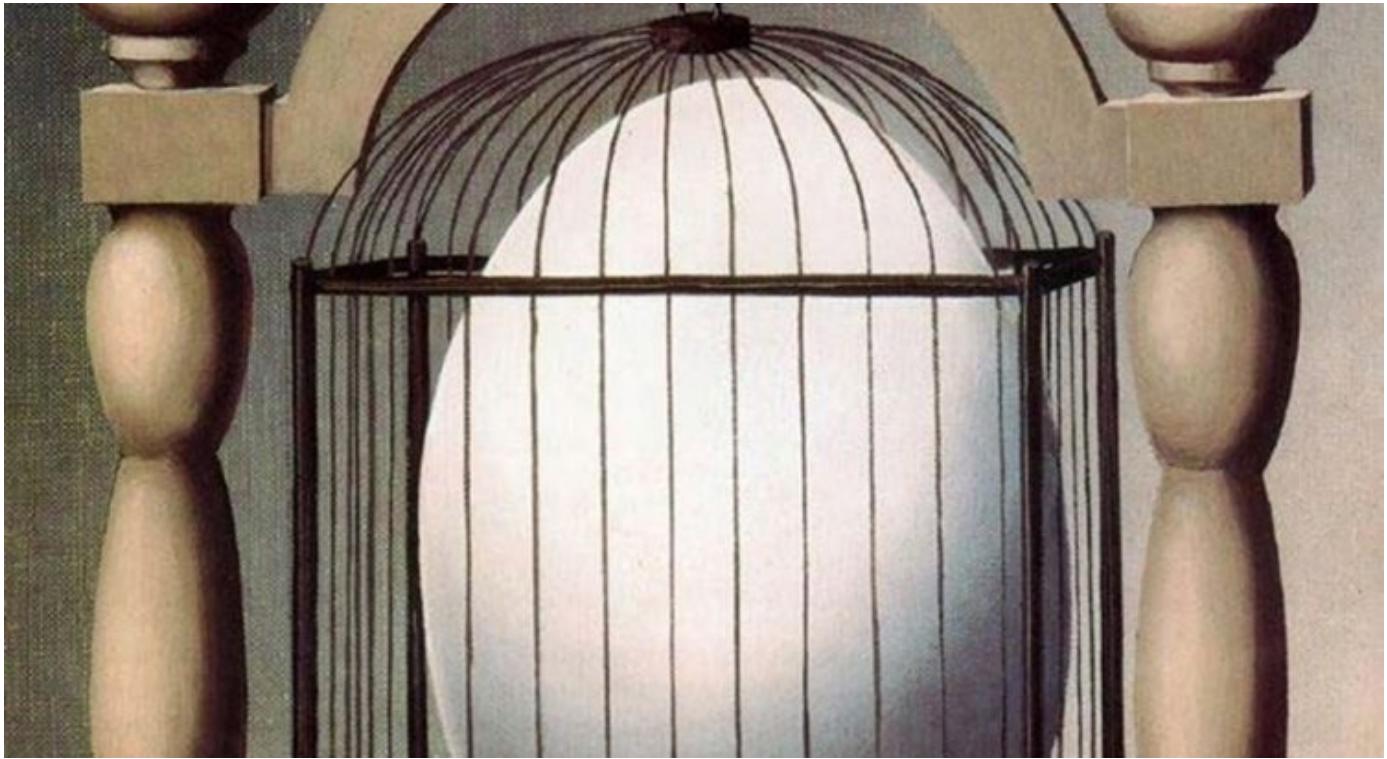
Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



[TOUS NOS BLOGS \(HTTPS://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS\)](https://www.letemps.ch/blogs)

Mois : novembre 2022



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

L'hypocrisie de l'anti-Coupe du Monde au Qatar (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

 19 novembre 2022 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2022/11/19/lhypocrisie-de-lanti-coupe-du-monde-au-qatar/>)

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou et Davide Rodogno

(<https://theconversation.com/debate-welcome-to-the-new-old-global-age-of-weaponised-racism-126852>)

À mesure que la Coupe du Monde de Football organisée au Qatar en novembre-décembre 2022 approche, les dénonciations de cet évènement se multiplient en Europe et à travers le monde occidental, soulevant la question des droits de l'homme dans ce pays, notamment les conditions des travailleurs expatriés.

Cette indignation est tardive, sélective et hypocrite.

Initialement, la presse occidentale a informé sur **l'exploitation économique des ouvriers du bâtiment chargés de construire les stades** et autres infrastructures nécessaires à la tenue de la compétition – travailleurs en majorité asiatiques mais provenant également d'autres pays africains et arabes – et les violations de leurs droits, ainsi que l'insalubrité de leurs lieux de vies et les dangers auxquels ils ont été exposés occasionnant de nombreuses morts.

Par la suite, **les enquêtes se sont multipliées sur les réseaux par lesquels le Qatar a pris pied financièrement en Europe**, notamment en France avec l'acquisition du club de football parisien, le Paris Saint-Germain Football Club (PSG), comme si personne n'avait grand ouvert les portes, quand nous savons que les autorités françaises au plus haut niveau (https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/11/14/attribution-du-mondial-au-qatar-nicolas-sarkozy-michel-platini-et-le-rachat-du-psg-au-c-ur-de-l-enquete-de-la-justice-francaise_6149853_3224.html) avaient à l'époque grandement facilité cette arrivée.

Enfin, au fil des semaines approchant le coup d'envoi de l'évènement, les indexations ont pris de l'ampleur, se penchant sur la condition des femmes dans ce pays, celles de la communauté LGBTQIA+ et, au final, les interdits culinaires (<https://www.thetimes.co.uk/article/spains-footballers-go-cold-turkey-in-qatar-world-cup-ham-ban-5v5j3n2jc>).

Si, à l'évidence, **les conditions de vie des travailleurs à Doha sont indéniablement de l'ordre de l'exploitation**, ceci est en réalité connu de longue date. Amnesty International (<https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2019/02/reality-check-migrant-workers-rights-with-two-years-to-qatar-2022-world-cup/>) et d'autres organisations défendant les droits humains ont publié de nombreux rapports qui documentent la situation et l'ampleur des violations. Le système, dit *kafala*, suivant lequel tout travailleur immigré au Qatar – **dont de nombreux occidentaux venant faire fortune au Golfe** loin de la crise sociale et de la précarité sévissant en Europe – réglemente, de façon inique mais explicite, cette économie, et ceci est tout aussi connu de longue date.

S'effaroucher aujourd'hui ou **feindre de découvrir cette réalité** qui existe tout autant aux Émirats Arabes Unis voisins, notamment à Dubaï lieu de villégiature privilégié de la bourgeoisie occidentale moderne, comme elle est en train d'inspirer le modèle « d'ouverture économique » de l'Arabie Saoudite de Mohamed Ben Salman, dont la responsabilité (<https://www.washingtonpost.com/context/intelligence-report-jamal-khashoggi-saudi-arabia/501b6e72-f6c5-42e5-bb3a-1e2eeedfaf30/>) dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi (<https://www.theguardian.com/world/2022/nov/18/biden-administration-says-mohammed-bin-salman-sovereign-immunity-civil-case-khashoggi>) a été passée sous silence en Occident, c'est faire preuve d'une mémoire politique sélective ou de mauvaise foi.

De même, **ces questions de normes et d'exigence se posaient déjà explicitement en décembre 2010 lors de l'attribution** par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA (<https://www.letemps.ch/opinions/fifa-worst-racisme>)) de l'édition 2022 de la coupe du monde au Qatar. À nouveau et au vu de la corruption endémique (<https://www.netflix.com/ch-en/title/80221113>) au sein de la FIFA, prendre acte, douze ans plus tard, du vote de cette façon, c'est prétendre à une virginité nouvelle et être amnésique des enquêtes lancées dès 2011 (<https://www.reuters.com/article/uk-soccer-fifa-qatar-idUKTRE74A1MT20110512>).

Au vrai, le débat autour de cette coupe du monde utilise par trop l'argument de la bien réelle exploitation des travailleurs comme cache-sexe, et dénote, au-delà du Qatar lui-même, **un racisme anti-arabe qui ne dit pas son nom**. Là où, par exemple, la France a bénéficié de la manne financière du Qatar – qui a propulsé un PSG historiquement deuxième classe aux premières loges du football mondial et permettant des centaines de contrat de travailleurs – le pays se drape aujourd'hui de la robe de l'outrage, conservant beurre et argent du beurre.

Ce même discours véhicule un étage secondaire au sein duquel les « populations des banlieue (<https://www.letemps.ch/sport/banlieues-francaises-question-boycotter-qatar>) », elles, n'auraient « pas de problème » avec cette coupe du monde – le substrat des « origines » complétant l'idée discriminatoire subliminale.

La levée de boucliers quand la coupe du monde de football se déroula en Russie en 2018 s'était produit sur une échelle bien moins importante ; pourtant la Russie avait déjà annexé la Crimée quatre ans plus tôt violent impunément le droit international à grande échelle et occasionnant des milliers de morts. Human Rights Watch avait documenté ces violations et cette coupe du monde avait été considérée comme « *sanglante* (<https://www.hrw.org/news/2018/07/13/russias-bloody-world-cup>) ».

On peut également remonter à la coupe du monde au Brésil en 2014 (<https://apublica.org/2011/12/brazils-2014-world-cup-rights-abuses-revealed-report/>) pour remarquer qu'à cette époque aussi les ONG défendant les droits humains, esseulées et peu écoutées par la communauté internationale, dénoncèrent de nombreuses violations, notamment le droit des travailleurs employés dans la construction ou rénovation des stades, ainsi que l'injustice et la brutalité policière pérennes dans les *favelas*.

Personne ne peut nier ou diminuer l'importance des violations des droits humains au Qatar, c'est le fait de prétendre d'être surpris et d'adopter deux poids deux mesures qui est hypocrite. Pourquoi la presse occidentale se dit-elle choquée que le *jamón serrano* ^ ne pourra être importé et consommé par l'équipe d'Espagne ? Découvre-t-on en novembre

2022 que le Qatar est un pays musulman ? Pourquoi le pays organisateur devrait-il renoncer à son mode de vie ? Chez nous, l'autre doit faire comme chez nous, mais si nous visitons l'autre chez lui, nous continuons à faire comme chez nous.

La coupe du monde de football devrait rester seulement et uniquement un événement sportif, ni plus ni moins.

Le fait de l'avoir organisée dans un pays où il a fallu construit des stades de toutes pièces, avec une longue liste de problèmes environnementaux et où les problèmes liés aux violations des droits humains sont largement connus a été *une décision commune*. Le Qatar s'est porté candidat. Sa candidature pouvait être rejetée. **Le gouvernement du Qatar a clairement ses responsabilités, mais ne serait-il pas tout aussi important faire une autocritique ailleurs ?** Quid des gouvernements occidentaux ? Quid des responsabilités de la FIFA ? Dans la terminologie courante, il est dit : la coupe du monde est *attribuée* à.

Au-delà, il est grand temps que l'occident fasse deuil de cette posture autoproclamée de diseur de l'universel (<https://www.peripheries.net/article253.html>). Les guerres existent aussi ailleurs qu'« *au cœur de l'Europe* ». Les violations des droits de l'homme ont lieu également au cœur de l'occident. Quant à l'exemplarité et **les normes, elles n'ont réellement de valeur que si elles ne sont pas à géométrie variable.**

Enfin, le regard moralisant – sorte de *reverse wokisme* dénoncé par ces mêmes moralisateurs – vis-à-vis des supporters et des personnes qui décideront de regarder les matchs est détestable, comme il n'aide en aucune façon à résoudre les problèmes des victimes de la *kafala*. **Ce boycott de façade ressemble beaucoup à l'activisme digital, grande maladie de posture de notre âge.** Ce n'est pas le fait de mettre un « like » sur un post dénonçant l'événement qui changera quoi que ce soit. En quoi la personne qui ne regarde pas la coupe du monde est-elle une personne moralement supérieure à la personne qui continuera à le faire, comme elle l'a fait en 2018 lorsque le tournoi eut lieu dans la Russie de Vladimir Putin ou, pour les plus âgés, en 1978 quand la Coupe du Monde se déroula dans l'Argentine du dictateur Jorge Videla ?

Illustration : René Magritte, « Les Affinités Electives », 1933.



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de chaque nouvel article par email.

Rejoignez les 36 autres abonnés



TOUS NOS BLOGS (HTTP://WWW.LETEMPS.CH/BLOGS)

Mois : avril 2023



(<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

History, Hubris, and War (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

 11 avril 2023 (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2023/04/11/history-hubris-and-the-ukraine-war/>)

Putin's war of aggression is criminal in every aspect but the West has much soul-searching to do about its enduring sense of exceptionalism, and the geostrategic uncertainty it is now facing.

When Iraq invaded Kuwait in August 1990, several Western pundits and policy-makers developed a then oft-repeated narrative about Iraqi president Saddam Hussein's "miscalculations" in ordering the take-over of the Gulf emirate. The perspective was cemented soon enough in mainstream media reporting, and, in time, academe (<https://academic.oup.com/book/5851/chapter-abstract/149095295?redirectedFrom=fulltext>) about the 1991 Second Gulf War.

^

Beyond the importance of time and timing in war (<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01495939108402829>) and the age-old axiom that **wars are easier to start than to end**, Iraq's ill-advised invasion of its weaker southern neighbor was, in point of fact, a more complex matter as I researched it thirty years ago (<https://www.barnesandnoble.com/w/iraq-and-the-second-gulf-war-mohammad-mahmoud-mohamedou/1124115420>).

Historically, all Iraqi regimes since the country's creation in 1920 had made moves of sorts against Kuwait, including a failed invasion in 1961. Militarily, the August 1990 invasion was a *blitzkrieg* against feeble Kuwaiti forces conducted in the aftermath of Iraq's eight-year conflict with Iran, which had ended in 1988. Politically, the invasion was seldom seen for what it arguably was, namely a pre-emptive Ba'ath regime assault to keep a restless and historically coup-prone military at bay from the Baghdad palace, more than the assertion of a regional power move it was portrayed to be. As always, politics are local. A miscalculation the invasion of Kuwait certainly was but – importantly – one set against this layered backdrop of **regime paranoia, domestic post-1980-1988 Gulf war bankruptcy and international post-Cold War incipient moment.**

The 'miscalculating' discourse heard in the West was of different nature. It sprang from a superior Orientalist (<https://www.hurstpublishers.com/book/military-orientalism/>) undertone about *difference and inability to perform*, a discourse all too familiar on the part of some Western military experts and military historians often reflexively displaying paternalism when characterizing 'failed' attempts by 'Global South' leaders of the likes of 'Saddam' or Egypt's Gamal Abd al Nasser ('Nasser') as leaders ('strong men' is the preferred vernacular for such places) displaying poor judgment and questionable execution.

At the tail end of the war – Iraq lost because of the untenability of the invasion in the face of an international economic embargo followed by a coalition operation led by the United States from bases established in Saudi Arabia (and relocated to Qatar in 2003) – a related story spun by the Pentagon of a 'brilliant' strategic move against Iraq by US General Norman Schwarzkopf, the so-called Left Hook (<https://www.stripes.com/special-reports/the-gulf-war-25-year-anniversary/left-hook-deception-hastened-gulf-war-s-end-1.388681>), completed the superiority tale.

The self-serving nature of Western narratives of centrality as regards contemporary war is arresting, as are declamations about mistakes, failures, and miscalculations by others.

This historically-shaped worldview (one fundamentally grounded in the colonial and imperial (<https://www.aljazeera.com/opinions/2023/3/20/from-iraq-to-ukraine-reflections-on-imperial>) experiences of the different concerned countries) **is today paradoxically and**

counterproductively at the heart of the Ukraine conflict.

Though the ‘Saddam Miscalculation Paradigm’ was reverted to in the case of Putin’s war (<https://www.newarab.com/opinion/putins-war-ukraine-saddam-husseins-footsteps>), armed conflicts are not exhausted by this perspective. (Tellingly, the US failed wars in Vietnam (<https://us.macmillan.com/books/9781250045065/killanythingthatmoves>) and Iraq (<https://www.penguinrandomhouse.com/books/296146/fiasco-by-thomas-e-ricks/>) or France’s fiasco in the Sahel (<https://mondediplo.com/2021/10/03mali>) are rarely depicted as ‘miscalculations’.)

As one analyst (<https://warontherocks.com/2022/05/would-we-do-better-hubris-and-validation-in-ukraine/>) noted early on: “What if, however, the [Western] analysts are seeing the lessons from Ukraine incorrectly, through *lenses refracted by their own biases and hubris?* What if the key variable is not the professionalism of the Russian military, but *the nature of this war?*”

Amidst his ruthlessness and authoritarianism, Vladimir Putin led his country into an unwinnable war of aggression, in violation of international law and through the perpetuation of war crimes against Ukraine and the Ukrainian population.

The war of aggression has exposed Russia geopolitically and forced it in a defensive mode for a long period, all in the name of a cause that is neither obvious to most Russians (beyond generic appeals to Mother Russia) nor necessary to the country’s international security (NATO expansion could have been handled peacefully through diplomacy and mediation).

Rising societal discontent, military quagmire, defiant ambitious private military contractors (PMCs), economic sanctions, irresistible global social media, and invigorated Ukrainians are the harsh realities new-old war Putin has to now deal with lastingly as a result of his aggression.

In at least four key ways, however, Western countries have also made it easier for Russia’s illegal and ill-advised invasion of Ukraine to proceed the way it has with the West wrestling now to convince many of what should have been a slam-dunk case. For all its necessity and power, even the resort to the International Criminal Court seemed desperate – and revealing of double standard (<https://www.aljazeera.com/opinions/2023/3/20/an-icc-warrant-against-putin-is-good-its-also>).

First, Europe and the United States watched the Russian inexorable march towards war build up in slow motion – extraordinarily with no consequential reaction. In some ways, the nonchalance of Europe was akin to the US before 9/11 waking up late to the

seriousness of its foes. The insistent nature of the events leading to Russia's invasion of Ukraine – and thus their inevitability for casual observers, much less policy-makers – was not limited to those months in 2021 during which Putin upped the ante as he explicitly geared up for invasion. Russia repeatedly denounced NATO expansion for two decades.

The dangers of that policy were there to be seen *as early as 1997* with one analyst summarily remarking: "*Expanding NATO could complicate its ability to achieve consensus, weaken the security of those countries not brought in*, increase demands on defense budgets when they are already overstretched, and alienate Russia. In the process, Europe's security could well diminish, not grow (<https://www.brookings.edu/research/enlarging-nato-a-questionable-idea-whose-time-has-come/>)".

Russia then invaded Georgia in 2008 before proceeding to annex Crimea in 2014, a move tepidly opposed by the international community. If ever territorial seizure writing was on the wall, this was it.

Two, following the February 2022 invasion of Ukraine by Russia, one of the most repeated notion – amongst many Western policy-makers, scholars, journalists, and citizenry alike – **was that 'war had returned to Europe'**. This perspective was faulty and self-serving. The argument proceeded from a dual misleading notion that war *somewhat* had become obsolete and that *somewhat* Europe had at some point become immune to war.

As one seasoned scholar noted, the question of war obsolescence is strictly a Western one (<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/10/comment-linvasion-de-lukraine-a-transforme-le-reste-du-monde-une-conversation-avec-ghassan-salame-agathe-demarais-marie-dumoulin-et-souleymane-bachir-diagne/>), adding that it was primarily European for that matter. Wars never ceased since the nineteenth century. The twentieth century is considered one of the bloodiest. Contemporaneously, war abound round the world. War metamorphized but never ended (<https://globalchallenges.ch/issue/5/what-is-really-new-about-the-new-wars/>).

War never left Europe. But for a brief interlude immediately after World War II (not to go back earlier than this common historically-arbitrary demarcation point), which itself became a forgotten period of savagery in Europe (<https://www.npr.org/2013/07/24/204538728/after-wwii-europe-was-a-savage-continent-of-devastation>), violence steadily materialized anew in variegated martial forms across the dark continent (<https://www.penguin.co.uk/books/21593/dark-continent-by-mark-mazower/9780140241594>). Widespread Western European terrorism of the 1970s and 1980s (German Red Army Faction, Italian Red Brigades, French Action Directe, Belgian Communist^ Combatant Cells, Irish Republican Army, and Spanish ETA) was followed by the Balkan Wars

throughout the 1990s and the Kosovo NATO intervention in 1999. The 2000s and 2010s brought post-9/11 terrorism across the continent (with attacks in Madrid, London, Paris, and Brussels amongst other European cities). Therefore, **indulging the exoticization of war in an othering and cantonization logic is ahistorical both as regards martiality itself and in relation to European history.**

Three, the Ukraine war witnessed displays of discrimination, which alienated many people and countries and forced course-correction on the part of Europe. Early cases of racism (<https://www.france24.com/en/europe/20220228-pushed-back-because-we-re-black-africans-stranded-at-ukraine-poland-border>) (notably at the Poland border) against African refugees and subsequent differential treatment (https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2023/02/25/one-year-later-the-shattered-dreams-of-young-africans-who-fled-ukraine-for-france_6017283_124.html) of some of those accepted refugees (<https://whowhatwhy.org/apprentice-stories/refugee-hypocrisy-poland-embraces-ukrainians-shuns-all-others/>) were documented (<https://whowhatwhy.org/justice/rights-liberties/afghans-discover-theyre-not-the-preferred-refugees-for-germany/>), allowing Russia to use this display of bias all too easily in its anti-West propaganda (notably in Africa)

Such self-centeredness accelerated a geostrategic transformation away from Europe, which had already been in the making. Global South countries considering this 'a European conflict' and choosing not to endanger their relations with Russia (even when they had none to begin with). This was vividly seen with the displacement of the French in the Sahel, as the Russian PMC the Wagner Group was invited by both Mali and Burkina Faso, and the French military unceremoniously asked to leave.

Finally, as the war enters its second year, Europe and the United States still appear to have no clear, much less unanimous, strategic outlook to counter the invasion. The United States is leading a technology-testing proxy war, in effect accepting the Russian *fait accompli*, with the Joe Biden administration regularly caught off guard reacting to Russian initiatives (including nuclear sabre-rattling) or displaying a Cold War reading of 2020s geostrategy. Short-termism (e.g., President Biden shunning and then courting Saudi Arabia's autocrat Mohamed Ben Salman (https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/21/arabie-saoudite-la-nouvelle-diplomatique-opportuniste-de-mohammed-ben-salman_6166436_3210.html); France shunning and then courting African states) is no answer to 'war returning to Europe'.

The US has seen recent commentary regretting the lost role of a unipolar sheriff, in 'a world gone awry' where the jungle (<https://www.penguinrandomhouse.com/books/576193/the-jungle-grows-back-by-robert-kagan/>) has grown back, a now apocalyptic (<https://us.macmillan.com/books/9781250795991/aftertheapocalypse>). These narratives

are predicated on failure to address a challenging situation, as it if was necessarily in the systemic ability of the US – a country with a collapsing social contract – to address these challenges.

Europe, for its part, is torn between what US Defense Secretary once dismissively termed 'old Europe (<https://www.theguardian.com/world/2003/jan/24/germany.france>)' (France, Germany), trying to balance things with Russia and China, and what would be 'new Europe' (Poland, Hungary) actively supporting Ukraine (the latter an approach that has the merit of clarity). A twenty-five year search for a post-Cold War 'role' is a bit long for repositioning. The UK is stuck in that model even deeper after Brexit, and France is one step ahead having already 'lost' the Sahel to Russia after a ten-year military presence in Mali and large-scale investment in the region.

"Experience is simply the name we give our mistakes", wrote Oscar Wilde, adding that "consistency is the last refuge of the unimaginative". But lack of imagination is not the West's problem. Rather, it is *the mental block and the inability to consider that other perspectives may be pursued against its design*. Ultimately, that stance is a case of what we can term international relations entitlement.

The Ukraine war has yielded a picture where Russia is now in Africa. China is getting footing in the Middle East. India has refocused and expanded its global political economy. Gulf countries and other Arab states have remapped their foreign policy while Turkey can hold NATO hostage. When the West is unable to win a war, it is often decreed 'long'. That was the case recently with the Global War on Terror, it is so now with Ukraine (<https://www.wsj.com/articles/ukraine-war-long-west-ready-11673571215>) ("The war in Ukraine, it's clear by now, won't end soon" repeat pundits and officials alike).

The world has changed indeed, and what the Ukraine war really shows beyond Putin's crimes is the diminishing importance of Europe and the United States in the emerging twenty-first century strategic order. This is not so much a return of a multipolar world (<https://nationalinterest.org/feature/ukraine-and-return-multipolar-world-203276>) but the steady birth of a new order characterised primarily by the eroded influence of the US and Europe and new zones of engagement.

By the middle of the century, one can surmise that it is that order that is more likely to cement than the old liberal one (<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2022/05/autocracy-could-destroy-democracy-russia-ukraine/629363/>) whose loss is bemoaned in Washington, London, Berlin, and Paris. Ultimately, the explanatory horizon of Ukraine is not the 1990s' misleading end of history but the middle of the twentieth century when a self-servicing vision of exceptionalism resurfaced when the lessons of war should have been

^

otherwise humbling.

Illustration: © Rudolf Schlichter, "Blind Power", 1937.

A PROPOS DE CE BLOG



Politologue et historien, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou** est professeur d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes études internationales et du développement à Genève. Précédemment à l'Université Harvard, il enseigne également à Sciences Po Paris.

ABONNEZ-VOUS À CE BLOG PAR E-MAIL

^

Saisissez votre adresse e-mail pour vous abonner à ce blog et recevoir une notification de